CONSEIL MUNICIPAL
DU 25 FEVRIER 2021

MUZILLAC, le 17/02/2021

CONVOCATION

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal se réunira, **en séance publique réservée à la presse**, à la **Mairie de MUZILLAC, salle du Conseil :**

JEUDI 25 FEVRIER 2021 à 18 H 30

Veuillez trouver ci-joint l'ordre du jour ainsi que la note de synthèse sur les dossiers qui seront soumis à délibération.
Compte tenu du contexte de lutte contre la propagation du virus COVID-19, le port du masque sera obligatoire.
Par ailleurs, vu le II de l'article de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020, les débats seront accessibles en direct au public via la chaîne You Tube de la Ville de Muzillac.
Vous remerciant de bien vouloir assister à cette séance, je vous prie, d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Maire,
Michel CRIAUD

MAIRIE DE MUZILLAC 56190 (Morbihan)

ORDRE DU JOUR

1- Approbation du Procès-Verbal du 28/01/2021 (transmis par mail le 05/02/2021)
2- Compte de gestion 2020 – Budget principal
3- Compte Administratif 2020 – Budget principal
4- Affectation du résultat 2020 - Budget principal
5- Compte de gestion 2020 – Budget Assainissement
6- Compte Administratif 2020 – Budget Assainissement
7- Affectation du résultat 2020 - Budget Assainissement
8- Débat d'Orientation Budgétaire
9- Demande de financement Département – Mise en accessibilité des bâtiments du CAVC
10- Tarifs service navette à la demande Muzi'Bus
11- Projet d'organisation du temps scolaire rentrée 2021
12- Lignes directrices de gestion
13- Règlement du télétravail
14- Modification du tableau des effectifs
15- Convention CDG ACFI 2021-2023
16- Mesure de soutien aux compagnies artistiques pour spectacles annulés
17- Marché accord-cadre voirie 2021-2024 : attribution du marché après relance
18- EPF : avenant n°1 à la convention opérationnelle d'actions foncières
19- ZAC de la Lande Baule : cession de terrain à BSH
20- Décisions prises dans le cadre des délégations
    - Droit de préemption urbain
    - Commande publique
21- Informations et questions diverses

Mairie – CS 50011 – 56190 MUZILLAC
Tél. 02 97 41 66 25 – **Fax** 02 97 41 41 58
Site : www.muzillac.fr – **Courriel** : mairie@muzillac.fr

L'an deux mil VINGT ET UN, le 25 février, à 18 H 30 le Conseil Municipal de la Commune de Muzillac, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la **présidence de Monsieur CRIAUD Michel, Maire.**

Nombre de conseillers en exercice : 29 **Présents** : 28 **Votants : 29**

Présents : Michel CRIAUD, Marie-Thérèse CABON, Bruno HUBERT, Christine LE CADRE, Jean-Paul DANIEL, Laurence BAUDAIS, Franck GALUDEC, Dominique LE JALLÉ, Joseph BROHAN, Etienne LAURENT, Monique DELANNOY, Gilbert PROVOST, Sophie TOSO, André ALLIO, Philippe MAIRE, Marc LE CHENADEC, Sophie TAVERSON, Myriam PIERRE, Fabrice LE BOT, Benjamin VILAIN, Mickaël OLIVIER, Stéphanie GUILLAS, Annie EHANNO, Shakouna DIQUÉLOU, Emilie PONDARD, Laëtitia NICOLAS, Benjamin LINO , Vincent GUICHON.

Absents :
Nadia HENRIET, donne pouvoir à Jean-Paul DANIEL, en date du 23/02/2021.
Marc LE CHENADEC est arrivé au point n°3
Michel CRIAUD a quitté la salle au point n°3 et au point n°6

Date de convocation : 17/02/2021 **Date d'affichage** : 04/03/2021
M. Franck GALUDEC a été désigné **secrétaire de séance**.

ORDRE DU JOUR :

Compte tenu du contexte de lutte contre la propagation du virus COVID-19, la séance a lieu en séance publique réservée à la presse. Le port du masque est obligatoire.
Par ailleurs, vu le II de l'article de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020, les débats sont accessibles en direct au public sur la chaîne You Tube de la Ville de Muzillac.

DÉLIBÉRATIONS

2021 02 001 - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 28 JANVIER 2021

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **APPROUVE** le procès-verbal de séance du 28 janvier 2021, transmis le 5 février 2021.

2021 02 002 - COMPTE DE GESTION 2020 – BUDGET PRINCIPAL

Le Maire informe le Conseil Municipal que l'exécution des dépenses et recettes relatives à l'exercice 2020 a été réalisée par le Receveur en poste à LA ROCHE-MUZILLAC et que le compte de gestion établi par ce dernier pour le budget principal est conforme aux écritures enregistrées dans le compte administratif.
Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **APPROUVE** le compte de gestion du Trésorier pour l'exercice 2020, dont les écritures sont conformes au Compte Administratif de la Commune pour le même exercice.

2021 02 003 - COMPTE ADMINISTRATIF 2020 – BUDGET PRINCIPAL

M. Bruno HUBERT, Adjoint, présente au Conseil Municipal le Compte Administratif de l'exercice 2020 dressé par Monsieur CRIAUD Michel, Maire.
Une fiche synthétique retraçant les informations essentielles a été transmise à l'ensemble des élus, elle demeurera annexée à la présente délibération (ANNEXE 1).
Le Maire ayant quitté la salle, le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de M. Bruno HUBERT, **APPROUVE,** à l'unanimité des membres présents ou représentés, le compte administratif du Budget Principal, lequel se résume ainsi :

SECTION DE FONCTIONNEMENT		
	Réalisé	Reste à réaliser
Dépenses	4 189 606.85	
Recettes	5 068 224.23	
Résultat budgétaire de l'exercice	878 617.38	
Résultat antérieur reporté	1 256 524.87	
Résultat global	2 135 142.25	
Résultat global	**2 135 142.25**	

SECTION D'INVESTISSEMENT		
	Réalisé	Restes à réaliser
Dépenses	1 069 245.42	408 393.64
Recettes	1 012 462.84	135 956.40
Résultat budgétaire de l'exercice	-56 782.58	
Résultat antérieur reporté	-21 751.47	
Résultat global à reporter	-78 534.05	
Résultat à réaliser		-272 437.24
Résultat global	**-350 971.29**	

2021 02 004 - AFFECTATION DU RÉSULTAT 2020 – BUDGET PRINCIPAL

Le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il doit se prononcer sur l'affectation du résultat de fonctionnement du compte administratif 2020 du budget principal.
La situation peut se résumer ainsi :

Capacité d'autofinancement de la section de fonctionnement	2 135 142.25 €
Besoin de financement de la section d'investissement	350 971.29 €

En conséquence, le Maire propose l'affectation du résultat de la section de fonctionnement :

Au financement de la section d'investissement	350 971.29 €
En report à nouveau en fonctionnement	1 784 170.96 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ACCEPTE** cette proposition.

2021 02 005 - COMPTE DE GESTION 2020 – BUDGET ASSAINISSEMENT

Le Maire informe le Conseil Municipal que l'exécution des dépenses et recettes relatives à l'exercice 2020 a été réalisée par le Receveur en poste à LA ROCHE-MUZILLAC et que le compte de gestion établi par ce dernier pour le budget assainissement est conforme aux écritures enregistrées dans le compte administratif.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **APPROUVE** le compte de gestion du Trésorier pour l'exercice 2020, dont les écritures sont conformes au Compte Administratif de la Commune pour le même exercice.

2021 02 006 - COMPTE ADMINISTRATIF 2020 – BUDGET ASSAINISSEMENT

M. Bruno HUBERT, Adjoint, présente au Conseil Municipal le Compte Administratif de l'exercice 2020 dressé par Monsieur CRIAUD Michel, Maire.
Une fiche synthétique retraçant les informations essentielles a été transmise à l'ensemble des élus, elle demeurera annexée à la présente délibération (ANNEXE 1).
Le Maire ayant quitté la salle, le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de M. Bruno HUBERT, **APPROUVE,** à l'unanimité des membres présents ou représentés, le compte administratif du Budget Assainissement, lequel se résume ainsi :

SECTION DE FONCTIONNEMENT		
	Réalisé	Reste à réaliser
Dépenses	229 190.30	
Recettes	280 722.41	
Résultat budgétaire de l'exercice	51 532.11	
Résultat antérieur reporté	143 302.87	
Résultat global	194 834.98	
Résultats à réaliser		
Résultat global	**194 834.98**	

SECTION D'INVESTISSEMENT		
	Réalisé	Restes à réaliser
Dépenses	434 441.47	14 652.13
Recettes	199 120.69	
Résultat budgétaire de l'exercice	-235 320.78	
Résultat antérieur reporté	161 599.48	
Résultat global à reporter	-73 721.30	
Résultats à réaliser		-14 652.13
Résultat global	**-88 373.43**	

2021 02 007 - AFFECTATION DU RÉSULTAT 2020 – BUDGET ASSAINISSEMENT

Le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il doit se prononcer sur l'affectation du résultat de fonctionnement du compte administratif 2020 du budget assainissement.
La situation peut se résumer ainsi :

Capacité d'autofinancement de la section de fonctionnement	194 834.98 €
Besoin de financement de la section d'investissement	88 373.43 €

En conséquence, le Maire propose l'affectation du résultat de la section de fonctionnement :

Au financement de la section d'investissement	88 373.43 €
En report à nouveau en fonctionnement	106 461.55 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ACCEPTE** cette proposition.

2021 02 008 – DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

La loi du 6 février 1992 impose aux collectivités de + 3500 habitants d'organiser un débat sur les orientations générales du budget dans un délai inférieur à 2 mois avant l'examen de celui-ci par l'autorité délibérante.
Le Conseil Municipal est donc à nouveau invité, comme chaque année, à tenir son Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), et ce afin de discuter des grandes orientations qui présideront à l'élaboration du prochain budget primitif.
L'article 107 de la loi NOTRe du 07 août 2015 a précisé **le contenu du rapport**. Il doit détailler les points suivants :

- Les orientations budgétaires
- Les engagements pluriannuels envisagés
- La structure et la gestion de la dette

La Loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 pour la programmation des finances publiques de 2018 à 2022 contient de nouvelles règles, à effet immédiat. Chaque collectivité devra présenter **ses objectifs** concernant :

- l'évolution des dépenses de réelles de fonctionnement, en valeur
- l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ce rapport donne lieu à un débat qui doit être acté par une délibération spécifique qui donne lieu à **un vote**.

M. Bruno HUBERT, Adjoint, présente au Conseil Municipal les diverses informations figurant au rapport transmis avec la convocation et dont un exemplaire restera annexé à la présente délibération ***(annexe 3)***.
Il précise les objectifs de la municipalité :

- Maîtriser les dépenses de fonctionnement afin de pouvoir continuer à investir
- Maîtriser la fiscalité
- Assurer un niveau d'investissement compatible avec les moyens de la commune
- Maitriser le niveau d'endettement de la commune

Après une présentation :

- Du contexte économique et social,
- Des chiffres clés au 31/12/2020,
- Des tendances budgétaires sur le budget communal et le budget assainissement,
- De quelques éléments sur la prospective financière,

Un débat s'instaure au sein du Conseil Municipal sur les orientations à suivre pour la préparation du budget 2021, dont la programmation des investissements à venir et le maintien des services à la population.
Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **APPROUVE** les orientations budgétaires fixant les bases permettant de préparer le budget primitif 2021.

2021 02 009 – DEMANDE DE FINANCEMENT DÉPARTEMENT – MISE EN ACCESSIBILITE DES BÂTIMENTS DU CAVC

Le Département soutient les dépenses d'investissement de mise en accessibilité des bâtiments et lieux publics, notamment celles portant sur les travaux immobiliers, mobiliers et équipements intérieurs ou extérieurs.
Les dépenses subventionnables sont plafonnées à 15 000 € HT.
Le taux de financement forfaitaire est de 50 %.
Une demande de financement est présentée concernant l'acquisition d'ascenseurs au CAVC.
Il est proposé au Conseil Municipal de solliciter une subvention auprès du Département, au titre de la mise en accessibilité des bâtiments du CAVC, selon le plan de financement ci-dessous :

DEPENSES HT	
Etudes, AMO, maîtrise d'œuvre	519 464.00
Travaux de démolition	160 000.00
Désamiantage	24 000.00
Travaux de restructuration	2 949 000.00
Equipements spécifiques (ascenseurs, gradins, équipements scéniques, murs mobiles)	397 500.00
Divers aléas (5%)	176 525.00

RECETTES	
Subventions	
Etat – DETR 2018	211 500.00
Etat – DSIL 2021	845 297.00
Pays de Vannes/Région	250 000.00
Région – rénovation d'équipements	300 000.00
Région – Acquisition de matériel scénique	30 000.00
PST 2020	150 000.00
PST 2021	150 000.00
PST 2022	150 000.00
Département accessibilité	**7 500.00**

			Emprunt	2 000 000.00
			Autofinancement	132 192.00
	4 226 489.00			**4 226 489.00**

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **AUTORISE** le Maire à solliciter un financement auprès du Département, au titre de de la mise en accessibilité des bâtiments du CAVC ;
- **APPROUVE** le plan de financement présenté.

2021 02 010 – TARIFS SERVICE NAVETTE À LA DEMANDE MUZI'BUS

Par délibération N° 2021-01-002 du 28 janvier 2021, le Conseil Municipal a approuvé la création d'une navette à la demande nommée Muzi'Bus, sur le territoire muzillacais, dans le cadre de la politique d'action sociale de la commune. La tarification pour chaque trajet aller-retour par personne a alors été fixée à 1 €.
Afin de répondre au caractère social de ce service, et le rendre ainsi accessible au plus grand nombre, la commission solidarités en propose la gratuité.
Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

- **ADOPTE** la gratuité du service de navette à la demande.

2021 02 011 – PROJET D'ORGANISATION DU TEMPS SCOLAIRE RENTRÉE 2021

Conformément aux dispositions de l'article D.521-12 du Code de l'Education, l'organisation de la semaine scolaire arrêtée par le directeur académique des services de l'Education Nationale ne peut porter sur une durée supérieure à trois ans. A l'issue de cette période triennale, cette organisation scolaire peut être maintenue, pour trois ans après un nouvel examen, ou modifiée. Cette décision ne peut être une reconduction tacite. Cette disposition vise l'organisation de la semaine scolaire de chaque école publique.
Les horaires des écoles publiques ont été arrêtés par l'IA-DASEN du Morbihan, après avis du CDEN du 29 juin 2018, pour une durée de trois ans. Par conséquent une nouvelle campagne de recensement des horaires de toutes les écoles publiques du département est nécessaire pour la rentrée scolaire 2021.
En cas de dérogations à l'organisation règlementaire de la semaine scolaire, une proposition conjointe de la commune et du conseil d'école est nécessaire.
Le Conseil d'école des Poulpikans s'est réuni le 16 février 2021 et propose de reconduire à la rentrée 2021 l'organisation du temps scolaire sur 8 demi-journées réparties sur 4 jours.
Mme Christine LE CADRE, Adjointe, propose de suivre l'avis du conseil d'école.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **DECIDE** de suivre l'avis du Conseil d'école et de reconduire l'organisation du temps scolaire sur 8 demi-journées réparties sur 4 jours à la rentrée 2021.

2021 02 012 – LIGNES DIRECTRICES DE GESTION

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la Fonction Publique consiste en l'obligation pour toutes les collectivités territoriales de définir des lignes directrices de gestion.

Les lignes directrices de gestion sont prévues à l'article 33-5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Les modalités de mise en œuvre de ce nouvel outil de GRH sont définies par le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019.

L'élaboration de lignes directrices poursuit les objectifs suivants :

- Renouveler l'organisation du dialogue social en passant d'une approche individuelle à une approche plus collective

- Développer les leviers managériaux pour une action publique plus réactive et plus efficace
- Simplifier et garantir la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents publics
- Favoriser la mobilité et accompagner les transitions professionnelles des agents publics dans la fonction publique et le secteur privé
- Renforcer l'égalité professionnelle dans la Fonction Publique.

Le Comité technique a émis un avis favorable le 16 février 2021 au projet ***en annexe***.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** les lignes directrices de gestion telles que définies en annexe ;
- **FIXE** les lignes directrices de gestion pour une durée de 6 ans à effet du 1er mars 2021 ;
- **AUTORISE** le Maire à signer l'arrêté portant détermination des lignes directrices de gestion.

2021 02 013 – MISE EN PLACE DU TÉLÉTRAVAIL

Le télétravail est une forme d'organisation et/ou de réalisation du travail, qui repose sur les technologies de l'information et de la communication et dans laquelle un travail, qui aurait également pu être réalisé dans les locaux de l'employeur, est effectué hors de ces locaux de façon régulière ou ponctuelle et volontaire.
La mise en place du télétravail dans la collectivité répond à un double objectif :

- Social en participant à l'amélioration des conditions de travail des agents,
- Environnemental en contribuant à la réduction des déplacements domicile-travail des agents.

Les modalités de mise en œuvre du télétravail sont régies par le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2016-151 du 11 février 2016.

Le Comité Technique a émis un avis favorable le 16 février 2021 au projet de règlement ***en annexe***.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;
VU le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié par le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;
VU l'avis du Comité Technique en date du 16 février 2021 ;

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

- **INSTAURE** le télétravail au sein de la collectivité à compter du 1er mars 2021 ;
- **APPROUVE** le règlement du télétravail ci-annexé.

2021 02 014 – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Suite à l'avis favorable du Comité Technique du 16 février 2021, il est proposé de modifier le tableau des effectifs comme suit :

- Augmentation du temps de travail d'un agent d'entretien au grade d'adjoint technique, de 17.5/35ème à un temps complet à compter du 01/03/2021 ;

Par ailleurs, par délibération n° 2020-12-007 du 10 décembre 2020, le Conseil Municipal a créé deux postes à temps complet, l'un au service police en tant qu'ASVP, l'autre aux services techniques en tant qu'assistant technique. Suite aux recrutements, ouverts sur les cadres d'emplois d'adjoints administratifs ou techniques, le Maire informe l'assemblée que les candidates retenues ont été nommées au grade d'adjoint administratif.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **APPROUVE** le nouveau tableau des effectifs qui demeurera annexé à la présente délibération (**ANNEXE**).

2021 02 015 – CONVENTION CDG ACFI 2021-2023

La convention relative à la mission de l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI) qui lie la mairie de Muzillac au CDG56 est arrivée à échéance le 31 décembre 2020.
Pour rappel, conformément à l'article 5 du décret n°85-603 du 10 juin 1985, toutes les collectivités ont l'obligation de désigner un ou plusieurs Agents Chargés de la Fonction d'Inspection pour leur établissement, afin de mettre en place, au sein de l'établissement, une inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité pour veiller au contrôle des conditions d'application des règles d'hygiène et de sécurité.
L'ACFI :

- contrôle les conditions d'application des règles d'hygiène et de sécurité et propose à l'autorité territoriale compétente toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels ;
- en cas d'urgence, il propose à l'autorité territoriale les mesures immédiates qu'il juge nécessaires.
  Suite au constat d'un danger grave et imminent, il apporte son expertise à l'autorité territoriale et aux membres du CHSCT en cas de divergence dans la résolution de la situation ;
- peut participer aux réunions du CHSCT sans voix délibérative, mais avec voix consultative quand la situation de la collectivité auprès de laquelle il est placé est évoquée ;
- peut être associé aux visites des services et aux enquêtes effectuées par les membres du CHSCT.

La collectivité participe aux frais d'intervention du CDG à concurrence du service effectivement fait. Pour information, le tarif horaire appliqué en 2021 pour l'intervention d'un ACFI est de 89 €.
Il est proposé de renouveler la convention avec le CDG pour une durée de 3 ans. Le CHSCT a émis un avis favorable le 16 février 2021.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** le projet de convention annexé à la présente délibération (**ANNEXE**) ;
- **AUTORISE** le Maire à signer ladite convention avec le service du CDG pour une durée de 3 ans, à compter de la date de signature de l'acte.

2021 02 016 – MESURE DE SOUTIEN AUX COMPAGNIES ARTISTIQUES POUR SPECTACLES ANNULÉS

Depuis la crise sanitaire et les mesures gouvernementales associées, de nombreux spectacles programmés ont été annulés. Leur report au cours de la saison 2019/2020 et suivantes est la première solution recherchée, par coordination avec l'objectif de maintenir une offre culturelle. Toutefois, cette solution, qui n'entraîne pas de versement d'indemnités aux compagnies, ne peut pas s'appliquer à tous les spectacles concernés, au risque de déstabiliser les saisons suivantes et le budget, ou de surcharger l'offre artistique proposée.
L'annulation de spectacles, sans report possible, est donc inévitable.
Au plan juridique, ce cas d'annulation relève de la force majeure, dont les conséquences sont fixées par les contrats de cession, selon les termes rapportés ci-après : « le présent contrat se trouverait annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence ».
Néanmoins, l'économie culturelle subit de plein fouet la crise et le risque de disparition des structures culturelles est important.

Dans ce cadre et par mesure de soutien au monde culturel, il est proposé un dispositif d'indemnisation des compagnies.
La proposition est la suivante :
- Versement d'une indemnité à hauteur de 25 % du prix de cession HT (hors frais d'accueil et de déplacement) aux compagnies dont les spectacles ne sont pas reportables, par l'intermédiaire d'un avenant au contrat de cession.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **DÉCIDE** de verser une indemnité à hauteur de 25 % du prix de cession HT (hors frais d'accueil et de déplacement) aux compagnies dont les spectacles ne sont pas reportables, par la conclusion d'un avenant au contrat de cession ;
- **AUTORISE** le Maire à signer les avenants aux contrats de cession et les documents à intervenir.

2021 02 017 – MARCHÉ ACCORD CADRE VOIRIE 2021-2024 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ APRÈS RELANCE

Par délibération n° 2020-07-010 du 9 juillet 2020, le conseil municipal a autorisé le Maire à engager une consultation concernant le marché accord cadre voirie 2021-2024 et à signer avec l'entreprise la mieux-disante après avis de la commission d'ouverture des plis.
Trois offres ont été déposées pour cette consultation par les entreprises suivantes :

- CHARIER TP-EUROVIA
- EIFFAGE
- COLAS

Après analyse des offres par le cabinet URBAE, maître d'œuvre, les membres de la commission réunie le 8 décembre 2020 ont préconisé de :

- classer sans suite la consultation pour motif d'ordre financier, estimant que les prestations unitaires et quantitatives hors Détail Quantitatif Estimatif (DQE) sont réalisables pour des prix unitaires nettement moins élevés,
- relancer la consultation d'entreprises avec un nouveau DQE et un cadre de mémoire modifié.

Suite à la relance, trois offres ont été déposées pour cette consultation par les mêmes candidats.
Après analyse des offres, les membres de la commission réunie le 19 février 2021 préconisent de retenir l'offre présentée par le groupement CHARIER TP-EUROVIA d'un montant de 916 223.10 € HT (montant des travaux marché de base sur 4 ans).

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

- **DECIDE** d'attribuer le marché Accord Cadre voirie 2021-2024 au groupement CHARIER TP. – EUROVIA ;
- **DONNE** tous pouvoirs au Maire pour la poursuite des formalités nécessaires à l'engagement des travaux.

2021 02 018 – EPF : AVENANT N°1 À LA CONVENTION OPÉRATIONNELLE D'ACTIONS FONCIÈRES

Le Maire rappelle que dans le cadre de l'aménagement de son centre-ville, la commune de Muzillac a sollicité l'Etablissement Public Foncier de Bretagne, par convention opérationnelle d'actions foncières en date du 1er septembre 2017, en vue d'acquérir plusieurs unités foncières situées autour de la Grande Rue, en vue d'y réaliser une opération de renouvellement urbain.

L'EPF Bretagne a depuis acquis deux unités foncières (BK 50 et 51).

Etant donné la capacité de développement que ces acquisitions représentent, l'intervention de l'EPF sur les autres secteurs n'est, de ce fait, plus une priorité à court terme.

Il est donc proposé de réduire le périmètre d'intervention de l'EPF et de réduire l'engagement financier de l'EPF Bretagne alloué à cette opération. Lorsque les autres secteurs de

renouvellement urbain entreront en phase pré-opérationnelle, une nouvelle sollicitation pourra être effectuée auprès de l'EPF.

Vu le décret n° 2009-636 du 8 juin 2009 portant création de l'EPF Bretagne, modifié par le décret n° 2014-1735 du 29 décembre 2014,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5210-1 à L 5210-4 et L 5211-1 à L 5211-62,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-29 à L 2121-34,
Vu la convention opérationnelle d'actions foncières du 1er septembre 2017,
Vu le projet d'avenant n° 1 annexé à la présente délibération,
Considérant que la commune de Muzillac souhaite réaliser une opération de renouvellement urbain dans le secteur de la Grande Rue,
Considérant que les acquisitions réalisées depuis par l'EPF Bretagne, entrant en phase opérationnelle, l'intervention de l'EPF sur les autres secteurs n'est, de ce fait, plus une priorité à court terme,
Considérant qu'il est donc nécessaire de réduire le périmètre opérationnel et de réduire l'engagement financier de l'EPF Bretagne alloué à cette opération,
Considérant l'intérêt de conclure un avenant n° 1 prenant en compte ces modifications,
Considérant que cela ne modifie pas les engagements de la Collectivité quant aux critères de l'EPF Bretagne,
Considérant que l'EPF Bretagne a proposé un projet d'avenant n° 1, joint à la présente délibération, qui modifie les articles 2.1.1 et 2.3 de la convention initiale,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** le projet d'avenant n°1 à la convention opérationnelle du 1er septembre 2017 à passer entre la commune de Muzillac et l'EPF Bretagne et annexé à la présente délibération,
- **AUTORISE** le Maire à signer ledit avenant n°1 ainsi que toute pièce ou document nécessaire à son exécution,
- **AUTORISE** le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2021 02 019 – ZAC DE LA LANDE BAULE : CESSION DE TERRAIN À BSH

Par délibération N° 2019-02-016 du 28 février 2019, le Conseil Municipal a autorisé, pour la phase opérationnelle des tranches 2 et 3 de la ZAC de la Lande Baule, la vente de la parcelle AL 37 d'une superficie de 7 503 m² à EADM au prix de 34 206.50 € (5,50 € le m² pour le zonage 1AUa et 0,50 € le m² pour la partie considérée humide).
Compte tenu de la transmission universelle de patrimoine d'EADM vers Bretagne Sud Habitat, il convient d'autoriser le Maire à vendre ladite parcelle à BSH et à signer tous les documents et actes permettant de concrétiser ce dossier.
Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **AUTORISE** la vente de la parcelle AL 37 d'une superficie de 7 503 m² à BRETAGNE SUD HABITAT au prix de 34 206.50 € (Frais d'actes à charge de l'acquéreur),
- **AUTORISE** le Maire à signer tous les actes et documents permettant la concrétisation de ce dossier.

DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS

2021 02 020 - DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS - DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

Le Maire fait savoir que dans le cadre de sa délégation « pour l'exercice du droit de préemption urbain », il n'a pas exercé celui-ci sur les transactions suivantes :

Références cadastrales	Propriétaires	Adresse	Nature
BP 529	SCI AUFRANE	Rue la Noë du parc	B
BK 264 et 276	J2M PATRIMONY HOLDING	25 Rue du Gal de Gaulle	B
BL 9	M. Mme BASTARD Lionel	44 Rue du Gal de Gaulle	B
BP 400 et 409	SCI LES BRUYERES	Passage du Parc (ZA du Parc)	B
BO 481	M. Mme LE GAL Claude	5 impasse de Pénesclus	B
BO 324, 323 et 326	Mme LIDOU Marie Claire	25 Rue de Pénesclus	B
BK 406, 419, 426 et 477	M. Mme MARTINOT Jean	Impasse T. Le Drogoff	B
BP 938 et 943	M. Mme DAVID Alain	Lotissement le clos des hortensias	NB
BK 579p	CC ASB	Rue de l'enclos	B
BO 288 et 291	DANILO Chantal JEGO Yves	Rue des lavandières	B
BR 183	PERRION André MARQUIS Geneviève	37 Rue Roland Garros	B
BR 419 et 421	SCI JUGOT	Rue des Salicornes (ZA Espace Littoral)	B

2021 02 021 - DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS – COMMANDE PUBLIQUE

N°	Objet	Prestataire	HT
2020MAG	Conception, réalisation et impression du magazine municipal de Muzillac	SECOND REGARD SARL - SAINT-NAZAIRE	37 512.00
2021PENESCLUSTOPO	Relevés topographiques pour le poste de relèvement de Pénesclus	GEO BRETAGNE SUD - VANNES	1 350.00
2021MOPENESCLUS	Mission de maîtrise d'œuvre pour la sécurisation du PR Pénesclus		En cours

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

A – INFORMATIONS DIVERSES

- Muz en Images : présentation du projet par Laurence Baudais
- Séjour C.M.E. courant 2021

Un séjour citoyen à Paris avait été validé en 2020 à destination notamment des anciens élus du CME. Ce séjour n'ayant pu être organisé, il est proposé de le reconduire courant 2021.
Le séjour, financé par l'OMJ, sera donc proposé, sous réserve des conditions sanitaires :
- aux 16 anciens élus du CME ;
- aux 16 élus du nouveau mandat du CME.

Prochaine réunion du CME le 20/03/2021 à 10 h

- Elections départementales et régionales : 13 et 20 juin 2021

B - CALENDRIER

Conseil Municipal :

- 25 mars 2021 à 19h30 – Salle du Conseil
- 29 avril 2021 à 19h30 – Salle du Conseil
- 3 juin 2021 à 19h30 – Salle du Conseil
- 8 juillet 2021 à 19h30 – Salle du Conseil
- 23 septembre 2021 à 19h30 – Salle du Conseil
- 4 novembre 2021 à 19h30 – Salle du Conseil
- 9 décembre 2021 à 19h30 – Salle du Conseil

Commissions/comités consultatifs :

- Jeudi 4 mars à 18h00 : Commission communication
- Vendredi 5 mars à 14h00 : Commission marché
- Lundi 15 mars à 18h00 : Commission Travaux/Urbanisme/Développement Durable/Agriculture
- Mercredi 17 mars à 14h30 : Commission finances
- Vendredi 26 mars à 10h00 : Commission communale des Impôts Directs (CCID)
- Jeudi 1er avril à 18h00 : Commission culture
- Jeudi 8 avril à 18h00 : Commission vie associative
- Jeudi 8 avril à 18h00 : Commission enfance jeunesse vie scolaire
- Lundi 10 mai à 18h30 : Commission solidarités

CCAS :

- Lundi 22 mars
- Lundi 17 mai
- Lundi 5 juillet
- Lundi 20 septembre
- Lundi 22 novembre

CT & CHSCT :

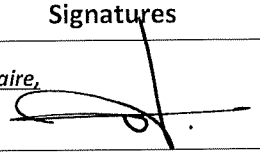
- Mardi 15 juin 2021 à 9h30
- Mardi 14 septembre 2021 à 9h30
- Mardi 16 novembre 2021 à 9h30

CLÔTURE DU PROCÈS-VERBAL

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à : 22 H 00.

N° Délibération / Décision	Objet
2021 02 001	Approbation du P.V. de séance du 28 janvier 2021
2021 02 002	Compte de gestion 2020 – budget principal
2021 02 003	Compte administratif 2020 – budget principal
2021 02 004	Affectation du résultat 2020 – budget principal
2021 02 005	Compte de gestion 2020 – budget assainissement
2021 02 006	Compte administratif 2020 – budget assainissement
2021 02 007	Affectation du résultat 2020 – budget assainissement
2021 02 008	Débat d'orientation budgétaire
2021 02 009	Demande de financement Département – mise en accessibilité des bâtiments du CAVC
2021 02 010	Tarifs service navette à la demande MUZI'BUS
2021 02 011	Projet d'organisation du temps scolaire rentrée 2021
2021 02 012	Lignes directrices de gestion
2021 02 013	Mise en place du télétravail
2021 02 014	Modification du tableau des effectifs
2021 02 015	Convention CDG ACFI 2021-2023
2021 02 016	Mesure de soutien aux compagnies artistiques pour spectacles annulés
2021 02 017	Marché accord cadre voirie 2021-2024 : attribution du marché après relance
2021 02 018	EPF : avenant n°1 à la convention opérationnelle d'actions foncières
2021 02 019	ZAC de la Lande Baule : cession de terrain à BSH
2021 02 020	Décisions prises dans le cadre des délégations – D.P.U.
2021 02 021	Décisions prises dans le cadre des délégations – Commande publique

SIGNATURES DES PRÉSENTS

	Signatures		Signatures
CRIAUD Michel,	*Maire,* 	CABON Marie-Thérèse	
HUBERT Bruno		LE CADRE Christine	
DANIEL Jean-Paul		BAUDAIS Laurence	
GALUDEC Franck		LE JALLÉ Dominique	
BROHAN Joseph		LAURENT Etienne	
DELANNOY Monique		PROVOST Gilbert	
TOSO Sophie		ALLIO André	
MAIRE Philippe		LE CHENADEC Marc	
TAVERSON Sophie		PIERRE Myriam	
LE BOT Fabrice		VILAIN Benjamin	
OLIVIER Mickaël		GUILLAS Stéphanie	
HENRIET Nadia	procuration à Jean-Paul DANIEL	EHANNO Annie	
DIQUÉLOU Shakouna		PONDARD Emilie	
NICOLAS Laëtitia		LINO Benjamin	
GUICHON Vincent			

ANNEXES

Fiche synthétique du compte administratif 2020
Budget Principal

Population 2020

INSEE	5 139
DGF	5 389

Compte administratif 2020

Fonctionnement :

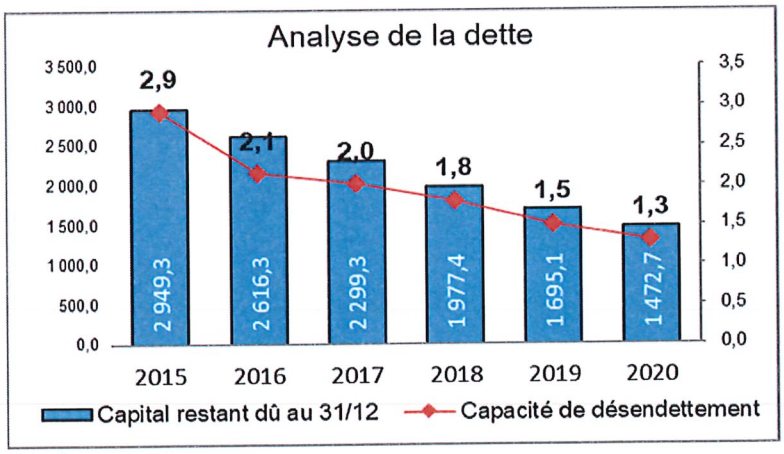
Dépenses de fonctionnement	4 189 606,85
Recettes de fonctionnement	5 068 224,23
Excédent antérieur reporté	1 256 524,87
Résultat de fonctionnement cumulé	**2 135 142,25**

Investissement :

Dépenses d'investissement	1 069 245,42
Déficit reporté N-1	21 751,47
Restes à réaliser dépenses	408 393,64
Total dépenses	**1 499 390,53**
Recettes d'investissement	1 012 462,84
Excédent reporté N-1	0,00
Restes à réaliser recettes	135 956,40
Total recettes	**1 148 419,24**
Besoin de financement	**350 971,29**

Dette :

Capital restant dû (CRD) au 31/12/2019 :	1 472 698,36
Capacité de désendettement :	1,3 ans



Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017 CA	2018 CA	2019 CA	2020 Budget (BP + DM)	2020 Réalisé	2020 % réal	2020 CA20/ CA19
I - PRESENTATION GENERALE								
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES								
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
011	Charges à caractère général	891 766,82	1 242 410,11	986 728,53	1 102 755,00	895 288,00	81%	-9%
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 355 490,50	2 449 064,90	2 448 288,17	2 557 100,00	2 502 803,75	98%	2%
014	Atténuations de produits	2 245,00	2 011,00	2 721,00	4 000,00	2 742,00	69%	1%
65	Autres charges de gestion courante	398 233,69	464 270,14	483 329,35	519 315,00	453 974,54	87%	-6%
	Total des dépenses de gestion courante	**3 647 736,01**	**4 157 756,15**	**3 921 067,05**	**4 183 170,00**	**3 854 808,29**	**92%**	**-2%**
66	Charges financières	106 060,35	90 661,92	75 723,33	85 000,00	63 394,60	75%	-16%
67	Charges exceptionnelles	987,17	3 880,42	972,05	5 000,00	2 405,00	48%	147%
022	Dépenses imprévues (fonctionnement)				20 000,00			
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**3 754 783,53**	**4 252 298,49**	**3 997 762,43**	**4 293 170,00**	**3 920 607,89**	**91%**	**-2%**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*				1 626 133,87			
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*251 798,53*	*265 270,36*	*511 709,83*	270 000,00	*268 998,96*	*103%*	*-47%*
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*							
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***251 798,53***	***265 270,36***	***511 709,83***	**1 896 133,87**	***268 998,96***	***14%***	***-47%***
	TOTAL	**4 006 582,06**	**4 517 568,85**	**4 509 472,26**	**6 189 303,87**	**4 189 606,85**	***68%***	***-7%***
	D002 Déficit de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT								
013	Atténuations de charges	106 142,27	132 346,26	100 282,45	100 000,00	101 927,39	*102%*	*2%*
70	Produits des services, du domaine et ventes diverse	365 914,12	386 886,77	389 263,48	298 246,00	300 365,35	*101%*	*-23%*
73	Impôts et taxes	2 899 700,23	2 899 676,21	3 087 753,36	2 974 560,00	3 078 637,28	*103%*	*0%*
74	Dotations, subventions et participations	1 438 321,99	1 474 635,82	1 455 651,65	1 462 473,00	1 466 716,08	*100%*	*1%*
75	Autres produits de gestion courante	40 157,33	38 372,99	39 048,45	38 000,00	35 284,86	*93%*	*-10%*
	Total des recettes de gestion courante	**4 850 235,94**	**4 931 918,05**	**5 071 999,39**	**4 873 279,00**	**4 982 930,96**	***102%***	***-2%***
76	Produits financiers	4 436,69	4 185,89	3 900,36	3 500,00	3 411,92	*97%*	*-13%*
77	Produits exceptionnels	302 595,26	345 680,53	263 529,43	5 000,00	53 358,15	*1067%*	*-80%*
78	Reprises sur amortissements et provisions							
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**5 157 267,89**	**5 281 784,47**	**5 339 429,18**	**4 881 779,00**	**5 039 701,03**	***103%***	***-6%***
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*36 977,06*	*49 170,86*	*63 184,34*	51 000,00	*28 523,20*	*56%*	*-55%*
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*							
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***36 977,06***	***49 170,86***	***63 184,34***	**51 000,00**	***28 523,20***	***56%***	***-55%***
	TOTAL	**5 194 244,95**	**5 330 955,33**	**5 402 613,52**	**4 932 779,00**	**5 068 224,23**	***103%***	***-6%***
	R002 Excédent de fonctionnement reporté	811 904,78	651 920,51	777 368,48	1 256 524,87	1 256 524,87	*100%*	*62%*
II - PRESENTATION A L'ARTICLE								
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES								
011	**Charges à caractère général**	**891 766,82**	**1 242 410,11**	**986 728,53**	**1 102 755,00**	**895 288,00**	***81%***	
6042	Achats prestations de services (autres que terrains à	21 729,64	20 500,43	21 033,59	21 000,00	15 424,94	*73%*	
60611	Eau et assainissement	19 957,01	25 701,09	20 120,24	22 000,00	24 383,12	*111%*	
60612	Énergie - Électricité	136 610,02	144 102,40	154 741,22	162 000,00	140 462,78	*87%*	
60613	Chauffage urbain							
60622	Carburants	17 996,60	18 144,29	17 325,30	18 100,00	12 155,92	*67%*	
60623	Alimentation	13 805,03	15 196,77	14 914,80	16 600,00	9 541,20	*57%*	
60624	Produits de traitement	530,04	1 336,67	1 047,86	1 600,00	984,77	*62%*	
60628	Autres fournitures non stockées	1 497,90	1 747,00	1 850,58	2 000,00	955,79	*48%*	
60631	Fournitures d'entretien	8 390,97	10 358,71	8 471,09	8 500,00	11 384,34	*134%*	
60632	Fournitures de petit équipement	32 311,53	30 220,48	45 717,46	44 800,00	57 703,00	*129%*	
60633	Fournitures de voirie							
606331	Fournitures de terrains	13 886,76	22 572,24	17 019,35	24 000,00	25 991,01	*108%*	
606332	Fournitures de voirie	6 171,64	7 383,41	8 986,26	9 500,00	6 945,28	*73%*	
60636	Vêtements de travail	4 713,83	4 941,35	5 917,13	8 270,00	4 292,97	*52%*	
6064	Fournitures administratives	7 010,89	6 522,36	6 179,16	6 800,00	6 393,33	*94%*	

Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017	2018	2019	2020			
		CA	CA	CA	Budget (BP + DM)	Réalisé	% réal	CA20/ CA19
6065	Livres, disques, cassettes...(bibliothèques et médiath	2 183,05	2 947,00	2 814,56	3 300,00	3 003,54	91%	
6067	Fournitures scolaires	12 480,21	12 510,03	12 115,39	9 625,00	9 522,42	99%	
6068	Autres matières et fournitures	10 261,19	10 147,42	9 734,08	33 465,00	33 547,25	100%	
611	Contrats de prestations de services	12 526,70	14 560,62	49 657,03	67 250,00	42 375,65	63%	
6132	Locations immobilières	5 459,84	6 538,69	5 550,96	7 205,00	4 664,09	65%	
6135	Locations mobilières	33 014,23	20 282,82	12 713,57	13 520,00	11 384,13	84%	
61521	Terrains	18 504,18	18 615,88	18 905,46	20 000,00	6 430,81	32%	
61522	Bâtiments							
615221	Entretien et réparations bâtiments publics	35 782,55	356 554,00	49 974,35	35 000,00	56 379,20	161%	
615228	Entretien et réparations autres bâtiments		228,00					
61523	Voies et réseaux							
615231	Entretien et réparations voiries	215,93		5 388,99		576,00		
615232	Entretien et réparations réseaux	18 627,78	20 731,97	21 384,13	22 000,00	632,11	3%	
61524	Bois et forêts	10 915,80	3 904,80	16 986,00	7 000,00	7 137,60	102%	
61551	Matériel roulant	21 623,77	14 416,87	7 245,90	9 000,00	6 136,28	68%	
61558	Autres biens mobiliers	8 156,15	5 896,37	8 247,89	9 300,00	4 440,11	48%	
6156	Maintenance	22 542,21	28 475,96	32 784,66	42 570,00	62 510,78	147%	
6161	Assurance multirisques	18 569,23	17 045,25	17 256,80	20 000,00	17 373,96	87%	
617	Etudes et recherches	9 778,40		2 549,62	2 500,00			
6182	Documentation générale et technique	1 822,66	1 989,25	2 092,14	2 400,00	1 811,20	75%	
6184	Versements à des organismes de formation	7 619,18	3 288,00	5 110,48	16 200,00	3 901,35	24%	
6188	Autres frais divers	31 189,86	44 149,36	36 290,37	42 550,00	18 591,39	44%	
61881	Controles techniques	5 456,83	6 639,60	8 191,20	10 200,00	3 782,40	37%	
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	1 624,89	1 845,44	1 378,54	2 000,00	629,13	31%	
6226	Honoraires	2 686,00	168,30	2 178,00	3 000,00	1 890,00	63%	
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 493,20			4 000,00			
6228	Divers		24 206,00			640,00		
6231	Annonces et insertions	871,74	1 155,03	1 664,81	2 000,00	269,66	13%	
6232	Fêtes et cérémonies	13 545,69	16 766,97	17 377,74	20 800,00	12 808,30	62%	
62321	Animation culturelle	117 480,44	123 013,43	134 936,91	160 200,00	107 680,43	67%	
6236	Catalogues et imprimés	216,29	568,29	46,74	500,00	414,14	83%	
6237	Publications	10 177,21	10 296,00	10 378,50	9 000,00	5 580,30	62%	
6238	Divers	6 596,70	5 330,80	6 065,92	8 350,00	6 220,73	74%	
6241	Transports de biens	434,70	414,00	186,30	500,00	248,40	50%	
6247	Transports collectifs	55 840,50	57 144,43	58 297,33	61 500,00	35 843,51	58%	
6251	Voyages et déplacements	1 082,99	1 272,42	1 017,67	1 650,00	475,46	29%	
6256	Missions	795,03	1 151,16	577,14	1 400,00	168,32	12%	
6257	Réceptions					74,48		
6261	Frais d'affranchissement	6 254,53	6 411,06	6 019,90	6 800,00	7 384,20	109%	
6262	Frais de télécommunications	25 194,86	24 272,89	26 258,82	28 000,00	28 264,71	101%	
627	Services bancaires et assimilés	235,84	244,21	275,57	300,00	405,30	135%	
6281	Concours divers (cotisations...)	10 014,78	10 052,09	10 147,83	11 000,00	10 813,74	98%	
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts et bois commu	479,86	479,86	479,86	500,00	479,86	96%	
6283	Frais de nettoyage des locaux	9 504,76	9 411,76	14 783,57	15 000,00	13 381,19	89%	
6284	Redevances pour services rendus							
62875	Aux communes membres du GFP	15 729,00	15 963,00	16 000,00	16 500,00	13 629,69	83%	
62876	A un GFP de rattachement		1 973,33					
62878	A d'autres organismes	21 963,00	20 441,84	21 118,76	20 000,00	26 938,73	135%	
6288	Autres services extérieurs	4 501,20	3 238,71		2 000,00			
63512	Taxes foncières	8 702,00	8 940,00	9 221,00	9 500,00	10 229,00	108%	
6355	Taxe et impôts sur les véhicules							
6358	Autres droits							
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**2 355 490,50**	**2 449 064,90**	**2 448 288,17**	**2 557 100,00**	**2 502 803,75**	**98%**	
6218	Autre personnel extérieur	6 842,41	15 912,68	22 591,60	11 000,00	9 805,47	89%	
631	Impôts, taxes, ...sur rémunérations (administration des impôts)		209,25					
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	7 135,67	7 240,21	7 276,28	7 700,00	7 458,68	97%	
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	30 847,16	31 856,16	32 061,31	34 000,00	30 435,32	90%	
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	4 324,26	4 413,19	4 435,24	4 600,00	4 542,47	99%	
64111	Rémunération principale	1 067 055,70	1 200 735,49	1 195 510,93	1 240 000,00	1 213 821,95	98%	
64112	NBI, SFT et indemnité de résidence	24 022,82	24 397,84	27 808,36	26 300,00	28 230,66	107%	
64118	Autres indemnités	125 705,63	149 173,58	150 328,33	174 000,00	168 241,49	97%	
64131	Rémunérations	309 501,44	230 500,33	235 239,75	246 500,00	233 265,47	95%	

Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017	2018	2019	2020			
		CA	CA	CA	Budget (BP + DM)	Réalisé	% réal	CA20/ CA19
64138	Autres indemnités	19 853,58	24 117,72	20 849,58	26 000,00	25 801,44	99%	
64162	Emplois d'avenir	7 561,92						
64168	Autres emplois d'insertion	12 001,64	14,39	3 477,20		7 871,02		
6417	Rémunérations des apprentis							
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	293 760,72	284 305,12	283 668,15	297 000,00	287 996,77	97%	
6453	Cotisations aux caisses de retraite	329 919,87	348 629,47	350 001,03	367 000,00	358 321,69	98%	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	18 506,79	12 171,47	10 514,37	22 000,00	10 768,30	49%	
6455	Cotisations pour assurance du personnel	67 786,21	68 548,13	70 484,49	68 500,00	84 558,50	123%	
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	290,00						
6457	Cotisations sociales liées à l'apprentissage							
6474	Versements aux autres oeuvres sociales	15 275,78	14 965,00	14 490,00	15 500,00	14 840,00	96%	
6475	Médecine du travail, pharmacie	6 848,60	5 739,64	9 715,23	7 000,00	6 787,90	97%	
6478	Autres charges sociales diverses	8 250,30	9 835,14	9 836,32	10 000,00	10 056,62	101%	
6488	Autres charges		16 300,09					
014	**Atténuations de produits**	**2 245,00**	**2 011,00**	**2 721,00**	**4 000,00**	**2 742,00**	**69%**	
7391171	Dégrèv.taxe foncière / propriétés non bâties jeunes a	1 989,00	1 799,00	1 599,00	2 500,00	1 201,00	48%	
7391172	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les logements	256,00	212,00	1 122,00	1 500,00	1 541,00	103%	
065	**Autres charges de gestion courante**	**398 233,69**	**464 270,14**	**483 329,35**	**519 315,00**	**453 974,54**	**87%**	
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, log	14 020,56	14 460,42	14 027,89	16 900,00	11 700,00	69%	
6531	Indemnités	95 331,60	95 611,63	96 074,77	96 000,00	94 452,81	98%	
6532	Frais de mission		87,00					
6533	Cotisations de retraite	4 857,41	4 848,59	4 848,20	5 000,00	4 346,15	87%	
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	6 979,66	7 043,77	7 109,98	7 200,00	6 895,74	96%	
6535	Formation	563,57	966,05	970,43	2 000,00	1 173,78	59%	
65372	Cotisations au fonds de financement de l'alloc° de fin de mandat					186,70		
6541	Créances admises en non-valeur	187,60	68,18	602,88	3 000,00			
6542	Créances éteintes		192,70			43,14		
6554	Contributions aux organismes de regroupement							
65548	Autres contributions	80 000,00	76 303,12	79 447,07	81 000,00	48 983,32	60%	
6558	Autres contributions obligatoires	5 645,98	2 041,42	2 596,00				
65581	Contributions ste bernadette	118 129,00	126 284,00	136 051,00	138 670,00	138 670,00	100%	
657341	Communes membres du GFP	813,31	278,03	2 983,35	5 300,00	3 420,72	65%	
657348	Autres communes			2 541,65	3 200,00	3 826,83	120%	
657351	GFP de rattachement			1 632,00	2 000,00	1 632,00	82%	
657358	Autres groupements			7 718,09	7 800,00	7 401,82	95%	
657362	CCAS		65 000,00	55 000,00	77 810,00	60 000,00	77%	
6574	Subventions de fonctionnement aux associations et	71 705,00	71 085,00	71 725,00	73 425,00	71 240,00	97%	
658	Charges diverses de la gestion courante							
65888	Autres		0,23	1,04	10,00	1,53	15%	
TOTAL	= DEPENSES DE GESTION DES SERVICES = (011+012+014+65+656)	3 647 736,01	4 157 756,15	3 921 067,05	4 183 170,00	3 854 808,29	92%	
066	**Charges financières**	**106 060,35**	**90 661,92**	**75 723,33**	**85 000,00**	**63 394,60**	**75%**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance	108 339,09	92 953,80	77 728,92	85 000,00	64 400,86	76%	
66112	Intérêts - rattachement des intérêts courus non échus							
661121	Montant des ICNE de l'exercice	10 412,48	8 120,60	6 115,01		5 108,75		
661122	Montant des ICNE de l'exercice N-1	-12 691,22	-10 412,48	-8 120,60		-6 115,01		
067	**Charges exceptionnelles**	**987,17**	**3 880,42**	**972,05**	**5 000,00**	**2 405,00**	**48%**	
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion			13,20		2 405,00		
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	987,17	2 315,42	821,96	3 000,00			
678	Autres charges exceptionnelles		1 565,00	136,89	2 000,00			
022	**Dépenses imprévues (fonctionnement)**				**20 000,00**			
	TOTAL DES DEPENSES REELLES	3 754 783,53	4 252 298,49	3 997 762,43	4 293 170,00	3 920 607,89	91%	
023	***Virement à la section d'investissement***				*1 626 133,87*			
042	***Opérations d'ordre de transfert entre sectio***	***251 798,53***	***265 270,36***	***511 709,83***	***270 000,00***	***268 998,96***	***103%***	
675(O)	*Valeurs comptables des immobilications cédées*		*5 740,80*	*168 791,31*		*1 290,00*		
676(O)	*Différences sur réalisation positive transférées en invest*							
6761(O)	*Différences sur réalisation positive transférées en invest*			*81 562,34*		*1 215,00*		
6811(O)	*Dotations aux amort. des immos incorporelles*	*251 798,53*	*259 529,56*	*261 356,18*	*270 000,00*	*266 493,96*	*102%*	
6812(O)	*Dotations aux amort des charges de fonctionnement à répartir*							
6815(O)	*Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement*							

Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017	2018	2019	2020			
		CA	CA	CA	Budget (BP + DM)	Réalisé	% réal	CA20/ CA19
6865(O)	*Dotations aux prov. pour risques et charges financ*							
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*251 798,53*	*265 270,36*	*511 709,83*	*1 896 133,87*	*268 998,96*	*14%*	
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la sectio*							
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*251 798,53*	*265 270,36*	*511 709,83*	*1 896 133,87*	*268 998,96*	*14%*	
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		4 006 582,06	4 517 568,85	4 509 472,26	6 189 303,87	4 189 606,85	68%	
D002	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté							

II - PRESENTATION A L'ARTICLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

013	**Atténuations de charges**	**106 142,27**	**132 346,26**	**100 282,45**	**100 000,00**	**101 927,39**	***102%***
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	94 466,35	127 051,26	75 349,39	95 000,00	99 793,39	*105%*
6459	Remboursements sur charges de SS et de prévoyan	3 896,92		16 300,06			
6479	Remboursements sur autres charges sociales	7 779,00	5 295,00	8 633,00	5 000,00	2 134,00	*43%*
070	**Produits des services, du domaine et ventes**	**365 914,12**	**386 886,77**	**389 263,48**	**298 246,00**	**300 365,35**	***101%***
7018	Autres ventes de produits finis	12 603,09	11 472,95	11 993,98	12 000,00	9 057,52	*75%*
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	3 752,66	7 533,62	4 977,32	5 000,00	5 902,66	*118%*
70312	Redevances funéraires					180,00	
70323	Redevance d'occupation du domaine public commur	19 819,73	20 396,13	20 892,85	13 500,00	13 714,13	*102%*
7035	Locations de droits de chasse et de pêche	13,72	13,72	13,72	10,00	13,72	*137%*
704	Travaux	4 680,20	1 632,95	2 445,60	3 500,00		
70611	Redevances d'occupation du domaine public commu						
7062	Redevances et droits des services à caractère cultur	53 588,96	60 841,66	62 491,49	41 000,00	42 752,96	*104%*
70621	Redevances animation culturelle	31 211,90	29 654,65	27 935,20	15 000,00	10 520,25	*70%*
70622	Livres patrimoine	290,00	550,00				
70632	A caractère de loisirs	6 178,25	9 162,65	6 781,50	3 500,00	2 879,25	*82%*
70661	Maison de l'enfance	91 761,75	106 482,10	107 513,48	80 000,00	82 996,64	*104%*
70662	Multi Accueil	53 156,03	51 088,79	54 458,27	40 000,00	47 281,38	*118%*
7078	Autres marchandises						
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	322,20	212,00	250,80	236,00	263,00	*111%*
70841	aux budgets annexes, C.C.A.S. et Caisse des École	47 866,86	50 465,15	48 764,83	53 000,00	52 518,34	*99%*
70846	Au GFP de rattachement		144,52				
70872	par les budgets annexes et les régies municipales	17 421,86	19 918,32	21 554,86	21 000,00	17 749,19	*85%*
70873	par les C.C.A.S	641,25	464,66	428,38	500,00	536,47	*107%*
70875	Par les communes membres du GFP	1 440,00					
70876	Par le GFP de rattachement	7 717,91	7 961,47	11 979,28	6 000,00	10 605,96	*177%*
70878	par d'autres redevables	13 447,75	8 891,43	6 781,92	4 000,00	3 393,88	*85%*
073	**Impôts et taxes**	**2 899 700,23**	**2 899 676,21**	**3 087 753,36**	**2 974 560,00**	**3 078 637,28**	***103%***
73111	Taxes foncières et d'habitation	2 063 570,00	2 125 258,00	2 176 118,00	2 206 738,00	2 218 253,00	*101%*
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	4 255,00	1 882,00	365,00	500,00	40 906,00	*8181%*
73211	Attribution de compensation	477 415,00	477 415,00	471 209,00	471 209,00	471 209,00	*100%*
73212	Dotation de solidarité communautaire	16 916,00	17 063,00	17 113,00	17 113,00	17 116,00	*100%*
73223	Fonds de péréquation ressources communales et int	67 286,00	57 176,00	66 364,00	57 000,00	32 846,00	*58%*
7336	Droits de place	27 332,95	22 198,05	18 950,00	22 000,00	15 412,40	*70%*
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la tax	242 925,28	198 684,16	337 634,36	200 000,00	282 894,88	*141%*
7388	Autres taxes diverses						
074	**Dotations, subventions et participations**	**1 438 321,99**	**1 474 635,82**	**1 455 651,65**	**1 462 473,00**	**1 466 716,08**	***100%***
7411	Dotation forfaitaire	336 683,50	335 264,00	331 793,00	328 259,00	328 259,00	*100%*
74121	Dotation de solidarité rurale 1ère fraction	300 680,00	322 938,00	337 000,00	349 885,00	349 885,00	*100%*
74127	Dotation nationale de péréquation	84 651,00	87 610,00	87 206,00	85 797,00	85 797,00	*100%*
744	FCTVA			1 696,00	1 500,00	4 886,00	*326%*
74718	Autres	10 032,84	1 418,40	3 663,68	2 000,00	12 712,54	*636%*
7472	Régions		150,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00	*100%*
7473	Départements	9 609,00	12 447,00	22 152,93	24 000,00	22 236,00	*93%*
74741	Communes membres du GFP	99 956,19	116 191,60	102 697,37	101 440,00	95 628,72	*94%*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017	2018	2019	2020			
		CA	CA	CA	Budget (BP + DM)	Réalisé	% réal	CA20/ CA19
74748	Autres communes	1 824,00	1 637,90	3 037,44	1 500,00	3 420,83	228%	
74751	GFP de rattachement	48 934,00	47 492,00	47 118,00	47 118,00	47 118,00	100%	
7478	Autres organismes	2 680,00	11 811,99	1 550,00	26 500,00	1 900,00	7%	
74781	Autres organismes c a f m s a	394 151,45	373 832,60	352 614,23	333 000,00	353 268,99	106%	
748314	Dotation unique compensations spécifiques taxe pro	948,00						
74834	Etat - Compensation au titre des exonérations des ta	12 016,00	10 808,00	11 361,00	11 316,00	11 316,00	100%	
74835	Etat - Compensation au titre des exonérations de tax	110 066,00	120 111,00	125 862,00	132 048,00	132 048,00	100%	
7484	Dotation de recensement			9 660,00				
7485	Dotation pour les titres sécurisés	5 030,00	12 130,00	12 130,00	12 000,00	12 130,00	101%	
7488	Autres attributions et participations	21 060,01	20 793,33	110,00	110,00	110,00	100%	
075	**Autres produits de gestion courante**	**40 157,33**	**38 372,99**	**39 048,45**	**38 000,00**	**35 284,86**	**93%**	
752	Revenus des immeubles	33 892,33	35 492,82	35 662,56	37 000,00	33 596,14	91%	
7521	Location c a v c	4 978,58	2 433,67	2 394,00	1 000,00	1 678,30	168%	
758	Produits divers de gestion courante	1 286,42						
7588	Autres produits divers de gestion courante		446,50	991,89		10,42		
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES = (70+73+74+75+013)	**4 850 235,94**	**4 931 918,05**	**5 071 999,39**	**4 873 279,00**	**4 982 930,96**	**102%**	
076	**Produits financiers**	**4 436,69**	**4 185,89**	**3 900,36**	**3 500,00**	**3 411,92**	**97%**	
761	Produits de participations	236,22	236,22	213,36	200,00	0,02	0%	
76238	Par d'autres tiers	4 200,47	3 949,67	3 687,00	3 300,00	3 411,90	103%	
077	**Produits exceptionnels**	**302 595,26**	**345 680,53**	**263 529,43**	**5 000,00**	**53 358,15**	**1067%**	
7711	Dédits et pénalités perçus	5 382,75	250,00	8 040,00		150,00		
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	5,05						
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gest	0,50	22 770,00	33 465,00		45 344,72		
773	Mandats annulés (exerc. antérieurs)	1 997,40	212,64	33,63				
774	Subventions exceptionnelles		200 000,00					
775	Produits des cessions d'immobilisations			215 547,50		2 215,00		
7788	Produits exceptionnels divers	295 209,56	122 447,89	6 443,30	5 000,00	5 648,43	113%	
078	**Reprises sur amortissements et provisions (d)**							
7875	Reprises sur prov. pour risques et charges exceptionnels							
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**5 157 267,89**	**5 281 784,47**	**5 339 429,18**	**4 881 779,00**	**5 039 701,03**	**103%**	
042	***Opérations d'ordre de transfert entre section-***	***36 977,06***	***49 170,86***	***63 184,34***	***51 000,00***	***28 523,20***	***56%***	
722(O)	*Immobilisations corporelles*	*31 286,95*	*33 948,26*	*19 593,11*	*35 000,00*	*18 212,02*	*52%*	
776(O)	*Différences sur réalisations (négatives) reprises*		*5 740,80*					
7761(O)	*Différences sur réalisations (positives) transférées en invest.*			*34 806,15*		*290,00*		
777(O)	*Quote-part des subventions d'investissement tra*	*5 690,11*	*9 481,80*	*8 785,08*	*16 000,00*	*10 021,18*	*63%*	
043	***Opérations d'ordre à l'intérieur de la section i***							
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*36 977,06*	*49 170,86*	*63 184,34*	*51 000,00*	*28 523,20*	*56%*	
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**5 194 244,95**	**5 330 955,33**	**5 402 613,52**	**4 932 779,00**	**5 068 224,23**	**103%**	
002	**Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté**	**811 904,78**	**651 920,51**	**777 368,48**	**1 256 524,87**	**1 256 524,87**	**100%**	

Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017 CA	2018 CA	2019 CA	2020 Budget (BP + DM)	2020 Réalisé	2020 % réal
I - PRESENTATION GENERALE							
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES							
DEPENSES D'INVESTISSEMENT							
13	Subventions d'investissement				16 000,00	15 000,00	94%
20	Immobilisations incorporelles	36 605,03	1 071,01	28 423,49	34 962,15	17 642,00	50%
204	Subventions d'équipement versées	192 794,00	14 589,83	80 271,58	85 000,00	83 253,86	98%
21	Immobilisations corporelles	210 179,35	146 329,27	204 262,18	266 305,15	183 791,52	69%
23	Immobilisations en cours	864 113,85	1 465 708,88	716 301,03	2 613 002,10	518 324,24	20%
Total des dépenses d'équipement		**1 303 692,23**	**1 627 698,99**	**1 029 258,28**	**3 015 269,40**	**818 011,62**	**27%**
16	Emprunts et dettes assimilées	317 067,00	321 896,46	282 666,61	300 000,00	222 430,08	74%
020	Dépenses imprévues (investissement)						
Total des dépenses financières		**317 067,00**	**321 896,46**	**282 666,61**	**300 000,00**	**222 430,08**	**74%**
45..	*Total des opé. pour compte de tiers*						
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 620 759,23**	**1 949 595,45**	**1 311 924,89**	**3 315 269,40**	**1 040 441,70**	**31%**
40	*Opérations d'ordre entre sections (1)*	*36 977,06*	*49 170,86*	*63 184,34*	*51 000,00*	*28 523,20*	*56%*
41	*Opérations patrimoniales (1)*	*1 126 159,39*	*11 168,17*	*20 026,03*	*15 000,00*	*280,52*	*2%*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 163 136,45***	***60 339,03***	***83 210,37***	***66 000,00***	***28 803,72***	***44%***
TOTAL		**2 783 895,68**	**2 009 934,48**	**1 395 135,26**	**3 381 269,40**	**1 069 245,42**	**32%**
Pour information D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		1 057 328,27	644 791,83	353 870,88	21 751,47	21 751,47	
RECETTES D'INVESTISSEMENT							
13	Subventions d'investissement	93 998,43	375 468,74	122 148,15	245 242,00	105 556,47	43%
16	Emprunts et dettes assimilées	440,66			**586 660,13**		
23	Immobilisations en cours		11 960,00	4 407,20			
Total des recettes d'équipement		**94 439,09**	**387 428,74**	**126 555,35**	**831 902,13**	**105 556,47**	**13%**
10	Dotations, fonds divers et réserves	310 042,02	283 789,69	375 210,97	240 000,00	217 552,94	91%
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 408 287,48	1 347 647,16	687 938,51	413 984,87	413 984,87	100%
21	Immobilisations corporelles	405,10					
27	Autres immobilisations financières	5 300,51	5 551,31	5 813,98	6 000,00	6 089,08	101%
024	Produits de cessions						
Total des recettes financières		**1 724 035,11**	**1 636 988,16**	**1 068 963,46**	**659 984,87**	**637 626,89**	**97%**
45..	Total des opé. pour compte de tiers (6)						
Total des recettes réelles d'investissement		**1 818 474,20**	**2 024 416,90**	**1 195 518,81**	**1 491 887,00**	**743 183,36**	**50%**
21	*Virement de la section de fonctionnement (1)*				*1 626 133,87*		
040	*Opérations d'ordre entre sections (1)*	*251 798,53*	*265 270,36*	*511 709,83*	*270 000,00*	*268 998,96*	*100%*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*1 126 159,39*	*11 168,17*	*20 026,03*	*15 000,00*	*280,52*	*2%*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 377 957,92***	***276 438,53***	***531 735,86***	***1 911 133,87***	***269 279,48***	***14%***
TOTAL		**3 196 432,12**	**2 300 855,43**	**1 727 254,67**	**3 403 020,87**	**1 012 462,84**	**30%**
Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1							
II - PRESENTATION A L'ARTICLE							
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES							
010	**Stocks**						
013	**Subventions d'investissement**				**16 000,00**	**15 000,00**	
					16 000,00	15 000,00	
020	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**36 605,03**	**1 071,01**	**28 423,49**	**34 962,15**	**17 642,00**	
202	Frais d'études d'élaboration de modifications et de rév. des d	13 392,11					
2031	Frais d'études	20 255,56	500,00		27 720,00	11 280,00	
2033	Frais d'insertion	1 157,36	271,01		2 000,00		
2051	Concessions et droits similaires	1 800,00	300,00	28 423,49	5 242,15	6 362,00	
204	**Subventions d'équipement versées**	**192 794,00**	**14 589,83**	**80 271,58**	**85 000,00**	**83 253,86**	
2041411	Communes du GFP - Biens mobiliers, matériel et études			290,58			
2041511	GFP de rattachement - Biens mobiliers, matériel et études	192 794,00					
2041512	GFP de rattachement - Bâtiments et installations						
2041513	GFP de rattachement-Projets d'infrastructures intérêt national			79 981,00	80 000,00	79 981,00	
2041582	Autres groupements - Bâtiments et installations		14 589,83		5 000,00	3 272,86	
021	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**210 179,35**	**146 329,27**	**204 262,18**	**266 305,15**	**183 791,52**	
2111	Terrains nus				50 000,00		

Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017	2018	2019	2020		
		CA	CA	CA	Budget (BP + DM)	Réalisé	% réal
2115	Terrains bâtis						
2116	Cimetières	7 087,58			16 178,34	37 951,72	
2118	Autres terrains						
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	994,52					
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	43 209,26	9 261,50				
21311	Hôtel de ville					498,00	
21312	Bâtiments scolaires			878,20	5 200,00	2 440,25	
21316	Équipements du cimetière					9 456,24	
21318	Autres bâtiments publics		13 877,14	3 222,00	75 948,55	46 265,60	
2135	Installat° générales, agencements, aménagements des constr	15 479,67	9 166,05	17 373,29			
2138	Autres constructions	267,00	2 433,00				
2152	Installations de voirie	21 798,80	4 379,53	6 525,35	9 000,00	6 349,05	
21538	Autres réseaux		431,22	1 886,69			
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	6 729,96	2 163,60		19 904,40	4 904,40	
21571	Matériel roulant - Voirie	442,65		51 600,00			
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	28 926,12	19 232,51	32 342,09	12 178,50	1 627,56	
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers						
2182	Matériel de transport		14 484,16		23 700,00	24 379,20	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	17 406,31	23 219,55	42 165,49	17 100,00	19 571,28	
2184	Mobilier	24 299,98	5 398,04	11 759,69	3 100,42	3 816,36	
2188	Autres immobilisations corporelles	43 537,50	42 282,97	36 509,38	33 994,94	26 531,86	
022	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**						
023	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**864 113,85**	**1 465 708,88**	**716 301,03**	**2 613 002,10**	**518 324,24**	
2313	Constructions	582 220,66	483 797,81	148 428,72	1 630 020,85	221 858,21	
2315	Installations, matériel et outillage techniques	269 933,19	981 911,07	567 872,31	982 981,25	296 466,03	
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immos corp	11 960,00					
	Total des dépenses d'équipement	**1 303 692,23**	**1 627 698,99**	**1 029 258,28**	**3 015 269,40**	**818 011,62**	
016	**Emprunts et dettes assimilées**	**317 067,00**	**321 896,46**	**282 666,61**	**300 000,00**	**222 430,08**	
1641	Emprunts en euros	317 067,00	321 896,46	282 238,66	300 000,00	222 430,08	
165	Dépôts et cautionnements reçus			427,95			
020	**Dépenses imprévues (investissement)**						
020	Dépenses imprévues (investissement)						
	Total des dépenses financières	**317 067,00**	**321 896,46**	**282 666,61**	**300 000,00**	**222 430,08**	
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 620 759,23**	**1 949 595,45**	**1 311 924,89**	**3 315 269,40**	**1 040 441,70**	
040	***Opérations d'ordre de transfert entre sections (4)***	***36 977,06***	***49 170,86***	***63 184,34***	***51 000,00***	***28 523,20***	
13911 (O)	*Etat et établissements nationaux*	*270,00*	*470,00*	*526,60*	3 000,00	*576,60*	
13912(O)	*Régions*						
13913(O)	*Départements*	*4 078,58*	*6 381,28*	*6 381,28*	7 000,00	*7 211,90*	
13918(O)	*Autres*	*1 341,53*	*2 630,52*	*1 877,20*	6 000,00	*2 232,68*	
192(O)	*Plus ou moins values sur cessions d'immobilisations*		*5 740,80*	*34 806,15*		*290,00*	
2128(O)	*Autres agencements et aménagements de terrains*		*13 742,23*			*18 212,02*	
21318(O)	*Autres bâtiments publics*			*19 593,11*	35 000,00		
2135(O)	*Installat° générales, agencements, aménagements des construct°*		*20 206,03*				
2152(O)	*Installations de voirie*						
2183(O)	*Matériel de bureau et matériel informatique*						
2184(O)	*Mobilier*						
2188(O)	*Autres immobilisations corporelles*						
2313(O)	*Constructions*	*25 258,59*					
2315(O)	*Installations, matériel et outillage technique*	*6 028,36*					
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***1 126 159,39***	***11 168,17***	***20 026,03***	***15 000,00***	***280,52***	
204412(O)	*Subv nature org publics - Bâtiments et installations*	*4 325,09*					
205(O)							
2128(O)	*Autres agencements et aménagements de terrains*		*255,47*				
2184(O)	*Mobilier*						
2188(O)	*Autres immobilisations corporelles*		*247,12*				
21311(O)	*Hôtel de ville*	*4 065,68*					
21312(O)	*Bâtiments scolaires*	*1 095 884,05*					
2313(O)	*Constructions*						
21318(O)	*Autres bâtiments publics*	*12 302,65*					
2151(O)	*Réseaux de voirie*	*2 926,14*				*280,52*	
2152(O)	*Installations de voirie*	*6 655,78*					
2313(O)	*Constructions*		*8 181,84*	*20 026,03*			

Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017 CA	2018 CA	2019 CA	2020 Budget (BP + DM)	2020 Réalisé	2020 % réal
2315(O)	*Installations, matériel et outillage techniques*		*2 483,74*		15 000,00		
2316(O)	*Restauration des collections et oeuvres d'art*						
2318(O)	*Autres immobilisations corporelles en cours*						
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 163 136,45***	***60 339,03***	***83 210,37***	***66 000,00***	***28 803,72***	
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	2 783 895,68	2 009 934,48	1 395 135,26	*3 381 269,40*	1 069 245,42	
001	**Pour information D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1**	1 057 328,27	644 791,83	353 870,88	21 751,47	21 751,47	

II - PRESENTATION A L'ARTICLE
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

010	**Stocks**						
013	**Subventions d'investissement**	**93 998,43**	**375 468,74**	**122 148,15**	**245 242,00**	**105 556,47**	
1311	Etat et établissements nationaux	1 000,00	283,00	15 250,00			
1312	Régions						
1313	Départements		8 306,25				
1318	Autres	17 036,98		13 079,00			
1321	Etat et établissements nationaux		54 000,00		31 000,00		
1322	Régions				109 542,00	52 514,25	
1323	Départements	17 679,78	192 545,14	38 711,32	87 000,00	4 635,00	
13241	Communes membres du GFP						
13251	GFP de rattachement	25 000,00	25 000,00				
13258	Autres groupements	1 031,67	72 417,25	41 232,83	1 700,00	2 159,89	
1326	Autres établissements publics locaux						
1328	Autres	2 010,00	11 917,10				
1337	Dotation de soutien à l'investissement local				16 000,00	46 247,33	
1342	Amendes de police		11 000,00	13 875,00			
1345	Participations pour non-réalisation d'aires de stationnement						
1346	Participations pour voirie et réseaux						
1383	Départements						
016	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**440,66**			***586 660,13***		
1641	Emprunts en euros	0,05			586 660,13		
16441	Opérations afférentes à l'emprunt						
165	Dépôts et cautionnement	440,61					
022	**Immobilisations reçues en affectation**						
023	**Immobilisations en cours**		**11 960,00**	**4 407,20**			
2313	Constructions						
2315	Installations, matériel et outillage technique			4 407,20			
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immos corporelles		11 960,00				
	Total des recettes d'équipement	**94 439,09**	**387 428,74**	**126 555,35**	**831 902,13**	**105 556,47**	
010	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 718 329,50**	**1 631 436,85**	***1 063 149,48***	***653 984,87***	***631 537,81***	
10222	F.C.T.V.A.	225 350,00	177 316,00	268 438,00	140 000,00	141 667,00	
10223	T.L.E.	1 338,00				948,00	
10226	Taxe d'aménagement	83 354,02	106 473,69	106 772,97	100 000,00	74 937,94	
10251	Dons et legs en capital						
103	Plan de relance						
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 408 287,48	1 347 647,16	687 938,51	413 984,87	413 984,87	
016	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**						
16449	Opérations afférentes à l'opt" de tirage sur ligne de trésoreri						
021	**Immobilisations corporelles**	**405,10**					
21318	Autres bâtiments publics	405,10					
2188	Autres immobilisations corporelles						
027	**Autres immobilisations financières**	**5 300,51**	**5 551,31**	**5 813,98**	**6 000,00**	**6 089,08**	
27638	Autres établissements publics	5 300,51	5 551,31	5 813,98	6 000,00	6 089,08	
024	**Produits des cessions**						
024	Produits des cessions						
	Total des recettes financières	**1 724 035,11**	**1 636 988,16**	**1 068 963,46**	**659 984,87**	**637 626,89**	
	TOTAL DES RECETTES REELLES	1 818 474,20	2 024 416,90	1 195 518,81	1 491 887,00	743 183,36	
021	***Virement de la section de fonctionnement***				***1 626 133,87***		
040	***Opérations d'ordre de transfert entre sections (3)(4)***	***251 798,53***	***265 270,36***	***511 709,83***	***270 000,00***	***268 998,96***	

Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017	2018	2019	2020		
		CA	CA	CA	Budget (BP + DM)	Réalisé	% réal
192(O)	Plus ou moins values sur cessions d'immo			81 562,34		1 215,00	
2111(O)	Terrains nus			33 973,02			
2118(O)	Autres terrains			16 734,48			
21318(O)	Autres bâtiments publics			71 203,77			
2152(O)	Installations de voirie		5 740,80				
21571(O)	Matériel roulant - voirie			41 806,15			
2182(O)	Matériel de transport			5 073,89			
2188(O)	Autres immobilisations corporelles					1 290,00	
2802(O)	Frais réalisation documents urbanisme et numérisation cadi	15 239,00	17 917,95	15 282,05	12 000,00	11 156,00	
28031(O)	Amortissements des frais d'études	12 664,60	6 631,29	192,00	2 200,00	2 173,00	
28033(O)	Amortissement de frais d'insertion	555,67				108,00	
28041411(	Communes du GFP - Biens mobiliers, matériel et études					58,00	
28041511(	GFP de rattachement - Biens mobiliers, matériel et études	4 512,00	4 512,00	4 512,00	5 000,00	4 509,76	
28041512(	GFP de rattachement - Bâtiments et installations		2 371,00	14 433,00	8 500,00	8 402,00	
28041513(	GFP de rattachement - Projets d'infrastructures intérêt national				2 000,00	1 999,53	
28041582(	Autres groupements - Bâtiments et installations	5 300,63	5 300,63	6 272,97	6 500,00	6 272,97	
28041583(	Autres groupements-Projets d'infrastructures d'intérêt national	80,00	80,00	80,00	100,00	80,00	
280417(O)	Autres EPL						
2804171(C	Autres EPL - Biens mobiliers, matériel et études						
2804172(C	Autres EPL - Bâtiments et installations						
280422(O)	Privé - Bâtiments et installations	496,00	496,00	496,00	600,00	496,00	
2804411(C	Subv nature org publics - Biens mobiliers, matériel et études						
2804412(C	Subv nature org publics - Bâtiments et installations		865,02	865,02	1 000,00	865,02	
2805(O)	Concessions et droits similaires						
28051(O)	Concessions et droits similaires	58,00	958,00	1 050,00	6 500,00	6 494,25	
28088(O)	Autres immobilisations incorporelles						
28121(O)	Plantations d'arbres et d'arbustes	14 288,96	14 514,29	5 203,62	5 000,00	4 840,13	
28128(O)	Autres agencements et aménagements de terrains	10 762,27	11 217,27	30 451,24	30 500,00	30 370,31	
281318(O)	Autres bâtiments publics	3 481,05	3 481,05	3 481,05	3 500,00	3 481,05	
28132(O)	Immeubles de rapport						
28135(O)	Installat° générales, agencements, aménagements des constr	4 116,30	5 268,18	5 578,44	6 600,00	6 715,90	
28138(O)	Autres constructions		267,00				
28152(O)	Installations de voirie	16 469,41	16 371,52	12 702,98	21 000,00	21 407,71	
281531(O)	Réseaux d'adduction d'eau	1 263,53	1 263,53	2 341,49	1 500,00	2 341,49	
281532(O)				68,40	100,00	68,40	
281533(O)				451,67	500,00	521,67	
281534(O)				10 569,00	11 000,00	10 569,00	
281538(O)	Autres réseaux			431,22			
281568(O)	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	1 045,37	2 203,33	3 501,97	1 400,00	1 338,36	
28157(O)	Matériel et outillage de voirie						
281571(O)	Matériel roulant	8 361,00	8 803,65	8 361,00	5 500,00	5 160,00	
281578(O)	Autre matériel et outillage de voirie	2 465,10	1 988,79	1 660,30	1 500,00	1 359,73	
28158(O)	Autres installations, matériel et outillage techniques	14 653,32	18 077,67	20 289,36	26 000,00	25 688,93	
28181(O)	Installations générales, agencements et aménagements div						
28182(O)	Matériel de transport	25 008,16	21 512,16	21 810,21	16 500,00	16 444,54	
28183(O)	Matériel de bureau et matériel informatique	23 223,10	24 095,65	18 119,45	28 000,00	27 747,55	
28184(O)	Mobilier	17 148,13	17 173,89	16 567,36	18 000,00	17 159,97	
28188(O)	Autres immobilisations corporelles	70 606,93	74 159,69	56 584,38	49 000,00	48 664,69	
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	**251 798,53**	**265 270,36**	**511 709,83**	**1 896 133,87**	**268 998,96**	
041	**Opérations patrimoniales (5)**	**1 126 159,39**	**11 168,17**	**20 026,03**	**15 000,00**	**280,52**	
2031(O)	Frais d'études		8 746,00		15 000,00		
2033(O)	Frais d'insertion		2 422,17			280,52	
2118(O)	Autres terrains	4 325,09					
21311(O)	Hôtel de ville	12 302,65					
21312(O)	Bâtiments scolaires						
21318(O)	Autres bâtiments publics	1 109 531,65					
2135(O)	Installat° générales, agencements, aménagements des construct°			20 026,03			
2151(O)	Réseaux de voirie						
2152(O)	Installations de voirie						
21531(O)	Réseaux d'adduction d'eau						
21532(O)	Réseaux d'assainissement						
21533(O)	Réseaux câblés						

Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017	2018	2019	2020		
		CA	CA	CA	Budget (BP + DM)	Réalisé	% réal
21534(O)	*Réseaux d'électrification*						
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		*1 377 957,92*	*276 438,53*	*531 735,86*	*1 911 133,87*	*269 279,48*	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		3 196 432,12	2 300 855,43	*1 727 254,67*	*3 403 020,87*	*1 012 462,84*	
R001	Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1						

Fiche synthétique du compte administratif 2020
Budget Assainissement

Fonctionnement :

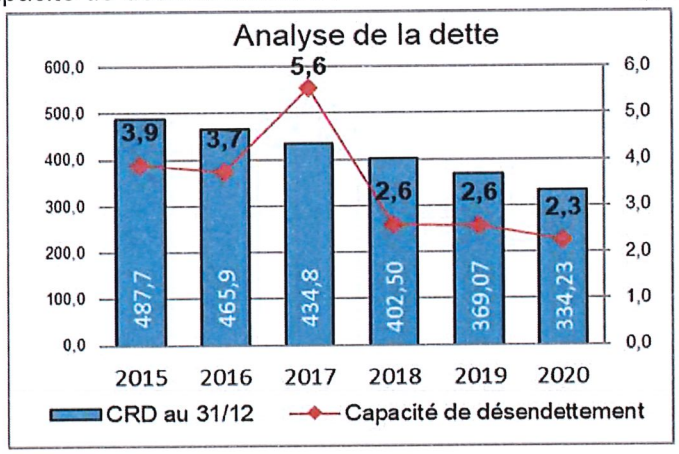
Dépenses de fonctionnement	229 190,30
Recettes de fonctionnement	280 722,41
Excédent antérieur reporté	143 302,87
Résultat de fonctionnement cumulé	**194 834,98**

Investissement :

Dépenses d'investissement	434 441,47
Déficit reporté N-1	0,00
Restes à réaliser dépenses	14 652,13
Total dépenses	**449 093,60**
Recettes d'investissement	199 120,69
Excédent reporté N-1	161 599,48
Restes à réaliser recettes	0,00
Total recettes	**360 720,17**
Besoin de financement	**88 373,43**

Dette :

Capital restant dû (CRD) au 31/12/2019 : 334 232,36
Capacité de désendettement : 2,3 ans



Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017	2018	2019	2020		
		CA	CA	CA	BP	CA	% réalisé
I - PRESENTATION GENERALE							
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
011	Charges à caractère général	1 440,00	5 261,88	2 489,80	5 000,00	2 716,58	54%
012	Charges de personnel et frais assimilés	17 421,86	19 918,32	19 065,06	21 000,00	15 233,61	73%
65	Autres charges de gestion courante				1 000,00		
Total des dépenses de gestion courante		**18 861,86**	**25 180,20**	**21 554,86**	**27 000,00**	**17 950,19**	**66%**
66	Charges financières	15 854,98	14 723,62	13 504,11	13 000,00	12 119,42	93%
67	Charges exceptionnelles		200 000,00		1 000,00		
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**34 716,84**	**239 903,82**	**35 058,97**	**41 000,00**	**30 069,61**	**73%**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*				203 332,87		
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*185 752,88*	*180 062,62*	*183 146,99*	201 000,00	*199 120,69*	*99%*
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*						
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***185 752,88***	***180 062,62***	***183 146,99***	**404 332,87**	***199 120,69***	***49%***
TOTAL		**220 469,72**	**419 966,44**	**218 205,96**	**445 332,87**	**229 190,30**	**51%**
D002 Déficit de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT							
70	Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	112 897,85	195 006,69	178 230,73	182 000,00	178 537,08	98%
75	Autres produits de gestion courante					0,67	
Total des recettes de gestion courante		**112 897,85**	**195 006,69**	**178 230,73**	**182 000,00**	**178 537,75**	**98%**
76	Produits financiers	27,55	31,79	33,90	30,00	25,43	85%
Total des recettes réelles de fonctionnement		**112 925,40**	**195 038,48**	**178 264,63**	**182 030,00**	**178 563,18**	**98%**
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*95 487,68*	*95 487,70*	*93 042,47*	120 000,00	*102 159,23*	*85%*
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*						
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***95 487,68***	***95 487,70***	***93 042,47***	**120 000,00**	***102 159,23***	***85%***
TOTAL		**208 413,08**	**290 526,18**	**271 307,10**	**302 030,00**	**280 722,41**	**93%**
R002 Excédent de fonctionnement reporté		419 074,66	407 018,02	90 201,73	143 302,87	143 302,87	100%
II - PRESENTATION A L'ARTICLE							
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES							
011	**Charges à caractère général**	**1 440,00**	**5 261,88**	**2 489,80**	**5 000,00**	**2 716,58**	**54%**
604	Achats d'études, prestations de services		780,00		1 000,00	201,00	20%
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement		350,88		500,00		
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers						
617	Etudes et recherches						
6226	Honoraires	450,00					
6231	Annonces et insertions						
6287	Remboursements de frais			2 489,80	3 000,00	2 515,58	84%
6288	Autres	990,00	4 131,00		500,00		
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**17 421,86**	**19 918,32**	**19 065,06**	**21 000,00**	**15 233,61**	**73%**
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	17 421,86	19 918,32	19 065,06	21 000,00	15 233,61	73%
065	**Autres charges de gestion courante**				**1 000,00**		
6541	Créances admises en non-valeur				1 000,00		
TOTAL	**= DEPENSES DE GESTION DES SERVICES = (011+012+014+65+656)**	**18 861,86**	**25 180,20**	**21 554,86**	**27 000,00**	**17 950,19**	**66%**
066	**Charges financières**	**15 854,98**	**14 723,62**	**13 504,11**	**13 000,00**	**12 119,42**	**93%**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	16 058,57	14 937,16	13 760,98	13 000,00	12 352,63	95%
661121	Montant des ICNE de l'exercice	2 840,38	2 626,84	2 369,97		2 136,76	
661122	Montant des ICNE de l'exercice N-1	-3 043,97	-2 840,38	-2 626,84		-2 369,97	

Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017	2018	2019	2020		
		CA	CA	CA	BP	CA	% réalisé
067	**Charges exceptionnelles**		200 000,00		1 000,00		
672	Reversement de l'excédent à la collectivité de rattachement		200 000,00				
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)				1 000,00		
TOTAL DES DEPENSES REELLES		**34 716,84**	**239 903,82**	**35 058,97**	**41 000,00**	**30 069,61**	**73%**
023	***Virement à la section d'investissement***				*203 332,87*		
042	***Opérations d'ordre de transfert entre sectio***	***185 752,88***	***180 062,62***	***183 146,99***	***201 000,00***	***199 120,69***	
6811(O)	*Dotations aux amort. des immos incorporelles*	*185 752,88*	*180 062,62*	*183 146,99*	*201 000,00*	*199 120,69*	
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***185 752,88***	***180 062,62***	***183 146,99***	***404 332,87***	***199 120,69***	
043	***Opérations d'ordre à l'intérieur de la sectio***						
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***185 752,88***	***180 062,62***	***183 146,99***	***404 332,87***	***199 120,69***	
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**220 469,72**	**419 966,44**	**218 205,96**	**445 332,87**	**229 190,30**	
D002	**Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté**						

II - PRESENTATION A L'ARTICLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

070	**Produits des services, du domaine et ventes**	**112 897,85**	**195 006,69**	**178 230,73**	**182 000,00**	**178 537,08**	**98%**
70128	Autres taxes et redevances					3 103,39	
704	Travaux	23 800,00	62 400,00	22 100,00	22 000,00	20 000,00	91%
70611	Redevance d'assainissement collectif	89 097,85	132 606,69	156 130,73	160 000,00	147 396,41	92%
7068	Autres prestations de services					8 037,28	
075	**Autres produits de gestion courante**					**0,67**	
7588	Autres					0,67	
75882	Produits divers de gestion courante						
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES = (70+73+74+75+013)		**112 897,85**	**195 006,69**	**178 230,73**	**182 000,00**	**178 537,75**	**98%**
076	**Produits financiers**	**27,55**	**31,79**	**33,90**	**30,00**	**25,43**	**85%**
761	Produits des autres immos financières encaissés à l'échéance						
7621	Produits des autres immos financières encaissés à l'échéance						
7688	Autres produits financiers	27,55	31,79	33,90	30,00	25,43	85%
TOTAL DES RECETTES REELLES		**112 925,40**	**195 038,48**	**178 264,63**	**182 030,00**	**178 563,18**	**98%**
042	***Opérations d'ordre de transfert entre section-***	***95 487,68***	***95 487,70***	***93 042,47***	***120 000,00***	***102 159,23***	
777(O)	*Quote-part des subventions d'investissement tra*	*95 487,68*	*95 487,70*	*93 042,47*	*120 000,00*	*102 159,23*	
043	***Opérations d'ordre à l'intérieur de la section i***						
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		*95 487,68*	*95 487,70*	*93 042,47*	*120 000,00*	*102 159,23*	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**208 413,08**	**290 526,18**	**271 307,10**	**302 030,00**	**280 722,41**	
002	**Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté**	**419 074,66**	**407 018,02**	**90 201,73**	**143 302,87**	**143 302,87**	

Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017	2018	2019	2020	
		CA	CA	CA	BP	CA
I - PRESENTATION GENERALE						
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES						
DEPENSES D'INVESTISSEMENT						
20	Immobilisations incorporelles	2 364,00		3 600,00	5 800,00	2 670,00
21	Immobilisations corporelles		1 742,44			
23	Immobilisations en cours	523 148,36	282 989,19	226 297,13	547 275,45	294 772,08
Total des dépenses d'équipement		**525 512,36**	**284 731,63**	**229 897,13**	**553 075,45**	**297 442,08**
13	Subventions d'investissement					
16	Emprunts et dettes assimilées	31 134,22	32 255,63	33 431,81	34 900,00	34 840,16
Total des dépenses financières		**31 134,22**	**32 255,63**	**33 431,81**	**34 900,00**	**34 840,16**
Total des dépenses réelles d'investissement		**556 646,58**	**316 987,26**	**263 328,94**	**587 975,45**	**332 282,24**
40	*Opérations d'ordre entre sections (1)*	*95 487,68*	*95 487,70*	*93 042,47*	*120 000,00*	102 159,23
41	*Opérations patrimoniales (1)*	*87 585,39*	*47 164,85*	*38 316,19*		
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***183 073,07***	***142 652,55***	***131 358,66***	***120 000,00***	**102 159,23**
TOTAL		**739 719,65**	**459 639,81**	**394 687,60**	**707 975,45**	**434 441,47**
D001 Solde d'exécution négatif reporté						
RECETTES D'INVESTISSEMENT						
13	Subventions d'investissement	106 953,11	189 842,98	88 445,04		
Total des recettes d'équipement		**106 953,11**	**189 842,98**	**88 445,04**		
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés			187 376,03		
16	Emprunts et dettes assimilées				142 043,10	
23	Immobilisations en cours					
27	Autres immobilisations financières	87 585,39	47 164,85	38 316,19		
Total des recettes financières		**87 585,39**	**47 164,85**	**225 692,22**	**142 043,10**	
45..	Total des opé. pour compte de tiers (6)					
Total des recettes réelles d'investissement		**194 538,50**	**237 007,83**	**314 137,26**	**142 043,10**	
21	*Virement de la section de fonctionnement (1)*				*203 332,87*	
040	*Opérations d'ordre entre sections (1)*	*185 752,88*	*180 062,62*	*183 146,99*	*201 000,00*	199 120,69
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*87 585,39*	*47 164,85*	*38 316,19*		
Total des recettes d'ordre d'investissement		***273 338,27***	***227 227,47***	***221 463,18***	***404 332,87***	**199 120,69**
TOTAL		**467 876,77**	**464 235,30**	**535 600,44**	**546 375,97**	**199 120,69**
R001 Solde d'exécution positif reporté		287 934,03	16 091,15	20 686,64	161 599,48	161 599,48
II - PRESENTATION A L'ARTICLE						
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES						
020	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations**	**2 364,00**		**3 600,00**	**5 800,00**	**2 670,00**
2031	Frais d'études	2 364,00		3 600,00	5 800,00	2 670,00
2033	Frais d'insertion					
021	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**		**1 742,44**			
2183	Matériel de bureau et matériel informatique		1 742,44			
2184	Mobilier					
023	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**523 148,36**	**282 989,19**	**226 297,13**	**547 275,45**	**294 772,08**
2315	Installations, matériel et outillage techniques	523 148,36	282 989,19	226 297,13	547 275,45	294 772,08
Total des dépenses d'équipement		**525 512,36**	**284 731,63**	**229 897,13**	**553 075,45**	**297 442,08**
013	**Subventions d'investissement**					
13111	Agence de l'eau					
016	**Emprunts et dettes assimilées**	**31 134,22**	**32 255,63**	**33 431,81**	**34 900,00**	**34 840,16**
1641	Emprunts en euros	22 967,55	24 088,96	25 265,14	26 700,00	26 673,49
1687	Autres dettes	8 166,67	8 166,67	8 166,67	8 200,00	8 166,67
16871	Emprunts agence de l'eau					
Total des dépenses financières		**31 134,22**	**32 255,63**	**33 431,81**	**34 900,00**	**34 840,16**
TOTAL DEPENSES REELLES		**556 646,58**	**316 987,26**	**263 328,94**	**587 975,45**	**332 282,24**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	2017	2018	2019	2020	
		CA	CA	CA	BP	CA
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*95 487,68*	*95 487,70*	93 042,47	*120 000,00*	102 159,23
13911 (O)	*Agence de l'eau*	*8 677,68*	*8 677,68*	6 827,68	*12 000,00*	13 721,73
13912(O)	*Régions*	*15 230,75*	*15 230,75*	15 230,75	*22 000,00*	15 230,75
13913(O)	*Départements*	*35 229,71*	*35 229,73*	34 634,50	*41 000,00*	36 703,86
13918(O)	*Autres*	*36 349,54*	*36 349,54*	36 349,54	*45 000,00*	36 502,89
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*87 585,39*	*47 164,85*	38 316,19		
2315(O)	*Installations, matériel et outillage techniques*					
2762(O)	*Restauration des collections et oeuvres d'art*	*87 585,39*	*47 164,85*	38 316,19		
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*183 073,07*	*142 652,55*	131 358,66	*120 000,00*	102 159,23
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	739 719,65	459 639,81	394 687,60	707 975,45	434 441,47
001	Pour information D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

II - PRESENTATION A L'ARTICLE
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

013	**Subventions d'investissement**	**106 953,11**	**189 842,98**	**88 445,04**		
13111	Agence de l'eau	60 352,40	189 842,98	88 445,04		
1313	Départements	46 600,71				
1316	Autres établissements publics locaux					
1318	Autres					
	Total des recettes d'équipement	**106 953,11**	**189 842,98**			
010	**Dotations, fonds divers et réserves**			**187 376,03**		
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés			187 376,03		
016	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**				**142 043,10**	
1641	Emprunts en euros				142 043,10	
16871	Emprunts agence de l'eau					
023	**Immobilisations en cours**					
2315	Installations, matériel et outillage techniques					
027	**Autres immobilisations financières**	**87 585,39**	**47 164,85**	**38 316,19**		
2762	Créances sur transfert de droits à déduction de T.	87 585,39	47 164,85	38 316,19		
	Total des recettes financières	**87 585,39**	**47 164,85**	**225 692,22**	**142 043,10**	
	TOTAL DES RECETTES REELLES	194 538,50	237 007,83	225 692,22	142 043,10	
021	*Virement de la section de fonctionnement*				*203 332,87*	
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*185 752,88*	*180 062,62*	183 146,99	*201 000,00*	199 120,69
28031(O)	*Amortissements des frais d'études*	*2 954,00*	*2 955,36*		*3 000,00*	394,00
28121(O)	*Terrains nus*	*122,83*	*122,83*	122,88	*200,00*	
281311(O)	*Bâtiments d'exploitation*	*28 712,58*	*28 712,58*	28 712,58	*30 000,00*	28 712,58
281532(O)	*Réseaux d'assainissement*	*103 360,73*	*97 669,11*	103 360,73	*116 000,00*	120 403,70
281562(O)	*Service d'assainissement*	*50 529,42*	*50 529,42*	50 529,48	*51 000,00*	49 189,09
28183(O)	*Matériel de bureau et matériel informatique*			348,00		348,00
28184(O)	*Mobilier*	*73,32*	*73,32*	73,32	*800,00*	73,32
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*185 752,88*	*180 062,62*	183 146,99	*404 332,87*	199 120,69
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*87 585,39*	*47 164,85*	38 316,19		
2031(O)	*Frais d'études*	*394,00*		600,00		
2033(O)	*Frais d'insertion*					
2315(O)	*Installations, matériel et outillage techniques*	*87 191,39*	*47 164,85*	37 716,19		
2762(O)	*Créances sur transfert de droits à déduction de T.V.A.*					
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*273 338,27*	*227 227,47*	221 463,18	*404 332,87*	199 120,69
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	467 876,77	464 235,30	447 155,40	546 375,97	199 120,69
R001	Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	287 934,03	16 091,15	20 686,64	161 599,48	161 599,48

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2021

COMMUNE DE MUZILLAC

La loi du 6 février 1992 impose aux collectivités de plus de 3 500 habitants d'organiser un débat sur les orientations générales du budget dans un délai inférieur à 2 mois avant l'examen de celui-ci par l'autorité délibérante.

Le Conseil Municipal est donc invité, comme chaque année, à tenir son Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), et ce afin de discuter des grandes orientations qui présideront à l'élaboration du prochain budget primitif.

L'article 107 de la loi NOTRe du 07 août 2015 a précisé **le contenu du rapport**. Il doit détailler les points suivants :

- Les orientations budgétaires
- Les engagements pluriannuels envisagés
- La structure et la gestion de la dette

La Loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 pour la programmation des finances publiques de 2018 à 2022 contient de nouvelles règles, à effet immédiat. Chaque collectivité devra présenter **ses objectifs** concernant :

- l'évolution des dépenses de réelles de fonctionnement, en valeur
- l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ce rapport donne lieu à un débat qui doit désormais être acté par une délibération spécifique qui donne lieu à **un vote**.

1. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Suite à l'apparition fin 2019 du coronavirus, le monde a assisté en janvier 2020 aux premiers confinements de métropoles chinoises, avant d'être touché à son tour par la pandémie. Depuis, l'économie mondiale évolue au rythme de cette dernière et des mesures de restrictions imposées pour y faire face. La première vague qui a submergé les services hospitaliers au printemps a entrainé une mise en œuvre répandue du confinement par les gouvernements dès le second trimestre 2020. Ce dernier a alors induit un double choc tant sur l'offre que sur la demande à l'échelle mondiale.

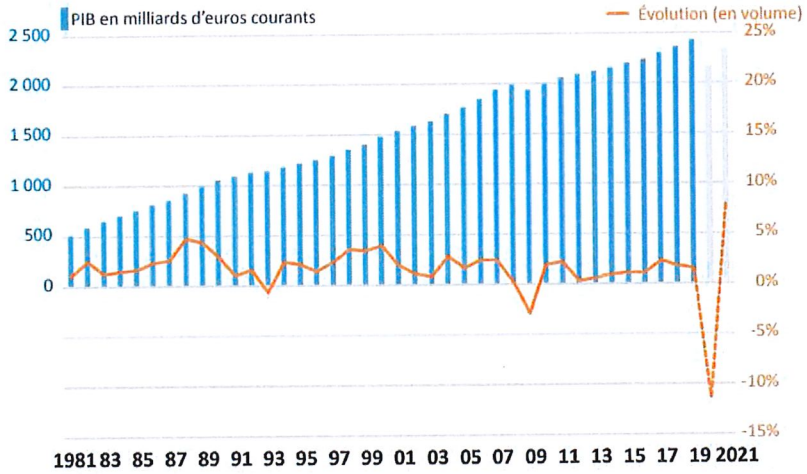
Après une chute record de l'activité au premier semestre, les déconfinements progressifs au début de l'été se sont traduits par de nets rebonds même si l'activité est toutefois restée en retrait par rapport à fin 2019. À la suite de l'accélération de la propagation de l'épidémie à partir de la fin de l'été, l'Europe et les Etats-Unis sont confrontés depuis l'automne à une deuxième vague de contaminations, conduisant à une réintroduction progressive des mesures restrictives voire à des nouveaux confinements, qui ont pesé sur l'activité au dernier trimestre 2020.

Le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a subi une chute historique de 6,8% en 2020. Malgré une résistance meilleure que prévu en fin d'année, grâce à la bonne tenue de l'industrie allemande, l'Europe fait nettement moins bien que ses rivaux. L'an dernier, le PIB a reculé de 3,5% aux Etats-Unis, de 3,1% en Russie et progressé de 2,3% en Chine. Notons par ailleurs, que certains secteurs sont plus impactés que d'autres par la pandémie. C'est notamment le cas des services de transports, de restauration et d'hébergement et des autres activités liées au tourisme. Les pays les plus touristiques (Espagne, France, Italie notamment) souffrent ainsi davantage que les économies structurellement moins dotées de ces services.

La « seconde vague » cumulée à la reprise sans précédent de l'épidémie en Grande Bretagne en ce début d'année 2021, laissent présager une activité en zone euro qui devrait à nouveau se contracter, même si les gouvernements tentent de minimiser l'impact économique en maintenant notamment les écoles ouvertes et en préservant certains secteurs d'activité. Malgré le soutien massif de l'Europe dans ce contexte d'incertitudes accrues, la croissance du PIB en zone euro devrait, après avoir chuté de 6,8% en 2020, rebondir seulement de +3,9% en 2021 d'après la Banque Centrale Européenne.

S'agissant de l'économie française, dans sa dernière note de conjoncture, l'Insee a confirmé sa prévision d'une chute du produit intérieur brut (PIB) de 8% en 2020 (contre +1,5% en 2019, +1,8% en 2018 et +2,3% en 2017).

Évolution de la croissance française



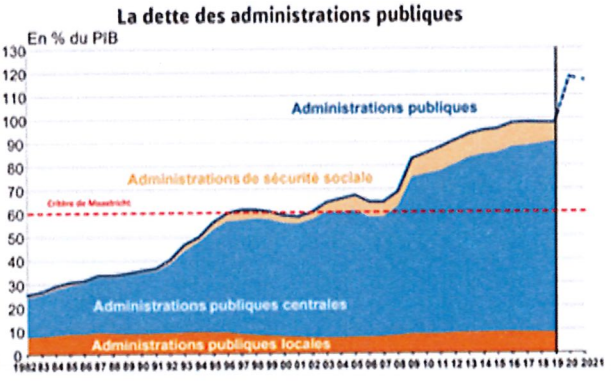
Sources : Insee (Comptes nationaux Base 2014)
puis prévisions du rapport n° 3531 de l'Assemblée Nationale associé au PLFR 4 2020

Le deuxième confinement a confirmé les leçons du premier : dès que les contraintes pesant sur l'activité sont levées, la production et la consommation se redressent nettement. « À rebours des crises économiques précédentes où l'activité française avait pu avoir tendance à moins baisser pour ensuite rebondir plus lentement que dans d'autres pays, les mouvements ont été, en particulier au printemps, de très grande ampleur en France », notent ainsi les experts de l'Insee. Pour 2021, les économistes se déclarent donc relativement confiants sur une remontée de l'activité. L'espoir est en particulier que « la vaccination permette de juguler l'épidémie et de lever les restrictions qui pèsent sur la vie économique et sociale ». Les dernières estimations tablent sur un rebond de la croissance de +5% en France en 2021.

En réponse à la crise sanitaire et économique, les finances publiques ont été largement mobilisées, dégradant fortement le déficit public et la dette publique. Le déficit public atteindrait -11,3% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2020 et -8,5 % en 2021. L'endettement public s'établirait à environ 120% du PIB en 2020 et 2021 (contre 98,7% en 2019).

Le déficit des administrations publiques

La dette des administrations publiques



La Loi de finances pour 2021 est largement consacrée à la relance de l'économie. Elle déploie le plan "France relance" de 100 milliards d'euros annoncé en septembre 2020, pour répondre à la récession provoquée par l'épidémie de COVID-19. Elle acte la baisse des impôts dits "de production" pour les entreprises à hauteur de 10 Md€. Elle contient également 20 milliards d'euros de dépenses d'urgence pour les secteurs les plus touchés par la crise (restauration, événementiel, loisirs, sport, soutien au secteur de la montagne ...) et au profit des jeunes.

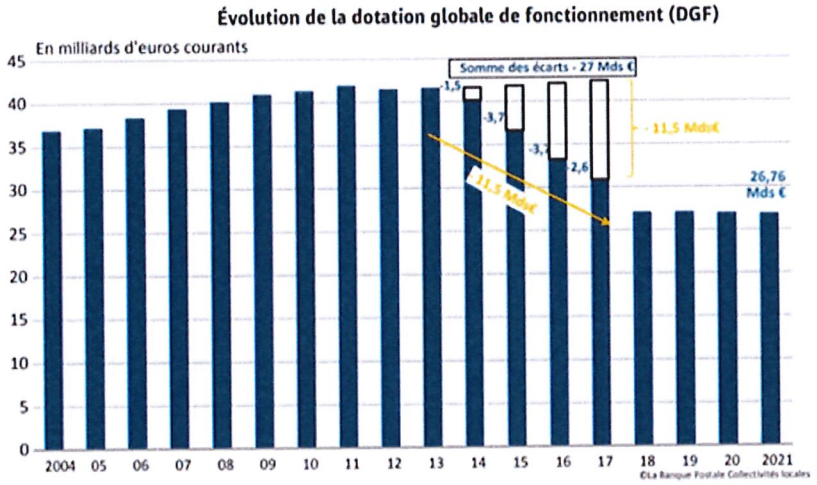
A ces mesures s'ajoutera la poursuite de la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales et la baisse du taux d'impôt sur les sociétés.

Pour 2021, le texte table sur une prévision de croissance de +6%, un déficit public à 8,5% du PIB (après 11,3% en 2020) et une dette publique à 122,4% du PIB (après 119,8% en 2020).

Les principales mesures impactant les collectivités sont les suivantes :

1/ Le maintien de la DGF pour 2021 (art 73) :

La Loi de Finances pour 2021 fixe le montant 2021 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des différentes allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux. Ainsi la DGF est fixé à 26,76 milliards d'euros en 2021, contre 26,85 milliards d'euros en 2020.



2/ La poursuite de la montée en charge de la péréquation verticale (art 252) :

Hausse de 180 millions d'euros de la péréquation verticale au sein de la DGF : 90 millions d'euros pour la DSU et 90 millions d'euros pour la DSR. Cette progression est égale à celle de 2019 et 2020. Ces augmentations sont financées dans le cadre de l'enveloppe – stable – de DGF.

3/ Mesures liées à la crise sanitaire :

- La couverture des pertes de recettes (art 74),
- Maintien des enveloppes DETR, DSIL et création d'enveloppes supplémentaires dans le cadre du plan « France Relance » ce qui porte

le soutien à l'investissement local à plus de 2 milliards d'euros pour 2021.

4/ Mesures diverses :

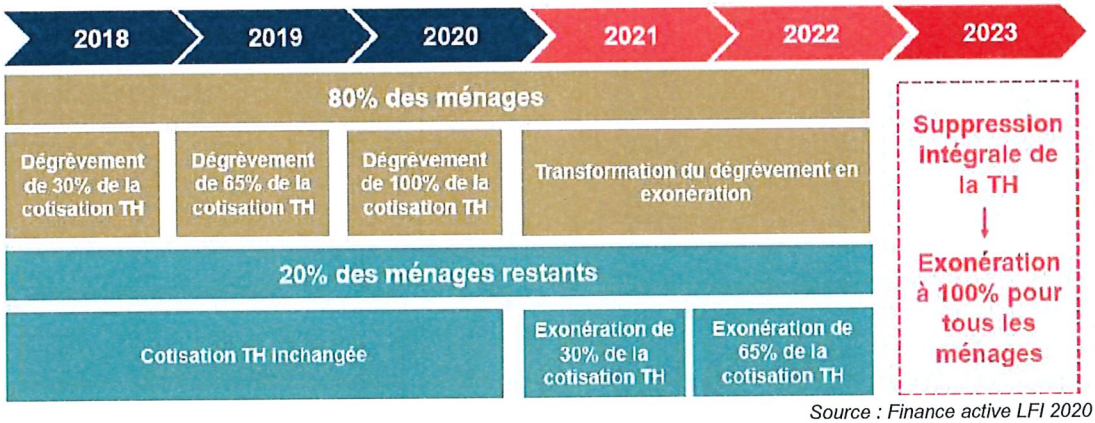
- L'automatisation du FCTVA (art 251), pour les dépenses effectuées à compter de 2021.

D'autre part, la revalorisation des valeurs locatives est fixée à +0,2% en 2021 contre +1,2% en 2020 et 2,2% en 2019. Depuis la Loi de finances pour 2018, le coefficient de revalorisation résulte d'un calcul opéré sur l'inflation constatée. Auparavant, ce coefficient était déterminé via un amendement parlementaire et était inscrit en loi de finances.

Enfin, s'agissant de la suppression de la taxe d'habitation sur la résidence principale, la LFi 2021 ne modifie pas le calendrier prévu par la LFi 2020 (article 16).

Pour rappel, pour les contribuables, la suppression intégrale de la TH sur les résidences principales n'intervient qu'à compter de 2023 même si 80% des ménages ne la paie plus depuis 2020. Le coût pour l'Etat est estimé à 21,5 milliards d'euros en 2023.

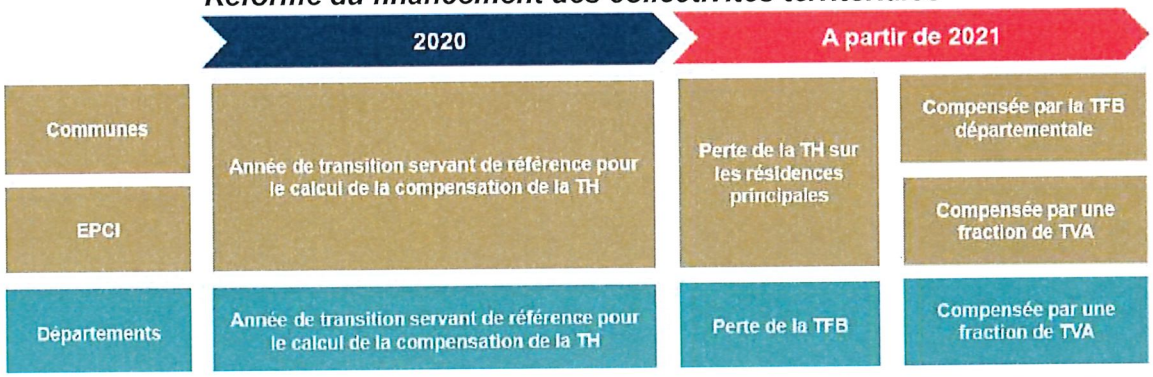
Calendrier de la réforme pour les contribuables



Source : Finance active LFI 2020

Les collectivités territoriales perdent le produit de la TH sur les résidences principales à partir de 2021. Pour les communes, cette perte de recettes est compensée par le transfert de la Taxe Foncière sur les propriétés Bâties (TFB) des départements. Les EPCI et les départements percevront une fraction de TVA nationale.

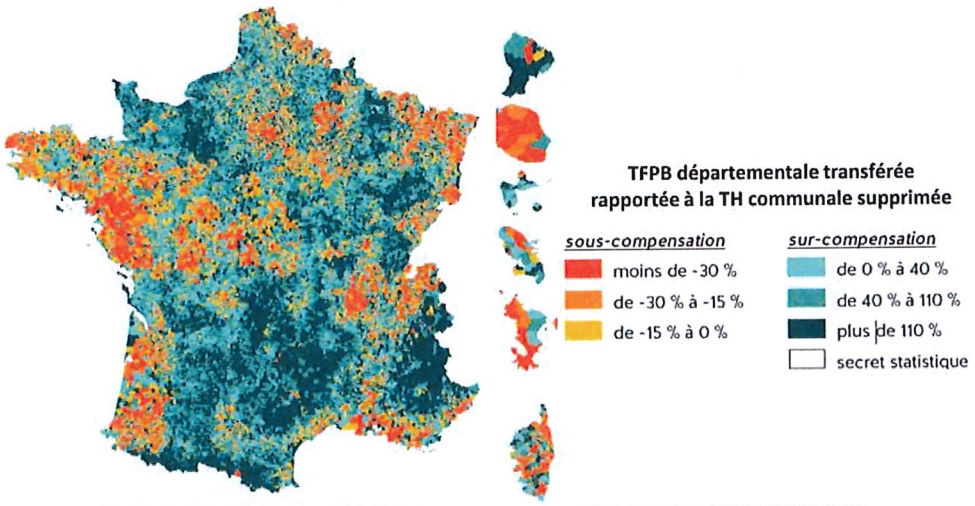
Réforme du financement des collectivités territoriales



Source : Finance active LFI 2020

Au niveau national la TH sur les résidences principales perçue par les communes représente 15,4 milliards d'euros et la TFB perçue par les départements, 15 milliards d'euros. La neutralité de la réforme est donc globalement assurée au niveau national. En revanche, rien ne garantit une neutralité au niveau local : le produit de TFB transféré d'un département à une commune pourra être supérieur ou inférieur au produit de TH perdu. Une commune pourra alors être surcompensée ou sous-compensée.

Impact national de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales
Communes « sur et sous compensées »



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articque.

© La Banque Postale Collectivités Locales

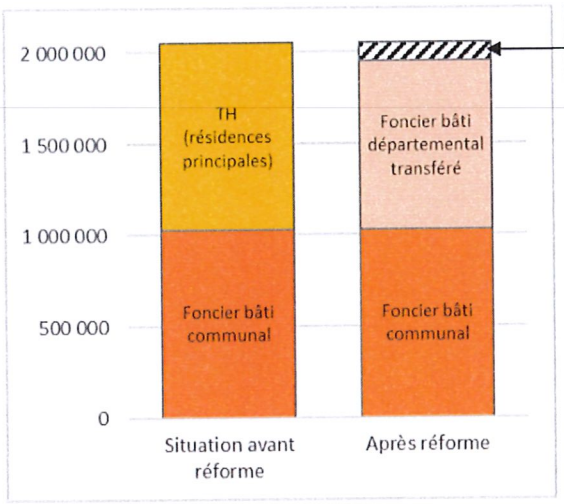
Conformément à l'engagement pris par l'Etat d'une compensation à l'euro près des collectivités territoriales, un dispositif d'équilibrage reposant sur un coefficient correcteur (CoCo) sera mis en place afin de corriger les écarts de produits générés par ce transfert. Ce coefficient sera calculé une fois, en 2021, et appliqué chaque année ce qui permettra aux communes sous compensées de conserver une dynamique de recettes y compris sur le montant de la compensation.

Ce mécanisme de compensation garantit une neutralité de la réforme pour les collectivités mais induit un transfert de fiscalité pour le contribuable. Le contribuable d'un territoire sous-compensé va bénéficier du transfert de fiscalité au détriment du contribuable résident sur un territoire surcompensé. En effet, sur un territoire sous compensé, une part de la TH non acquittée par le contribuable local sera compensée

par la TF d'un contribuable d'un territoire surcompensé. A la vue de la carte ci-dessus, on peut même craindre que ce mécanisme de compensation induise un effet contre péréquateur puisque la plupart des zones urbaines – considérées comme « riches » – seront sous compensées.

D'après les premières simulations, la commune de Muzillac devrait être sous-compensée puisque le produit de TH perdu devrait être supérieur au produit de TFB départemental récupéré.

Produits de TH et TFB perçus par Muzillac avant et après réforme (en €)



Après réforme, **perte de plus de 100k€** pour Muzillac.

Calcul d'un coefficient correcteur pour compenser la perte de recette : **1,05**

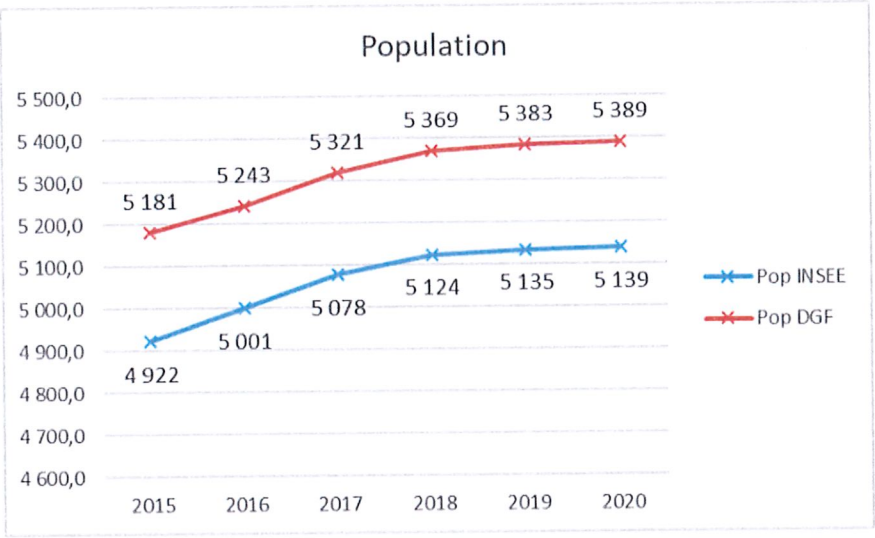
Application de ce coefficient correcteur tous les ans à partir de 2021 pour garantir la neutralité de la réforme.

Attention : données issues d'une simulation. La valeur définitive du coefficient correcteur à appliquer sera calculée en 2021.

2. CHIFFRES CLES AU 31/12/2020

2.1. Population

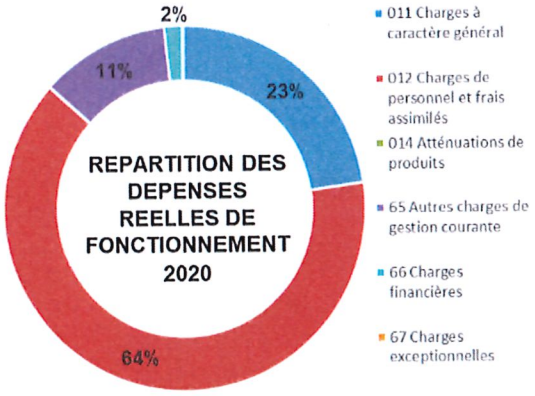
La population INSEE a augmenté en moyenne de 0,9% par an entre 2015 et 2020 pour s'établir à 5 139 habitants en 2020. La population DGF[1] est quant à elle de 5 389 habitants en 2020.

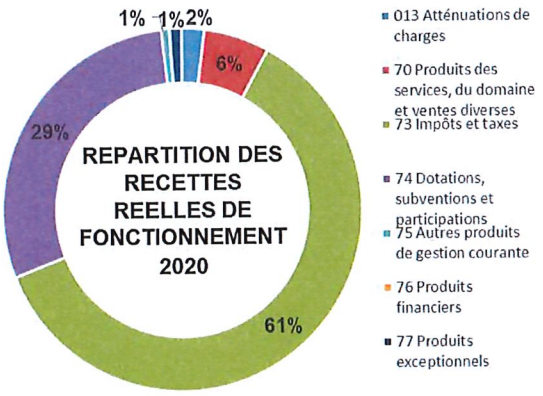


2.2. Le compte administratif 2020

2.2.1 Fonctionnement

Les dépenses totales de fonctionnement 2020 atteignent 4 188 940,85€ et les recettes 6 324 749,10 €. L'excédent de fin d'exercice s'établit à 2 135 808,25 €. La répartition des dépenses et des recettes réelles de fonctionnement du compte administratif 2020 est exposée ci-dessous :

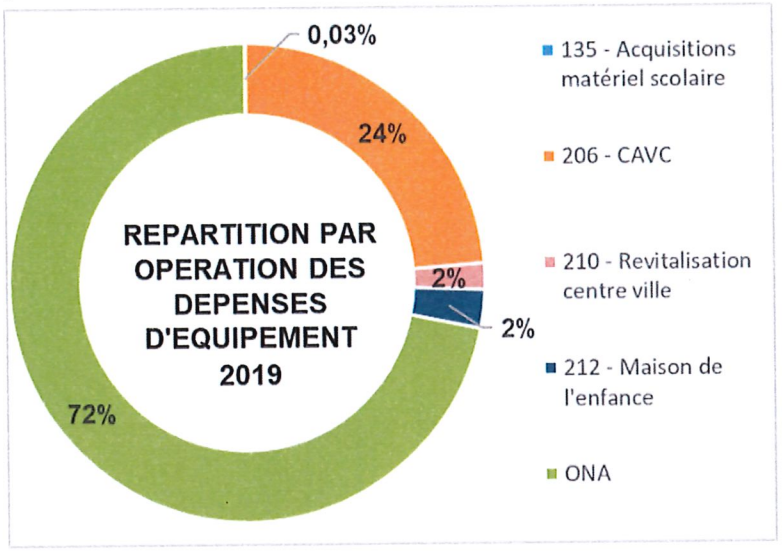




[1] *Population DGF = population INSEE + résidences secondaires (un habitant par résidence secondaire) + places de caravanes sous certaines conditions (un habitant par place de caravanes).*

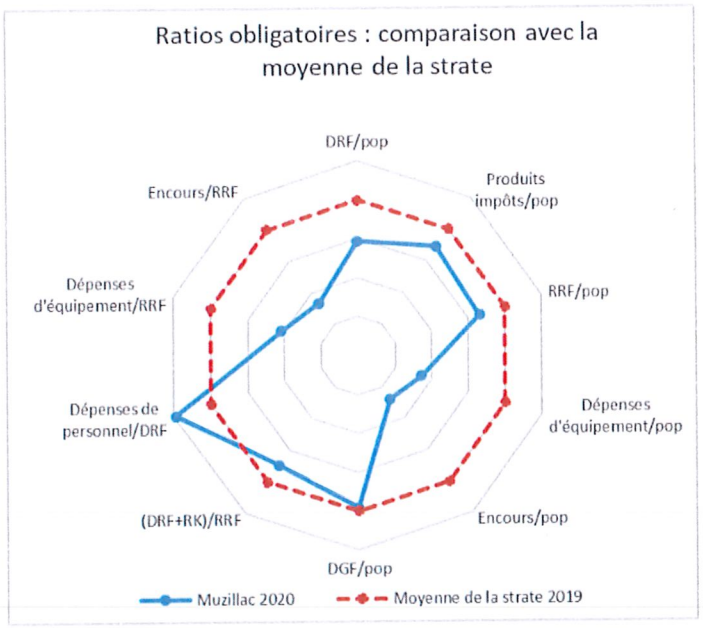
2.2.2 Investissement

Les dépenses d'investissement 2020 atteignent 1 090 716,37€ et les recettes 1 011 516,32 €. Le déficit d'investissement s'établit à 79 200,05€ en fin d'exercice. La répartition par opération des dépenses d'investissement du compte administratif 2020 est exposée ci-dessous :



2.3. <u>Les ratios en euro par habitant (population INSEE)</u>

Le graphique ci-après présente une comparaison des ratios de la commune de Muzillac avec la moyenne de la strate. Chaque ratio est normé à 1. Une valeur supérieure à 1 indique un niveau communal supérieur à la moyenne. Une valeur inférieure à 1 indique un niveau communal inférieur à la moyenne. Le cœur du graphique représente un écart à la moyenne de 100% (graduation des écarts à la moyenne de 25% en 25%).

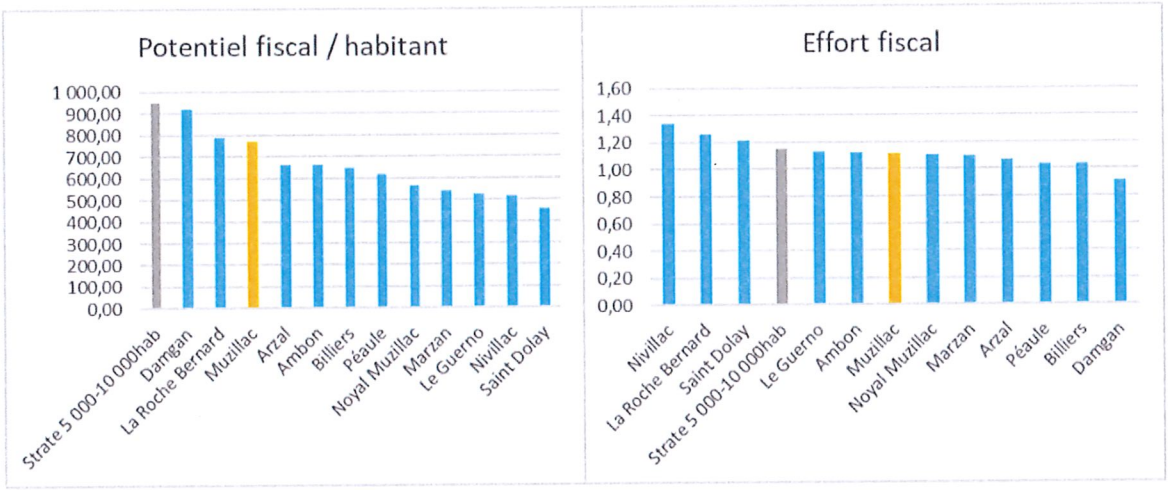


Les dépenses et recettes réelles de fonctionnement par habitants 2020 de la commune sont plus faibles que la moyenne. Les dépenses d'investissement 2020 ainsi que l'encours de la dette sont également plus faible que dans la moyenne des communes de la strate 5 000-10 000 habitants.

2.4. La fiscalité

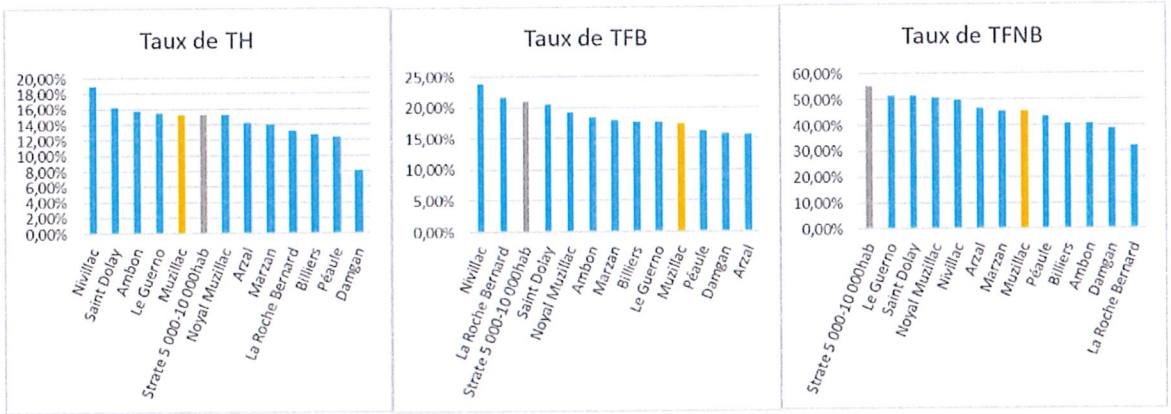
A titre d'information, les recettes des 3 taxes « ménages » représentent *plus de 40% des recettes réelles de la commune de Muzillac*.

Potentiel fiscal vs effort fiscal (données 2020)



La commune de Muzillac a un potentiel fiscal[2] relativement élevé par rapport aux autres communes de la communauté de communes d'Arc Sud Bretagne mais plus faible que la moyenne nationale de la strate des communes de 5 000 à 10 000 habitants.

Taux de fiscalité « ménages » (données 2019)



[2] *Potentiel fiscal : Le potentiel fiscal d'une commune est déterminé par application aux bases communales des 4 taxes directes locales du taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.*

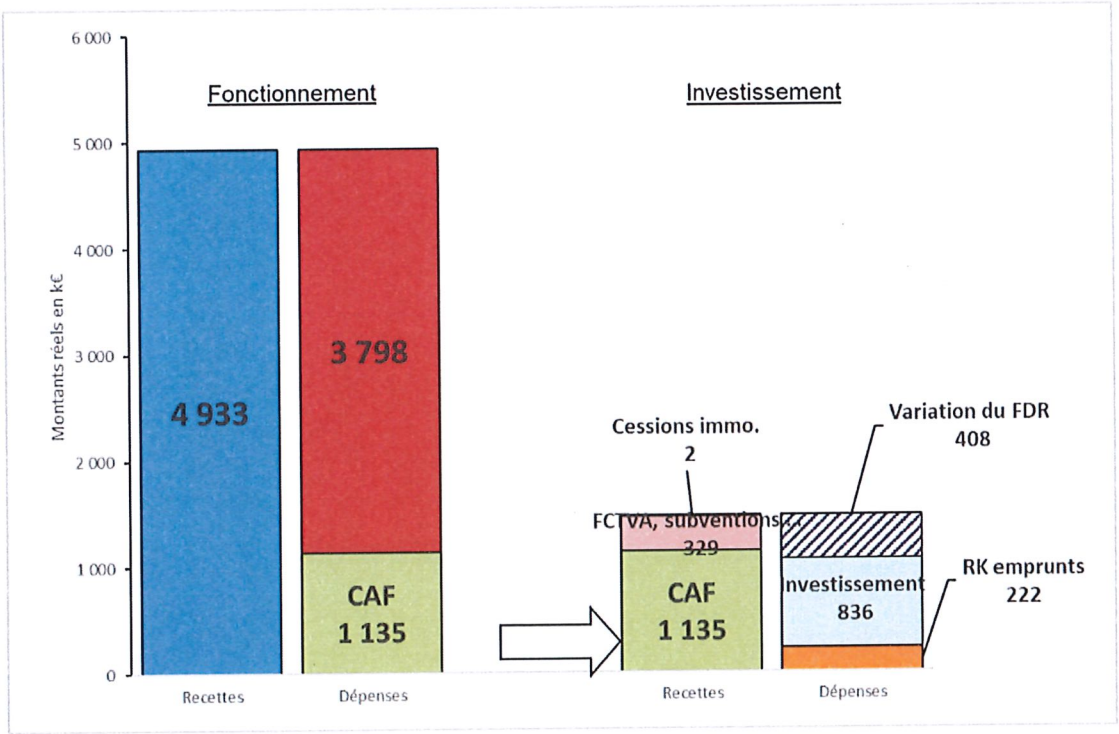
L'effort fiscal[3] de la commune de Muzillac est légèrement en dessous de la moyenne nationale. Ceci s'explique par des taux de taxes foncières plus faibles que ceux de la moyenne de la strate. A partir de 2021, la suppression de la TH et le transfert du foncier bâti départemental vont bouleverser le calcul de l'effort fiscal. A titre d'information, le taux du foncier bâti départemental qui sera transféré à la commune sera de 15,26% alors que la moyenne nationale est de 16,3%.

2.5. La situation financière de la commune au 31/12/2020

Afin d'analyser le compte administratif 2020 et de dégager des tendances structurelles sur l'évolution des grands équilibres financiers de la commune, il convient d'effectuer un certain nombre de retraitements :

- Transfert des travaux en régie et des cessions d'immobilisations du fonctionnement vers l'investissement,
- Minoration des dépenses et des recettes de fonctionnement des atténuations de charges et des atténuations de produits,
- Transfert de certaines dépenses et recettes exceptionnelles du fonctionnement vers l'investissement.

Une fois ces retraitements effectués, le compte administratif 2020 fait apparaitre les équilibres suivants (dépenses et recettes réelles) :



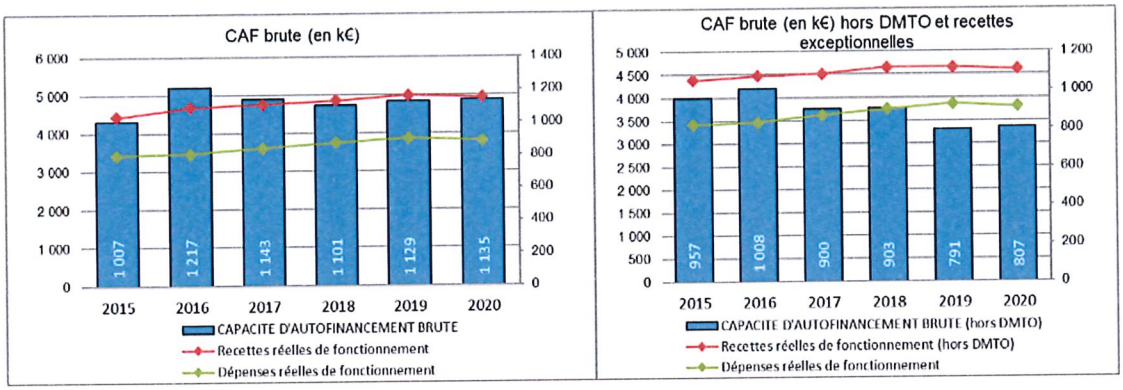
[3] *Effort fiscal : C'est le rapport entre le produit des 4 taxes locales et le potentiel fiscal. Ce ratio permet d'évaluer la pression fiscale sur la commune.*

L'épargne brute[4], appelée aussi « capacité d'autofinancement » (CAF) correspond à la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement. Cet excédent récurrent permet à une collectivité locale de :

- faire face au remboursement de sa dette en capital,
- financer tout ou partie de ses investissements.

L'épargne brute est donc un outil de pilotage incontournable des budgets locaux puisqu'elle permet de déterminer la capacité à investir de la collectivité.

En 2020, la capacité d'autofinancement brute de la commune s'élève à 1 135k€. Le graphique ci-après expose l'évolution de la CAF brute sur les 6 dernières années.



Entre 2015 et 2016 la CAF a augmenté fortement sous l'effet :

- d'une maitrise des dépenses de fonctionnement
- d'une progression importante des recettes réelles de fonctionnement notamment due aux produits de droits de mutation à titre onéreux

En revanche, entre 2016 et 2018, les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé plus vite que les recettes réelles (+4% contre +1,8%). En découle l'apparition d'un effet ciseau qui fait diminuer la CAF de 1 217k€ à 1 101k€. En 2019 et 2020, cet effet ciseau est enrayé grâce à une forte progression des recettes de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) et des recettes exceptionnelles. Sans ces recettes exceptionnelles, la CAF aurait poursuivi sa baisse.

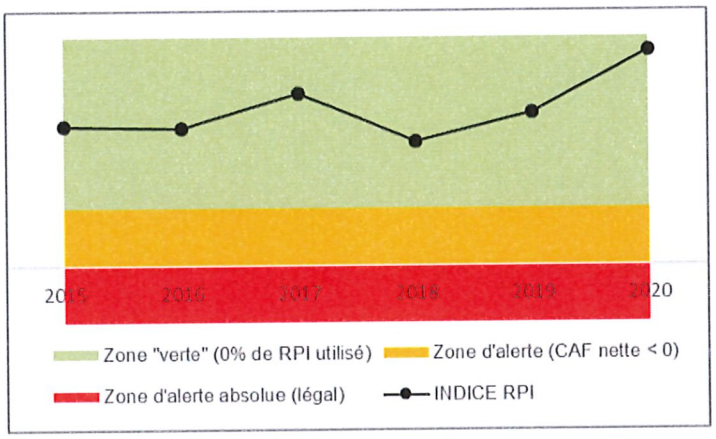
La CAF nette (CAF brute minorée du remboursement du capital de la dette) atteint 913k€ en 2020. La contrainte économique veut que cette épargne nette soit positive, le capital des emprunts ayant été couvert par l'épargne brute (CAF brute). La CAF nette constitue alors une source de financement de l'investissement. La situation contraire amène le déficit d'épargne à constituer, non plus une recette, mais la première dépense d'investissement. Une CAF nette négative annonce à coup sûr une dégradation régulière des grands équilibres financiers.

Intervient alors la seconde contrainte, légale, qui veut que ce déficit puisse être couvert par des ressources propres d'investissement (RPI).

[4] *Ici, la CAF brute s'entend nette des retraitements de travaux en régie et cessions d'immobilisations. Les dépenses et les recettes liées aux sinistres de l'école des Poulpikans et de la toiture de la mairie sont également retraitées (les dépenses et les recettes sont retirées du fonctionnement et intégrées à l'investissement).*

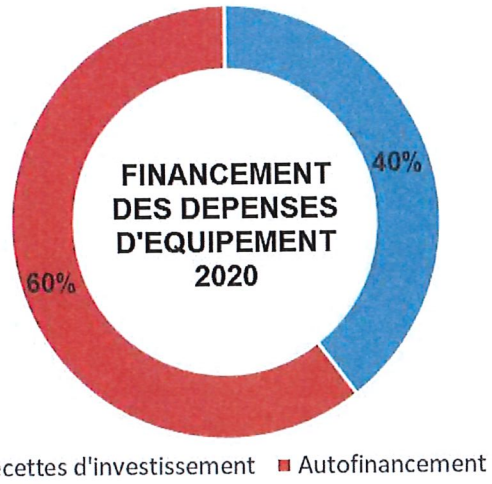
Le graphique ci-dessous matérialise ces deux contraintes :

- Zone verte : la CAF nette est positive et constitue une recette d'investissement
- Zone orange : la CAF nette est négative. Le budget est tout de même légalement équilibré puisque le déficit d'épargne nette est couvert par des RPI.
- Zone rouge : Le déficit de CAF nette n'est plus couvert par des RPI, le budget n'est pas légal.



Sur la période 2015-2020, l'indice RPI reste dans la zone « verte » (CAF nette positive). L'amélioration de la CAF a contribué à relever le niveau de l'indice.

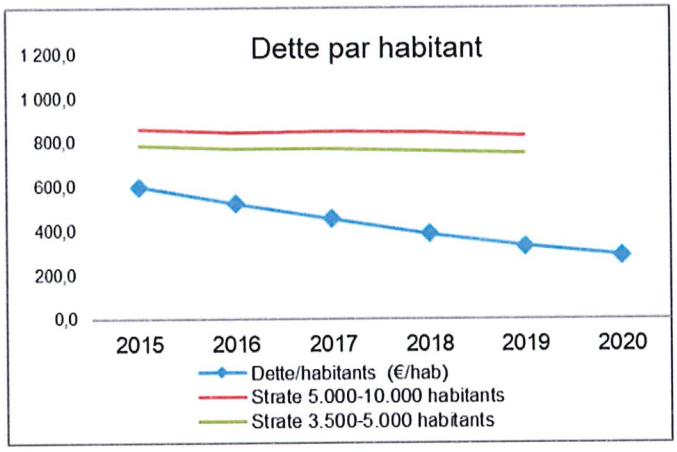
Les recettes d'investissements (FCTVA, subventions, taxe d'aménagement,...) ont permis de financer 40% des dépenses d'équipement 2020. Les 60% restants ont été autofinancés grâce à la CAF nette de 913k€ dégagée.



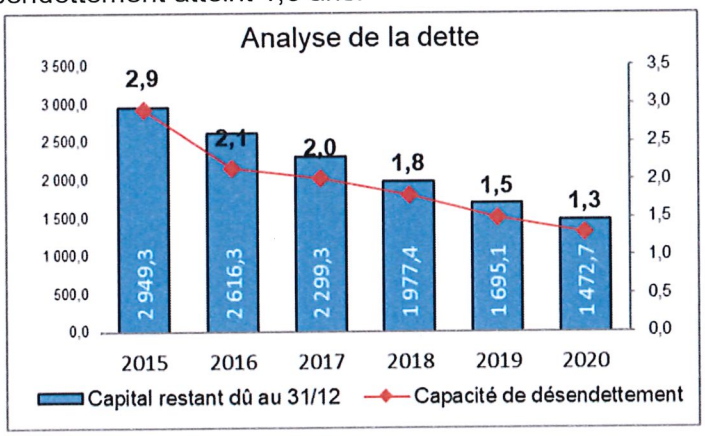
Concernant la dette, l'exercice 2020 fait ressortir un désendettement net de 222k€. Au 31/12/2020 le stock de dette de la commune s'élève à 1 473k€. Le tableau suivant décompose l'évolution du stock de la dette entre 2019 et 2020.

CRD 31/12/2019	1 695	(A)
Emprunts nouveaux 2020	0	(B)
Capital remboursé 2020	222	(C)
Endettement net	-222	(D=B-C)
CRD 31/12/2020	1 473	(E=A+D)

La dette par habitant atteint 287€ fin 2020. Un montant bien inférieur à la moyenne de la strate des communes de 5 000 à 10 000 habitants (828€ en 2019).



Le ratio de capacité de désendettement est l'indicateur de solvabilité le plus communément utilisé par les collectivités. Il rapporte le stock de dette à l'épargne brute et indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la collectivité pour rembourser sa dette, en supposant qu'elle y consacre toute son épargne. En 2020, la capacité de désendettement atteint 1,3 ans.



On considère généralement qu'un ratio de capacité de désendettement ne doit pas excéder 8 ans environ. Au regard de ce critère, la situation de la commune est donc saine. Néanmoins, à stock de dette constante, la diminution de la CAF dégrade automatiquement le ratio de capacité de désendettement. Le maintien d'une épargne importante en fonctionnement répond donc à un double enjeu :

- Pouvoir autofinancer au maximum les investissements futurs
- Conserver une capacité à emprunter

3. TENDANCES BUDGÉTAIRES 2021 SUR LE BUDGET COMMUNAL

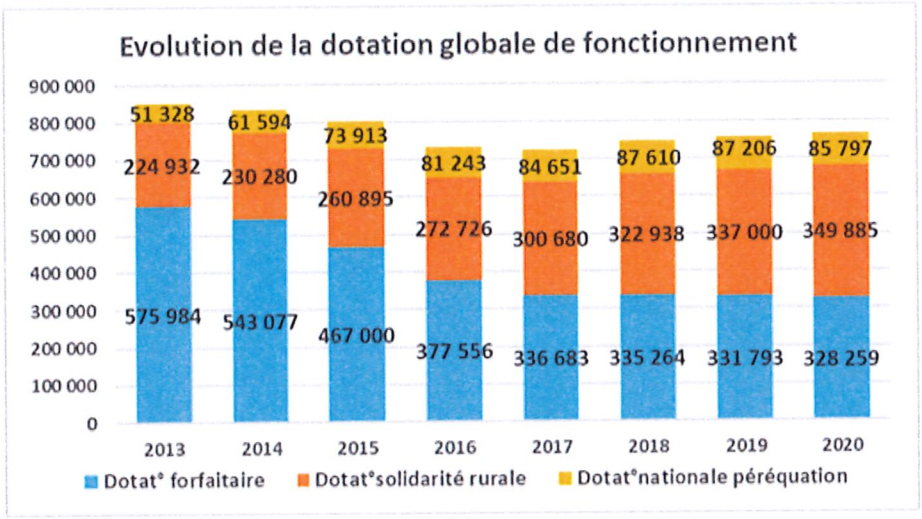
Dans le contexte national décrit ci-dessus, la Municipalité souhaite privilégier le maintien d'une capacité d'autofinancement supérieure ou égal à 1M€. Ceci afin de permettre un niveau d'investissement moyen permettant de maintenir à niveau le patrimoine communal, d'effectuer le renouvellement nécessaire et de soutenir l'économie locale tout en contrôlant la dette communale.

3.1 Recettes de fonctionnement

Malgré la fin de la contribution au redressement des finances publiques, les recettes réelles de fonctionnement devraient être relativement peu dynamiques dans les prochaines années.

3.1.1 Dotation globale de fonctionnement (DGF)

La contribution au redressement des finances publiques a pris fin en 2017. Entre 2013 et 2020, la dotation forfaitaire a diminué d'un montant de 248k€. Cette baisse a été en partie compensée par une hausse de 125k€ de la DSR et de 34k€ de la DNP. La DGF n'a donc diminué « que » de 88k€ entre 2013 et 2019. En variation cumulée, cela représente tout de même une perte de 610k€ pour la commune depuis 2013.



Pour 2021, la dotation forfaitaire et la DNP devraient être en légère diminution et la DSR devrait progresser de 10k€ environ.

3.1.2 Fiscalité

La collectivité devrait connaître une hausse mesurée des revenus provenant de la fiscalité du fait de :

- L'accroissement des bases physiques lié à l'augmentation de la population.
- La revalorisation des valeurs locatives de 0,2% cette année.

Le budget sera construit à partir d'une augmentation d'environ **1%** des revenus fiscaux soit +20k€.

Les bases en milliers d'euros						
	2016	2017	2018	2019	2020	Prévisions 2021
Taxe d'habitation	6 445	6 510	6 720	6 853	7 020	
Foncier bâti	5 680	5 785	5 933	6 094	6 210	**5 943**
Foncier non bâti	137	138	143	145	146	**145**

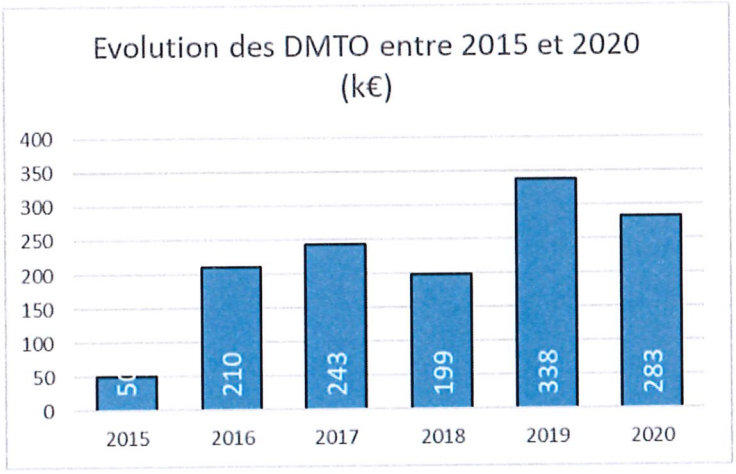
Les taux						
	2016	2017	2018	2019	2020	Proposition 2021
Taxe d'habitation	15,31%	15,31%	15,31%	15,31%	15,31%	
Foncier bâti	17,34%	17,34%	17,34%	17,34%	17,34%	**32,60%**
Foncier non bâti	45,43%	45,43%	45,43%	45,43%	45,43%	**45,43%**

Les produits des contributions directes en milliers d'euros						
	2016	2017	2018	2019	2020	Prévisions 2021
Taxe d'habitation	986	996	1 029	1 049	1 075	**125**
Foncier bâti	985	1 003	1 029	1 057	1 077	**1 984**
Foncier non bâti	62	63	65	66	66	**66**
TOTAL	**2 034**	**2 063**	**2 123**	**2 172**	**2 218**	**2 175**
Progression n/n-1	-1,2%	1,4%	2,9%	2,3%	2,1%	-1,9%

En 2021, les bases de foncier bâti vont diminuer suite à la réforme des valeurs locatives des établissements industriels. La perte de recettes estimée pour la commune s'élève à 66k€ pour l'année 2021. Cette perte sera compensée par l'Etat par un abondement des allocations compensatrices de la commune. En prenant en compte cette compensation, les recettes fiscales de la commune devraient augmenter de 1% en 2021.

Taxes additionnelles sur les droits de mutations

Elle concerne la plupart des mutations onéreuses, c'est-à-dire les ventes de biens immobiliers ou mobiliers. Elle est perçue au profit de la commune où s'effectue cette vente. Depuis 2016, le seuil des 5 000 habitants ayant été dépassé, la ville de Muzillac, perçoit directement cette taxe.



Le montant perçu en 2020 est en diminution par rapport au montant perçu en 2019 (-55k€) mais bien plus élevé que le montant moyen perçu entre 2016 et 2018 (217k€). Pour la construction du budget 2021 et dans l'élaboration de la prospective, il

convient d'être prudent puisque cette recette est par nature aléatoire. Le budget sera établi sur la base d'un montant de 200k€ de DMTO (montant minimum perçu depuis 2016).

Fonds de péréquation des recettes fiscales intercommunales (FPIC)

En 2020, la commune a perçu 32 846€ au titre du FPIC (81 728€ en 2016, 67 286€ en 2017, 57 176€ en 2018 et 66 364€ en 2019).
L'éligibilité au FPIC est calculée au niveau de l'ensemble intercommunal par comparaison aux autres ensembles intercommunaux du territoire national. Il est donc très difficile d'anticiper l'éligibilité ou non du territoire d'ASB d'autant plus qu'ASB se trouve proche du dernier rang éligible chaque année (éligible en 2017, non éligible en 2018, de nouveau éligible en 2019 puis non éligible en 2020).
La commune ne devrait plus percevoir cette recette dans les prochaines années.

3.1.3 Autres recettes (produits de services)

Les produits des services ont été impactés par la crise sanitaire en 2020 et le seront également en 2021.

Etat récapitulatif des recettes réelles de fonctionnement par grandes masses

	2018	2019	2020	*Prévision 2021*	*Variation 2021/2020*
Vente de produits	386 886,77	389 263,48	300 365,35	*320 000,00*	*6,5%*
Impôts et taxes	2 899 676,21	3 087 753,36	3 078 637,28	*2 943 000,00*	*-4,4%*
Dotat°et subvent°	1 474 635,82	1 455 651,65	1 466 716,08	*1 512 000,00*	*3,1%*
Autres produits de gest° courante	38 372,99	39 048,45	35 284,86	*35 000,00*	*-0,8%*
Atténuat° de charges	132 346,26	100 282,45	101 927,39	*100 000,00*	*-1,9%*
Produits exceptionnels	345 680,53	263 529,43	53 358,15	*5 000,00*	*-90,6%*
Produits financiers	4 185,89	3 900,36	3 411,92	*3 000,00*	*-12,1%*
Recettes totales	**5 281 784,47**	**5 339 429,18**	**5 039 701,03**	***4 918 000,00***	***-2,4%***

3.2 Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

3.2.1 Dépenses de personnel

La maîtrise de l'évolution des charges de personnel est le facteur d'équilibre de la section de fonctionnement du budget. Pour autant, celle-ci progresse mécaniquement chaque année, par effet du Glissement Vieillesse Technicité (GVT).

Pour 2021, sont à intégrer dans le calcul de la masse salariale :
- les hausses de cotisations patronales
- le GVT
- des remplacements pour arrêts de travail de longue durée et maternité

- le surcoût lié à la crise sanitaire
- la révision du régime indemnitaire

Les charges de personnel représentaient 2 503k€ en 2020. Pour 2021, le montant prévu pour la masse salariale devrait avoisiner les 2 585k€ soit une augmentation de plus de 3%.

3.2.2 Charges à caractère général

L'objectif est de stabiliser ce poste de dépenses tout en préservant la qualité du service public et en continuant la recherche d'économies (fluides) et d'amélioration de gestion (consultations systématiques avant achats ou travaux, marchés mutualisés,...) sachant qu'il est prévu une inflation à 1% sur 2020.

Le montant affecté à ce chapitre s'élèverait à un peu plus d'1 M€.

3.2.3 Subventions aux associations et syndicats

Le versement des subventions aux associations et syndicats apparaissent dans le chapitre « autres charges de gestion courante ».

3.2.3.1 Subventions aux établissements scolaires

En 2020, le montant de la participation OGEC s'élevait à 138 670€. Cette subvention est calculée sur la base du coût moyen d'un enfant fréquentant l'école publique et est directement liée au nombre d'enfants scolarisés dans chaque établissement. Elle est en hausse en 2020 pour l'école Sainte-Bernadette (+ 3k€). Le coût par élève est passé de 1 403,63€ en 2019 à 1 485,57€ en 2020 pour un maternelle et de 338,37€ à 382.02€ pour un élémentaire.

Le montant de la participation 2021 est en cours de calcul.

3.2.3.2 Subventions aux associations sportives et culturelles

En 2020, le montant des subventions allouées aux associations sportives et culturelles s'est élevé à 71 240€. L'enveloppe budgétaire était de 73 500€. Il convient de prévoir une enveloppe similaire pour 2021.

3.2.3.3 Participation Frais restauration scolaire

La participation annuelle versée à Arc Sud Bretagne, pour les frais de restauration scolaire, devrait avoisiner les 81k€.

3.2.4 Charges financières

En raison du désendettement engagé depuis plusieurs années, les charges financières ont beaucoup diminué depuis 2014. Elles devraient légèrement augmenter en 2021 si l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget est réalisé rapidement dans l'année.

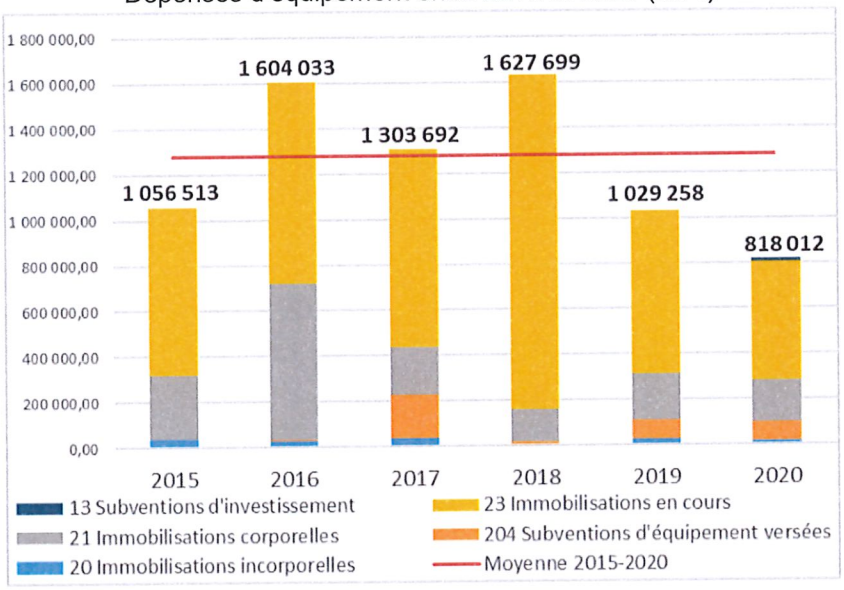
Etat récapitulatif des dépenses réelles de fonctionnement par grandes masses

	2018	2019	2020	*Prévision 2021*	*Variation 2021/2020*
Charges à caractère général	1 242 410,11	986 728,53	895 288,00	*1 100 000,00*	*22,9%*
Charges de personnel	2 449 064,90	2 448 288,17	2 502 803,75	*2 585 000,00*	*3,3%*
Autres charges de gest° courante	464 270,14	483 329,35	453 974,54	*510 000,00*	*12,3%*
Charges financières	90 661,92	75 723,33	63 394,60	*70 000,00*	*10,4%*
Charges exceptionnelles	3 880,42	972,05	2 405,00	*5 000,00*	*107,9%*
Atténuations de produits	2 011,00	2 721,00	2 742,00	*4 000,00*	*45,9%*
Dépenses totales	**4 252 298,49**	**3 997 762,43**	**3 920 607,89**	***4 274 000,00***	***9,0%***

3.3 Evolution des dépenses d'investissement

L'investissement moyen sur la période 2015-2020 s'élève à 1 280k€/an. L'année 2020 est marquée par un montant d'investissement relativement faible par rapport aux années précédentes (818k€).

Dépenses d'équipement entre 2015 et 2020 (en €)



Selon la prospective financière et le plan pluriannuel d'investissement, le montant maximum des dépenses d'équipement soutenable pour la commune en 2021 s'élève à **3 600k€**. Un certain nombre d'opérations étant d'ores et déjà engagées, l'enveloppe maximum restante pour le budget 2021 s'élève à 894k€. Le détail de cette enveloppe sera défini dans le cadre de la préparation budgétaire 2021.

Dépenses déjà engagées en restes à réaliser (RAR) : 408 393,64€

RAR	Montant (k€)
Logiciels	3
Cimetière	7
Ecole	1
Divers bâtiments	9
Poteaux incendies	3
Matériel services techniques	4
Mobilier	3
Signalisation	6
Clos des Moines	8
Extension maison de l'enfance	22
Voirie	316
Eclairage public	26
Total RAR	408

Outre ces RAR, d'autres opérations sont également engagées (autorisations de programme ou autre) :

Total dépenses (k€)	Montant
Restes à réaliser (RAR)	408
CAVC	1 500
Maison de l'enfance	618
Eglise	100
Fibre optique	80
Enveloppe restante	894
Total	3 600

3.4 Evolution des recettes d'investissement

3.5.1 Subventions

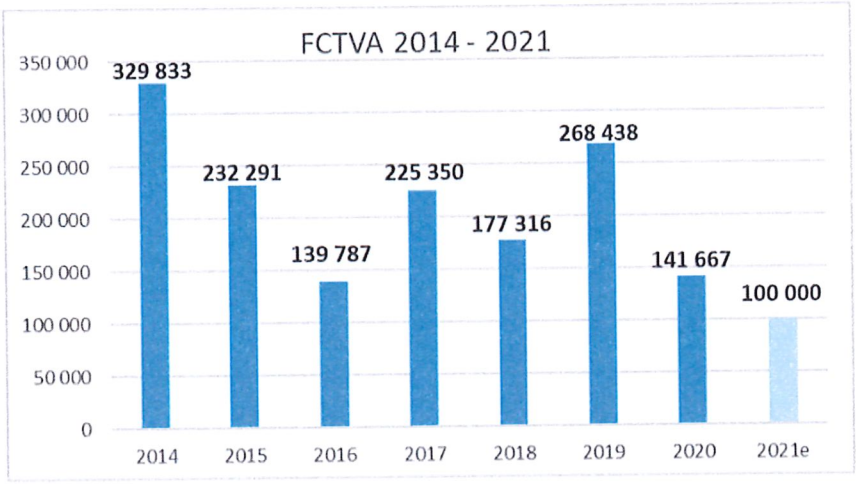
Le montant des subventions et participations acquises en 2020 restant à percevoir sur 2021 s'élève à 135 956,40€. Des dossiers de demandes de subvention sont en cours d'instruction.

3.5.2 Taxe aménagement

Il est rappelé que la taxe est applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou d'aménager, déclaration préalable), et qui changent la destination des locaux dans le cas des exploitations agricoles.
Sur la base des montants perçus ces dernières années (75k€ en 2020, 107k€ en 2019, 106k€ en 2018), on peut raisonnablement prévoir, une dotation prévisionnelle à hauteur de 80 000€ pour 2021.

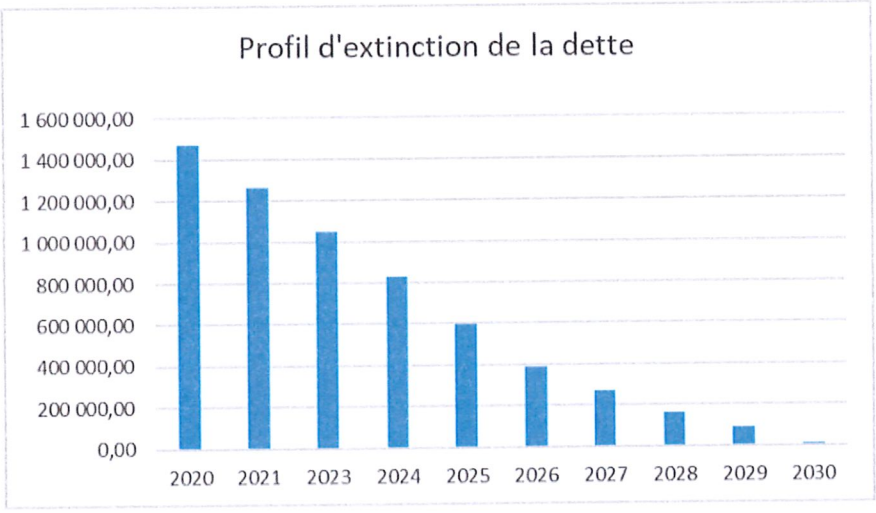
3.5.3 Evolution du FCTVA

Le taux de FCTVA reste identique à celui de 2020 soit un taux de 16,404%. Depuis la loi de finances 2016 les dépenses éligibles au FCTVA sont élargies aux dépenses d'entretien de la voirie et non des réseaux, ainsi que des bâtiments publics des collectivités territoriales et leur groupement. En 2020, la commune a perçu 141 667€ au titre du FCTVA investissement et 4 886€ au titre du FCTVA fonctionnement. Pour 2021, la recette attendue s'élève à 100 000€.



3.5 Evolution de la dette communale

Compte tenu des projets programmés en 2021 (CAVC, extension maison de l'enfance,...), le recours à l'emprunt sera nécessaire. Si l'enveloppe maximum des dépenses d'investissement est mobilisée (3 500k€), l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget devrait avoisiner les 1 500k€.



Le montant de la dette s'élève à 1 472 698,36€ au 31/12/2020. Sans nouvel emprunt, la dette actuelle serait totalement remboursée fin 2030. La dette est constituée de 8 emprunts dont 6 à taux fixes et 2 à taux révisables.

4. QUELQUES ELEMENTS SUR LA PROSPECTIVE FINANCIERE

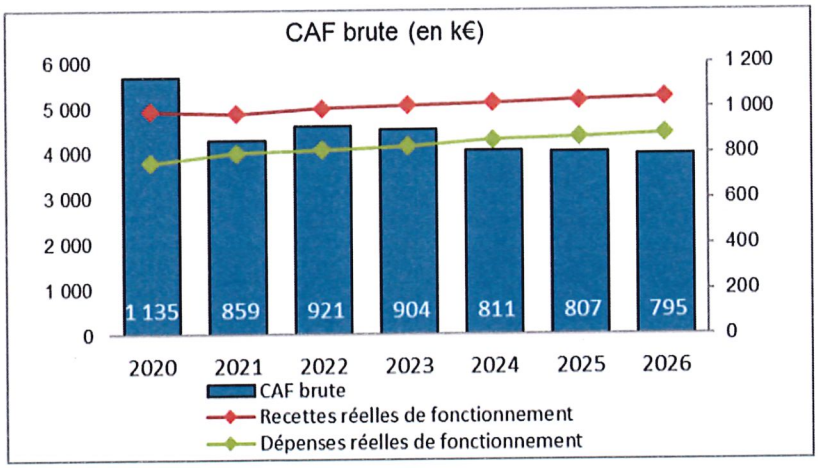
Les principales hypothèses prises en fonctionnement pour construire cette prospective sont :

- Maitrise des charges à caractère général et des autres charges de gestion courante (+0,5%/an)
- Charges de personnel : effectifs constants (+2,5%/an pour tenir compte notamment de l'effet GVT)
- Taux d'impositions constants et évolution des bases de +1,5%/an

CONSTITUTION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT								
En milliers d'euros	Evolution moyenne	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCT.[5]		3 798	4 019	4 077	4 152	4 302	4 366	4 437
Evolution	*2,6%*		*5,8%*	*1,5%*	*1,8%*	*3,6%*	*1,5%*	*1,6%*
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCT.[5]		4 933	4 877	4 998	5 055	5 114	5 173	5 233
Evolution	*1,0%*		*-1,1%*	*2,5%*	*1,1%*	*1,2%*	*1,2%*	*1,2%*
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT BRUTE		**1 135**	**859**	**921**	**904**	**811**	**807**	**795**
Evolution	***-5,8%***		***-24,4%***	***7,2%***	***-1,8%***	***-10,2%***	***-0,6%***	***-1,4%***
Capital remboursé		222	222	307	376	425	437	428
Evolution	*11,5%*		*0,0%*	*38,0%*	*22,6%*	*13,1%*	*2,6%*	*-2,0%*
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT NETTE		**913**	**636**	**614**	**527**	**386**	**370**	**368**
Evolution	***-14,1%***		***-30,3%***	***-3,5%***	***-14,1%***	***-26,8%***	***-4,1%***	***-0,7%***

Les dépenses réelles de fonctionnement augmenteraient de 2,6% en moyenne par an entre 2020 et 2026.
En revanche, selon nos simulations, les recettes réelles de fonctionnement n'augmenteraient que d'1% par an en moyenne notamment si les recettes de DMTO ne se maintiennent pas au niveau de 2020.

Les dépenses augmentant plus vite que les recettes, un « effet ciseau » apparaitrait à partir de 2021. La CAF s'établirait alors autour de 800k€ en fin de période.



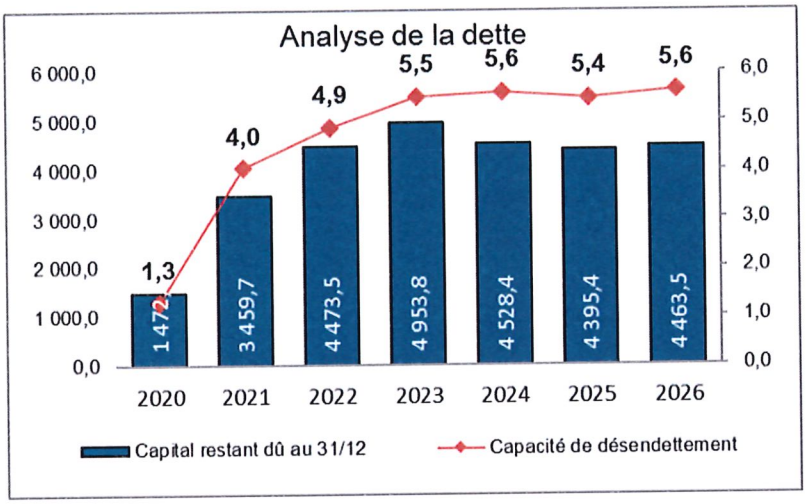
[5] *Dépenses réelles de fonctionnement retraitées des travaux en régie et des cessions d'immobilisations et minorées des atténuations de charges et des atténuations de produits.*

S'agissant de l'investissement, il est projeté des dépenses :

- De 3 600k€ en 2021 et 2022 : CAVC, maison de l'enfance et investissements récurrents,
- De 2 600k€ en 2023 : finalisation du projet du CAVC et investissements récurrents,
- De 1 200k€/an à partir de 2024.

Le coût total du projet du CAVC est estimé à 5 650k€ dans la prospective. Ce coût comprend une enveloppe liée au contexte sanitaire et aux incertitudes qui en découlent (augmentation du prix des matières premières, organisation du chantier,…).

Les emprunts nécessaires au financement du projet CAVC feraient augmenter la dette qui passerait de 1 473k€ fin 2020 à près de 5 000k€ fin 2023. La capacité de désendettement s'établirait alors à environ 5,6 années. Pour rappel, le seuil d'alerte communément admis concernant la capacité de désendettement se trouve autour de 8 ans.

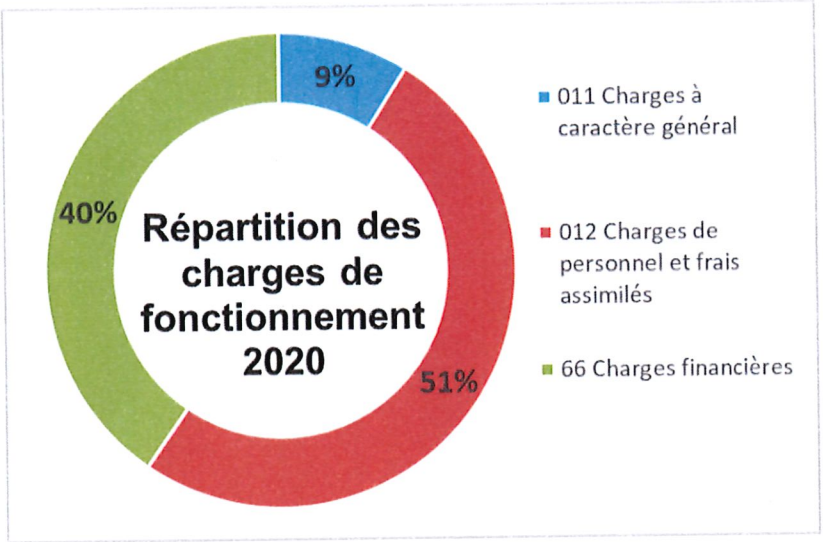


5. LE BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

5.1 Chiffres du compte administratif 2020 et prévisions 2021

- **Section de fonctionnement 2020**

Dépenses 2020	229 190,30€
Recettes 2020	280 722,41€
Excédent reporté de l'année 2019	143 302,87€
Soit un excédent de	194 834,98€



- **Section d'investissement 2020**

Pour l'année 2020, le montant total de l'investissement s'élève à 434 441,47€ (332 282,24€ de dépenses réelles).

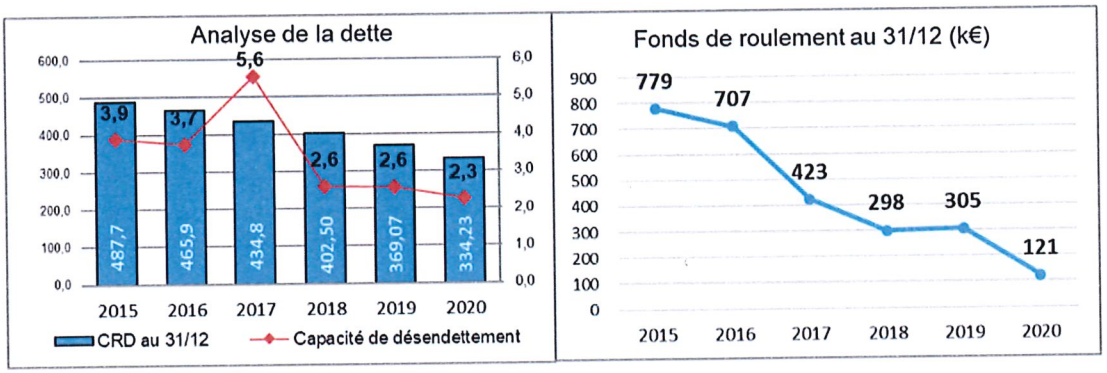
Pour l'année 2021, le montant estimatif des dépenses réelles d'investissement sera de l'ordre de 700k€ en propositions nouvelles dont 400k€ pour des travaux sur le poste de refoulement de Pénesclus. Il convient d'ajouter à ces propositions nouvelles les RAR 2020 (15k€).

Dans le cadre du plan de relance, la commune percevra une subvention exceptionnelle (DSIL) de 120k€ pour les travaux de Pénesclus.

5.2 Dette et fonds de roulement du budget assainissement

Le montant de la dette s'élève à 334k€ au 31/12/2020. Sans nouvel emprunt, la dette actuelle serait totalement remboursée fin 2031. La dette est constituée de 2 emprunts à taux fixes. La capacité de désendettement s'élève à 2,3 ans fin 2020.

L'ampleur des travaux de Pénesclus nécessiteront certainement un recours à l'emprunt sur l'exercice 2021.



Le fonds de roulement est en baisse constante depuis 2015, ce qui signifie que les dépenses sont supérieures aux recettes sur la période 2015-2020. Le budget annexe de l'assainissement doit être voté à l'équilibre et doit être financé par les recettes liées à l'exploitation de l'activité (redevance, tarification usager, etc…).

Pour équilibrer les futurs budgets, plusieurs pistes sont envisageables :

- Augmentation de la tarification des usagers,
- Recours à l'emprunt pour certains travaux,
- Programme d'investissement moins ambitieux.

Lignes directrices de gestion

L'une des innovations de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la Fonction Publique consiste en l'obligation pour toutes les collectivités territoriales de définir des lignes directrices de gestion.

Les lignes directrices de gestion sont prévues à l'article 33-5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Les modalités de mise en œuvre de ce nouvel outil de GRH sont définies par le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019

L'élaboration de lignes directrices poursuit les objectifs suivants :

- Renouveler l'organisation du dialogue social en passant d'une approche individuelle à une approche plus collective
- Développer les leviers managériaux pour une action publique plus réactive et plus efficace
- Simplifier et garantir la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents publics
- Favoriser la mobilité et accompagner les transitions professionnelles des agents publics dans la fonction publique et le secteur privé
- Renforcer l'égalité professionnelle dans la Fonction Publique.

Les lignes directrices de gestion visent ainsi à :
1° déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC)
2° fixer des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels. En effet, les CAP n'examineront plus les décisions en matière d'avancement et de promotion à compter du 1er janvier 2021.
3° Favoriser, en matière de recrutement, l'adaptation des compétences à l'évolution des missions et des métiers, la diversité des profils et la valorisation des parcours professionnels ainsi que l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.
Elles constituent le document de référence pour la GRH de la collectivité (ou de l'établissement). L'élaboration des LDG permet de formaliser la politique RH, de favoriser certaines orientations, de les afficher et d'anticiper les impacts prévisibles ou potentiels des mesures envisagées. Les lignes directrices de gestion s'adressent à l'ensemble des agents.

Portée juridique des LDG :
Un agent peut invoquer les LDG en cas de recours devant le tribunal administratif contre une décision individuelle qui ne lui serait pas favorable.
Il pourra également faire appel à un représentant syndical, désigné par l'organisation représentative de son choix (siégeant au CT) pour l'assister dans l'exercice des recours administratifs contre une décision individuelle défavorable prise en matière d'avancement, de promotion ou de mutation.
A sa demande, les éléments relatifs à sa situation individuelle au regard de la réglementation en vigueur et des LDG lui sont communiqués.

L'Autorité territoriale met en œuvre les orientations en matière de promotion et de valorisation des parcours *« sans préjudice de son pouvoir d'appréciation »* en fonction des situations individuelles, des circonstances ou d'un motif d'intérêt général.

I- Méthode de travail

Le projet a été piloté par la direction des services et le service des ressources humaines. Les représentants du personnel ont été associés à la démarche. Le comité technique a émis un avis favorable le 16/02/2021.

II – Etat des lieux

A – Des pratiques RH existantes

Les lignes directrices de gestion doivent permettre de formaliser les différentes politiques RH mises en œuvre au sein de la collectivité.

Les principaux documents RH de la collectivité sont les suivants :

- Le tableau des effectifs,
- La délibération relative au Régime Indemnitaire du 9 juillet 2020,
- Les taux de promotion pour l'avancement de grade fixés par délibération du 16 juillet 2015,
- La délibération relative aux modalités d'exercice du temps partiel du 30 octobre 2014
- Le Règlement du Compte Epargne-Temps fixé par la délibération du 30 octobre 2014,
- Le Règlement Intérieur fixé par délibération le 15 décembre 2016,
- Les entretiens professionnels annuels,
- L'organigramme des services de la collectivité.

B – Des effectifs, des emplois et des compétences

Le bilan social établi au titre de l'année 2019 fait apparaitre les éléments suivants :

1) Les effectifs

- Les effectifs de la collectivité au 31/12/2019 : 102 agents

	Fonctionnaires	**Contractuels permanents**	**Contractuels non permanents (publics/privés)**	**Total**
En nombre	66	3	33	102
En ETP	53,48	2,50	10,95	66,93

- Répartition par filière et par statut des agents permanents :

Filières	**Fonctionnaires**	**Contractuels droit public + droit privé (emplois aidés)**	**Total**
Administrative	17%		16%
Technique	35%		33%
Culturelle	12%	67%	14%
Sportive			
Médico-sociale	15%		14%
Animation	18%	33%	19%
Police	3%		3%
Total	**100%**	**100%**	**100%**

- Répartition par catégorie :

Fonctionnaires et contractuels	En %
Catégorie A	10%
Catégorie B	25%
Catégorie C	65%

2) Analyse et projection des mouvements RH

	2021	2022	2023	2024
Projection des départs en retraite des agents	3	2	3	3
Projection autres départs annoncés	-	-	-	-

C – Orientations générales de la collectivité (projet politique)

Au titre de la mandature, il est envisagé de développer certains services rendus à la population et de faire évoluer l'organisation actuelle de la collectivité.

1/ Evolution des services rendus à la population :

- Service mobilité : création du service et désignation d'un agent référent (augmentation du volume horaire),
- Service police : renforcement du service avec la pérennisation d'un poste d'ASVP,
- Animation culturelle : la rénovation/reconstruction du CAVC s'accompagnera d'un renforcement de la politique d'animation culturelle qui nécessitera un recrutement et une réorganisation RH au sein du pôle.

2/ Evolution des organisations :

- Des transferts de compétences entre la commune et la communauté de communes Arc Sud Bretagne pourront intervenir au cours du mandat. Ces transferts devront être anticipés afin d'évaluer les impacts sur les effectifs et l'organisation des services.

III – La stratégie pluriannuelle de pilotage des RH

Au vu de l'état des lieux et du projet politique, la collectivité souhaite répondre aux enjeux suivants :

1. Attractivité de la collectivité
2. Qualité de vie au travail
3. Evolution et modernisation du service public

Orientat° / *Enjeux*	Formation	Recrutement et mobilité	Rémunération	Organisation et conditions de travail
Attractivité de la collectivité	Informer les agents de leur droit à la formation (CPF,…)	Encourager les mobilités internes	Réviser le RIFSEEP Monétiser le CET,...	Proposer des outils performants

Qualité de vie au travail			Adapter le plus possible les salaires au niveau d'expertise et d'investissement	Mettre en place le télétravail Garantir le droit à la déconnexion Mettre à jour le document unique
Evolution et modernisation du service public	Diversifier l'offre de formation	Elargir les périmètres de recherche de candidats (privé, associatif, FPE,...)	Valoriser l'engagement professionnel	Simplifier les procédures administratives (dématérialisation)

IV – Promotion et valorisation des parcours professionnels

La carrière des agents fonctionnaires comporte un caractère évolutif comprenant des avancements d'échelon, de grade et des promotions internes.

Les avancements d'échelon s'effectuent selon un cadencement unique sans qu'aucun avis hiérarchique ne soit nécessaire.

Les avancements de grade et les promotions internes sont proposés par l'autorité territoriale sur proposition de l'encadrement hiérarchique, selon des critères définis par chaque collectivité.

♦ Avancement de grade

L'avancement de grade correspond à un changement de grade à l'intérieur du cadre d'emplois auquel appartient le fonctionnaire, permettant d'accéder à un niveau de fonctions et d'emplois plus élevé. Peuvent avancer de grade les fonctionnaires en position d'activité ou de détachement.

L'avancement de grade ne constitue pas un droit et peut être accordé aux fonctionnaires dont la valeur professionnelle le justifie.

Depuis l'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, l'assemblée délibérante, après avis du Comité Technique, doit fixer le taux de promotion à appliquer aux grades d'avancement.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 16 juillet 2015, la commune de Muzillac a fixé ce taux de promotion à 100% pour l'ensemble des grades.

Cependant, la fixation de ce taux de promotion à 100% des agents promouvables ne doit pas entraîner des avancements systématiques, au risque de dénaturer le sens même de cette possibilité de déroulement de carrière.

La collectivité définit les critères suivants pour l'ensemble de ses agents :

- L'avancement de grade permet ou respecte l'adéquation entre le grade et la fonction de l'agent.
- L'appréciation de la valeur professionnelle de l'agent le justifie (manière de servir et résultats individuels)
- Un avancement de grade ne pourra être accordé que si une période de 4 ans s'est écoulée entre l'avancement de grade envisagé et le dernier avancement de grade accordé,
- Si plusieurs agents peuvent être promus dans le même grade la même année, et à valeur professionnelle équivalente, l'autorité territoriale pourra privilégier l'agent disposant de l'ancienneté la plus importante dans le grade considéré,
- Valoriser en catégorie C, la réussite d'un examen professionnel au grade d'avancement en nommant tous les agents remplissant ces conditions, et reconnaitre également l'accès au grade actuel par examen.

- Les avancements de grade prennent effet au 1er septembre au plus tôt ou à la date à laquelle les conditions sont remplies.

♦ Promotion interne

A compter du 1er janvier 2021, les Commissions Administratives Paritaires (CAP) ne sont plus compétentes pour examiner les dossiers d'agents candidats à une promotion interne. Jusqu'à présent, elles rendaient un avis et, au vu de celui-ci, le Président du Centre de Gestion dressait ensuite la liste d'aptitude. Désormais, il revient au Président du CDG d'établir un projet de Lignes Directrices de Gestion permettant la sélection directe des candidats, sans avis préalable de la CAP.

Pour ce faire, le Président du CDG établit un projet de LDG qu'il soumet à l'avis des comités techniques des collectivités de plus de 50 agents. Les LDG permettront l'analyse des dossiers des candidats à une promotion interne. En l'espèce, la collectivité n'a donc pas à établir de LDG, à ce titre. Elle définit cependant des critères internes pour sélectionner les dossiers de promotion à déposer auprès du CDG.

Chaque cadre d'emplois définit les fonctions et missions correspondantes à ce dernier.
L'accès à un nouveau cadre d'emplois doit par conséquent être conditionné par le fait que l'agent exerce des fonctions relevant de celui-ci ou soit nommé, dans le cadre de la mobilité interne, sur un emploi correspondant.

En outre, l'agent doit avoir accompli les formations d'intégration et de professionnalisation propres à son cadre d'emplois, telles que définies par le Statut de la Fonction Publique Territoriale (Lois des 26 janvier et 12 juillet 1984 et décret du 29 mai 2008, relatif à la formation statutaire obligatoire).

Les critères retenus sont les suivants :

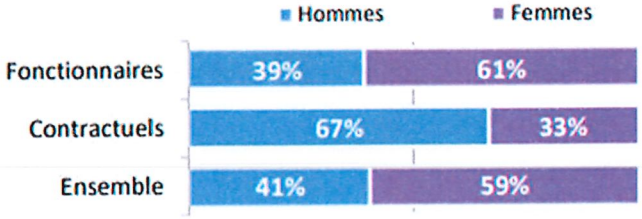
- La manière de servir satisfaisante sur les trois dernières années, sur la base des comptes-rendus établis par le responsable hiérarchique à l'issue des entretiens professionnels et sous réserve qu'aucune sanction n'ait été appliquée à l'agent les 3 années précédant celle au titre de laquelle le tableau d'avancement est établi,
- Les fonctions occupées par l'agent,
- L'aptitude de l'agent à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

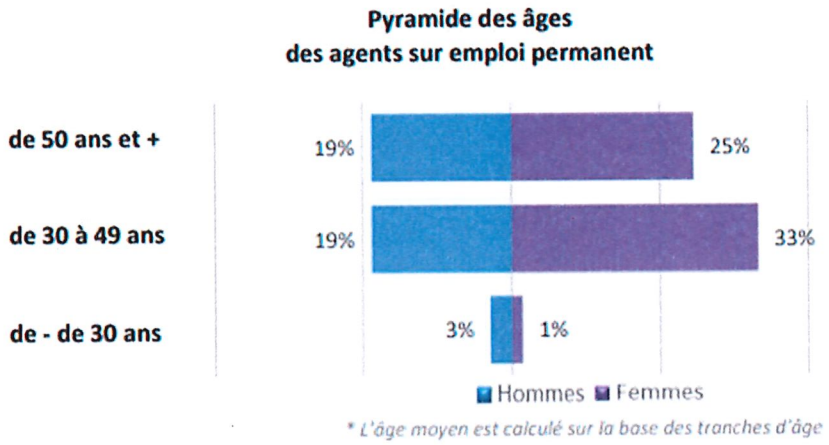
V - Actions en faveur de l'égalité femmes/hommes

La loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique renforce les obligations des collectivités territoriales en matière d'égalité professionnelle femmes/hommes.

Fin 2019, la collectivité comptait 59% de femmes et 41% d'hommes.

Répartition des agents permanents par genre et par statut (bilan social 2019)





- Actions définies par la collectivité :
  - Encourager la mixité au sein de chaque équipe
  - Adapter les locaux pour permettre la mixité
  - Adapter les tenues de travail

Date d'effet et durée des LDG

Les LDG sont prévues pour une durée de 6 ans.

Avis du Comité technique en date du : 16 février 2021

Date d'effet : 1er mars 2021

REGLEMENT DU TELETRAVAIL

COMMUNE DE MUZILLAC

I. Préambule

Le télétravail est une forme d'organisation et/ou de réalisation du travail, qui repose sur les technologies de l'information et de la communication et dans laquelle un travail, qui aurait également pu être réalisé dans les locaux de l'employeur, est effectué hors de ces locaux de façon régulière ou ponctuelle et volontaire.

La mise en place du télétravail dans la collectivité répond à un double objectif :

- Social en participant à l'amélioration des conditions de travail des agents,
- Environnemental en contribuant à la réduction des déplacements domicile-travail des agents.

Les modalités de mise en œuvre du télétravail sont régies par le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2016-151 du 11 février 2016.

La délibération n° 2021-02-013 du 25 février 2021, après avis favorable du Comité Technique en date du 16 février 2021, fixe les modalités de mise en œuvre du télétravail au sein de la collectivité.

II. Cadre général

1. Les activités éligibles

Le télétravail est ouvert aux activités pouvant être exercées à distance, notamment l'instruction, l'étude ou la gestion de dossiers, la rédaction de documents (rapports, notes, comptes rendus), les travaux sur système d'information.

Ne peuvent être éligibles au télétravail les activités :

- Qui exigent une présence physique effective dans les locaux de l'administration :
  - en contact avec le public,
  - requérant la manipulation de documents papier ne pouvant faire l'objet de numérisation, ni être transportés hors des locaux sans risque de compromettre la confidentialité des données qui y sont mentionnées,
  - requérant l'utilisation de logiciels ou d'applications spécifiques faisant l'objet de restrictions d'utilisation à distance ou l'utilisation de matériels spécifiques,
  - de traitement du courrier,
  - de gestion des archives et des fonds documentaires physiques.
- Se déroulant par nature sur le terrain :
  - l'entretien, la maintenance et l'exploitation des équipements et des bâtiments,
  - la sécurité publique,
  - le gardiennage et la gestion technique d'équipements ou d'évènements.
- De travail collégial.

Les activités incompatibles avec l'exercice du télétravail ne doivent pas être confondues avec le poste sur lequel est affecté l'agent, ou plus largement la fonction qu'il exerce. L'inéligibilité de certaines activités au télétravail, si celles-ci ne constituent pas la totalité des activités exercées par l'agent, ne s'oppose donc pas à la possibilité pour l'agent d'accéder au télétravail sous réserve que les activités télétravaillables puissent être regroupées afin de permettre au moins une journée de télétravail.

2. Quotités de télétravail

Le télétravail peut s'organiser de manière régulière (jours fixes et réguliers déterminés à l'avance) ou de manière ponctuelle (jours flottants). Ces deux modalités ne peuvent être conjuguées. Lors de sa demande, le télétravailleur opte pour l'une des deux solutions :

- Télétravail régulier : la quotité de travail ouverte au télétravail est plafonnée à 1 jour par semaine.
- Télétravail ponctuel : le volume de jours flottants est plafonné à 20 jours par an.

Afin de conserver le lien entre le télétravailleur, sa hiérarchie et l'ensemble de la communauté de travail, le temps de présence dans le service sur une semaine ne peut être inférieur à deux jours.

Si le télétravailleur opte pour l'attribution de jours flottants, la demande d'utilisation de jours devra être transmise au minimum 3 jours à l'avance à son responsable hiérarchique direct.

3. Organisation et comptabilisation du temps de travail

L'agent doit effectuer les mêmes horaires que ceux réalisés habituellement au sein de la collectivité. Durant ces horaires, l'agent doit être à la disposition de son employeur sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles. Il se consacre exclusivement à son activité professionnelle. L'agent doit être joignable sur ses horaires habituellement travaillés.

Les journées télétravaillées seront comptabilisées selon les heures prévues au planning. En cas de situation d'urgence occasionnant une absence du télétravailleur, celui-ci en informe immédiatement son supérieur hiérarchique.

Le télétravail ne génère pas d'heures supplémentaires. En cas de jour férié correspondant à un jour télétravaillé, ce dernier ne peut être transféré sur un autre jour. Il pourra également être demandé au télétravailleur un retour à 100% au sein des locaux de la collectivité en cas d'absence d'autres agents (congés, maladie,...), de réunion ou d'évènement exceptionnel, afin de garantir la continuité de service.

Le télétravail régulier n'est pas ouvert aux agents à temps partiels ou temps non complets. Seul le télétravail ponctuel (jours flottants) est possible pour ces agents. D'autre part, la mise en œuvre du télétravail pour les agents nouvellement recrutés au sein de la collectivité pourra être décalée de 6 mois par rapport à la date de prise de fonctions effective.

4. Droits et obligations

Les télétravailleurs bénéficient des mêmes droits et avantages légaux que les agents travaillant dans les locaux de la collectivité. En matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé, l'agent télétravailleur bénéficie ainsi de la même couverture accident, maladie, décès et prévoyance que les autres agents.

La collectivité s'engage à respecter la vie privée du télétravailleur. Le télétravail ne doit pas s'accompagner d'une flexibilité accrue et d'une dégradation des conditions de travail : le principe d'égalité de traitement entre les agents doit s'appliquer s'agissant de la charge de travail et des délais d'exécution. Les responsables de service doivent également s'engager à faire régulièrement le point sur le déroulement et les conséquences du télétravail.

Le télétravailleur s'engage à n'exercer aucune activité personnelle et/ou familiale durant ses horaires de travail. Toute activité privée exercée suspendrait immédiatement son statut de télétravailleur.

Une supervision peut s'exercer sur le temps de travail (par contacts téléphoniques par exemple) sur les résultats quantitatifs et qualitatifs de la production de l'agent, comme c'est le cas pour l'ensemble des collaborateurs de la collectivité. Des réunions en téléconférence peuvent également être organisées avec l'agent. La fixation des objectifs et des tâches, leur contrôle et leur évaluation sont de la responsabilité du supérieur hiérarchique direct de l'agent.

5. Compensation des frais

Le dispositif ne générant aucune charge financière directement liée à l'activité à domicile, pour l'agent, il n'y a pas lieu à indemnité de compensation. Il ne sera prévu aucune prise en compte des coûts d'électricité, chauffage, mobilier, assurance, installation de la ligne internet... Les moyens mis à disposition du télétravailleur sont détaillés dans le paragraphe IV.1.

III. Lieu d'exercice du télétravail

Le télétravail est exercé au domicile de l'agent. Le domicile s'entend comme lieu de résidence habituelle, sous la responsabilité pleine et entière du télétravailleur. En cas de changement de domicile, l'agent doit impérativement informer sa collectivité, il est alors procédé, par la collectivité, à un examen caractéristique du nouveau domicile (desserte internet, espace de travail...).

Afin de garantir le bon fonctionnement de la collectivité, notamment la gestion des appels téléphoniques, l'agent assurant ses fonctions en télétravail de manière régulière ou ponctuelle s'engage à l'indiquer systématiquement dans son agenda électronique professionnel.

1. Environnement

Le télétravailleur doit prévoir un espace dédié au travail à son domicile (sécurisé d'intervenants extérieurs : enfants, animaux domestiques...) disposant d'une connexion internet et dans lequel sera installé le matériel professionnel mis à disposition par la collectivité.

Les conditions d'exercice doivent garantir la sécurité des systèmes d'information et de protection des données.

Le télétravailleur ne reçoit pas de public et ne fixe pas de rendez-vous professionnels à son domicile.

2. Hygiène, santé, sécurité

L'employeur a une responsabilité vis-à-vis de la santé et de la sécurité de tous ses salariés, y compris les télétravailleurs. L'évaluation des risques professionnels liés au télétravail est intégrée au document unique de la collectivité.

La réglementation de la collectivité relative à l'hygiène, la santé et la sécurité au travail est applicable au télétravailleur et doit être strictement respectée.

L'espace dédié au télétravail, au domicile de l'agent, doit lui permettre de travailler dans des conditions de travail satisfaisantes, en matière d'hygiène, de sécurité : ergonomie, installations électriques, environnement... Le télétravailleur est responsable du maintien de son lieu de télétravail dans un état adéquat.

3. Accidents liés au travail

La collectivité prend en charge les accidents de service et du travail survenus au télétravailleur, dans les mêmes conditions réglementaires que celles qui s'appliquent en général.

Dans ce cadre, il appartient au télétravailleur d'apporter la preuve de l'accident et de la relation de ce dernier avec le service.

4. Assurances

Il appartient au télétravailleur de déclarer à son assureur sa situation de télétravailleur afin que son contrat multirisques puisse couvrir sa présence durant les journées de télétravail.

En cas de perte ou de vol du matériel mis à disposition du télétravailleur, quelles qu'en soient les circonstances, le bénéficiaire devra fournir à la collectivité, une copie du récépissé de la déclaration faite au commissariat ou à la gendarmerie.

IV. Moyens mis à disposition et traitement de l'information

1. Mise à disposition de matériel

La collectivité fournit au télétravailleur les équipements en matériel informatique avec accès aux logiciels nécessaires à l'exercice de son activité professionnelle à titre exclusif. Ce matériel reste la propriété de la collectivité.

Il est remis à chaque télétravailleur : un ordinateur portable avec alimentation secteur et souris ainsi qu'une solution softphone pour la téléphonie. La ligne téléphonique de bureau de l'agent en télétravail est basculée vers le softphone mis à disposition. En revanche, les équipements pour l'impression de documents ne seront pas mis à disposition, toute impression devant être réalisée sur le lieu habituel de travail et non au domicile de l'agent.

La configuration initiale des matériels fournis est assurée par le service informatique. La mise en place des matériels et leur connexion au réseau sur le lieu de télétravail sont assurées par l'agent en télétravail.

Le télétravailleur s'engage à utiliser normalement avec précaution et diligence le matériel mis à disposition. Le matériel mis à disposition peut être amené à évoluer en fonction des progrès technologiques et des coûts des différentes solutions.

Cette mise à disposition est exclusivement réservée au télétravailleur pour un usage strictement professionnel. En conséquence, ce dernier ne peut, à titre gratuit ou onéreux, ni céder, ni sous-louer le matériel, ni y apporter une quelconque modification technique.

L'organisation et la mise en œuvre du télétravail s'exercent dans les limites de la disponibilité de postes informatiques équipés.

La mise à disposition du matériel est consentie pour la journée de télétravail à compter de la veille au soir du jour télétravaillé. La prise en charge et la restitution ont lieu auprès du service informatique.

La restitution intervient de plein droit à la fin de chaque période de télétravail. L'équipement doit être en bon état de fonctionnement, sous réserve de son usure normale. Le télétravailleur doit signaler tout dysfonctionnement.

2. Incidents techniques

En cas d'incident technique l'empêchant d'effectuer normalement son activité à domicile, le télétravailleur doit en informer immédiatement son responsable hiérarchique qui prendra les mesures appropriées pour assurer la bonne organisation de l'activité, en coordination avec le service informatique. A ce titre, il pourra être demandé à l'agent de revenir au sein des locaux de la collectivité dans l'attente de la résolution du ou des problèmes techniques.

3. Traitement des données – règles d'utilisation de l'outil informatique

Le télétravailleur s'engage à veiller à ce que les informations sensibles traitées à domicile demeurent confidentielles et ne soient pas accessibles à des tiers. La sortie de documents papiers des locaux municipaux demeure exceptionnelle. Elle est soumise à l'autorisation préalable du supérieur hiérarchique.

Afin d'assurer la sécurité du système d'information, le télétravailleur ne doit pas installer de logiciels non autorisés par le service informatique sur le poste qui lui est fourni. Le télétravailleur doit impérativement respecter la législation, les règlements relatifs à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Le télétravailleur s'engage à assurer la confidentialité des mots de passe et des informations qui lui sont confiés.

4. Formation du télétravailleur

Une formation à la prise en main du matériel est dispensée par le service informatique. Elle concerne la connexion au réseau mairie du domicile, l'utilisation du softphone, l'utilisation de la messagerie et de l'agenda à distance.

V. Procédure

1. La demande

L'agent souhaitant télétravailler doit en faire la demande auprès de son supérieur hiérarchique direct.

La demande comporte :

- Le formulaire de demande, dûment rempli,
- Une attestation de la compagnie d'assurance certifiant que le contrat d'assurance habitation ne dispose pas de clause d'exclusion à l'exercice professionnel.

Après un entretien avec l'agent, le supérieur hiérarchique direct émet un avis et transmet la demande à la direction.

2. L'instruction de la demande

La collectivité s'engage à apporter une réponse dans un délais maximum d'un mois à compter de la réception de la demande.

3. L'autorisation

Une convention est signée entre l'autorité territoriale et l'agent autorisé à télétravailler. Cette convention est établie en deux exemplaires dont un est remis à l'agent, accompagné d'un exemplaire du règlement de télétravail.

La convention précise :

- Les fonctions de l'agent admis à télétravailler
- La nature de ses activités exercées en télétravail
- Le lieu d'exercice en télétravail,
- Les jours de télétravail,
- La date de prise d'effet et la durée.

❖ Durée de l'autorisation

La durée initiale de l'autorisation est d'un an maximum.

La demande de renouvellement doit être présentée par l'agent, au moins deux mois avant l'échéance de la convention.

En cas de changement de fonctions, l'agent intéressé devra, impérativement, présenter une nouvelle demande.

❖ Suspension temporaire

Le dispositif de télétravail peut être suspendu pour une période déterminée :

- A la demande de la collectivité pour nécessité de service, sans délai de prévenance,
- Sur demande écrite de l'agent, sans délai de prévenance.

4. Le refus de l'autorisation

Le refus opposé à une demande initiale ou de renouvellement de télétravail sera motivé et précédé d'un entretien entre l'agent, le responsable hiérarchique direct et la direction.

VI. Evaluation

1. Evaluation individuelle

Il est procédé, à une évaluation individuelle, lors d'un entretien avec le télétravailleur et le supérieur hiérarchique direct, chaque année au moment de l'entretien annuel d'évaluation.

2. Evaluation du dispositif

Le CODIR est chargé de dresser un bilan annuel du dispositif. Ce bilan est annuellement présenté au Comité Technique et Comité Hygiène Sécurité et Conditions de Travail.

ANNEXE 1 – Délibération n° 2021 02 014– Tableau des effectifs

EMPLOI A TEMPS COMPLET

	Grade ou Emploi Situation antérieure		Grade ou emploi Nouvelle situation au 01/03/21	Nbre	Non pour vu	Date d'effet
	Administratif					
A	Directeur Général des Services	1	Directeur Général de Services	1		
A	Attaché Territorial	2	Attaché Territorial	2		
B	Rédacteur Principal 1ère classe	1	Rédacteur Principal 1ère classe	1		
B	Rédacteur	1	Rédacteur	1		
C	Adjoint Administratif Ppal 1ère classe	2	Adjoint Administratif Ppal 1ère classe	2		
C	Adjoint Administratif Ppal 2ème classe	1	Adjoint Administratif Ppal 2ème classe	1		
C	Adjoint Administratif territorial	5	Adjoint Administratif territorial	5		
	Police Municipale					
B	Chef de Service de Police Ppal 2ème cl	1	Chef de Service de Police Ppal 2ème cl	1		
C	Chef de police municipale	1	Chef de police municipale	1		
	Technique					
B	Technicien Principal de 2ème classe	2	Technicien Principal de 2ème classe	2		
C	Agent de Maîtrise	2	Agent de Maîtrise	2		
C	Adjoint Technique Ppal 1ère classe	3	Adjoint Technique Ppal 1ère classe	3		
C	Adjoint Technique Ppal 2ème classe	3	Adjoint Technique Ppal 2ème classe	3		
C	Adjoint Technique Territorial	5	Adjoint Technique territorial	6		
	Médico-Sociale					
A	Educateur Ppal de Jeunes Enfants	2	Educateur Ppal de Jeunes Enfants	2		
A	Educateur de Jeunes Enfants	1	Educateur de Jeunes Enfants	1		
A	Assistant Socio-Educatif Ppal	1	Assistant Socio-Educatif Ppal	1		
C	Auxiliaire de Puériculture Ppal 1ère cl	1	Auxiliaire de Puériculture Ppal 1ère cl	1		
C	Auxiliaire de Puériculture Ppal 2ème cl	1	Auxiliaire de Puériculture Ppal 2ème cl	1		
C	ATSEM Principal 1ère classe	2	ATSEM Principal 1ère classe	2		
	Animation					
B	Animateur Ppal de 1ère cl.	1	Animateur Ppal de 1ère cl.	1		
B	Animateur Ppal de 2ème cl	1	Animateur Ppal de 2ème cl	1		
B	Animateur Territorial	1	Animateur Territorial	1		
C	Adjoint d'Animation Ppal de 2ème cl.	2	Adjoint d'Animation Ppal de 2ème cl.	2		
C	Adjoint d'Animation	1	Adjoint d'Animation	1		
	Culture					
B	Assistant de Conservation Principal de 2e cl du patrimoine et des bibliothèques	1	Assistant de Conservation Principal de 2e cl du patrimoine et des bibliothèques	1		
C	Adjoint du Patrimoine Ppal 2ème cl	1	Adjoint du Patrimoine Ppal 2ème cl	1		
C	Adjoint du Patrimoine	1	Adjoint du Patrimoine	1		

EMPLOI A TEMPS NON COMPLET

	Situation antérieure			Situation nouvelle au 01/03/21		
	Grade ou emplois	**Temps**	**Nbre**	**Grade ou emplois**	**Temps**	**Nbre**
	Technique					
C	Adjoint Technique Ppal 1ère cl.	17.5/35	1	Adjoint Technique Ppal 1ère cl	17.5/35	1
C	Adjoint Technique territorial	27.5/35	1	Adjoint Technique territorial	27.5/35	1
C	Adjoint Technique territorial	19/35	1	Adjoint Technique territorial	19/35	1
C	Adjoint Technique territorial	17.5/35	1	Adjoint Technique territorial	17.5/35	0
C	Adjoint Technique territorial	17/35	1	Adjoint Technique territorial	17/35	1
C	Adjoint Technique territorial	16.5/35	1	Adjoint Technique territorial	16.5/35	1
	Médico-sociale					
C	A.T.S.E.M. Ppal 2ème classe	21/35	1	ATSEM Ppal 2ème classe	21/35	1
C	A.T.S.E.M. Ppal 2ème classe	29/35	1	ATSEM Ppal 2ème classe	29/35	1
	Animation					
C	Adjoint d'Animation Ppal 2ème cl.	28/35	1	Adjoint d'Animation Ppal 2ème cl.	28/35	1
C	Adjoint territorial d'Animation	32/35	1	Adjoint territorial d'Animation	32/35	1
C	Adjoint territorial d'Animation	28/35	4	Adjoint territorial d'Animation	28/35	4
C	Adjoint territorial d'Animation	19/35	1	Adjoint territorial d'Animation	19/35	1
C	Adjoint territorial d'Animation	21/35	1	Adjoint territorial d'Animation	21/35	1
C	Adjoint territorial d'Animation	5/35	1	Adjoint territorial d'Animation	5/35	1
	Culture					
B	Assistant d'enseignement artistique Ppal 1ère classe	10/20	1	Assistant d'enseignement artistique Ppal 1ère classe	10/20	1
B	Assistant d'enseignement artistique Ppal 1ère classe	6.15/20	1	Assistant d'enseignement artistique Ppal 1ère classe	6.15/20	1
B	Assistant d'enseignement artistique Ppal 2ème classe (CDI)	10/20	1	Assistant d'enseignement artistique Ppal 2ème classe	10/20	1
B	Assistant d'enseignement artistique Ppal 2ème classe	5/20	1	Assistant d'enseignement artistique Ppal 2ème classe	5/20	1
B	Assistant d'enseignement artistique Ppal 2ème classe	9/20	1	Assistant d'enseignement artistique Ppal 2ème classe	9/20	1
B	Assistant d'enseignement artistique Ppal 2ème classe (CDI)	5/20	1	Assistant d'enseignement artistique Ppal 2ème classe	5/20	1
	Administratif					
C	Adjoint Administratif Ppal 2ème classe	10/35	1	Adjoint Administratif Ppal 2ème classe	10/35	1

Morbihan

Convention Intervention de l'Agent Chargé d'une Fonction d'Inspection Santé-Sécurité au travail 2021-2023

Entre d'une part,

le **Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Morbihan**, dont le siège est situé

6 bis rue Olivier de Clisson, CS 82161, 56005 Vannes cedex,

représenté par son Président,

Monsieur Yves BLEUNVEN,

en application de l'article 28 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985, dûment habilité par délibération du Conseil d'administration du 4 février 2021,

Et d'autre part,

La commune de Muzillac

représenté(e) par son Maire,

Monsieur Michel CRIAUD,

mandaté(e) par délibération en date du 25 février 2021

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, et notamment son article 5,

Vu la délibération du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Morbihan en date du 22 décembre 2003 créant la fonction d'inspection,

Vu la demande de la Commune de Muzillac suite à la délibération du 25 février 2021,

Vu l'avis du CHSCT en date du 16 février 2021,

Morbihan

Convention Intervention de l'Agent Chargé d'une Fonction d'Inspection Santé-Sécurité au travail 2021-2023

Considérant qu'il y a lieu :

1. **d'affirmer le rôle de l'agent ACFI dans l'organisation de la prévention des risques au travail,**
2. **d'inscrire la mission d'inspection en hygiène et sécurité au travail dans la durée et la continuité de la démarche de prévention des risques professionnels,**

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La collectivité confie au Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Morbihan (CDG du Morbihan) le soin d'assurer la fonction d'inspection en matière d'hygiène et de sécurité du travail, pour ladite collectivité.

La mission est confiée à un agent du CDG du Morbihan désigné agent chargé d'une fonction d'inspection.

Article 2 : Nature des missions

Les missions assurées par l'ACFI sont les suivantes :

- contrôler, les conditions d'application des règles d'hygiène et de sécurité du travail dans la fonction publique territoriale qui sont, sous réserve des dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, celles définies par le Code du travail et par les décrets pris pour son application (article L 108-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée) ;
- proposer à l'autorité territoriale :
  1) toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail, et la prévention des risques professionnels,
  2) en cas d'urgence, les mesures immédiates qu'il juge nécessaires.
- assister, sur demande du Président du CHSCT, avec voix consultative, aux réunions du CHSCT ;
- donner un avis sur les règlements et consignes (ou tout autre document) que l'autorité envisage d'adopter en matière d'hygiène et de sécurité ;
- intervenir, conformément à l'article 5-2 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié dans le cadre de la résolution d'une situation de désaccord relative à l'exercice du droit de retrait en cas de danger grave et imminent ou relative au recours à un expert agréé.
- Toutes les observations faites par l'ACFI sont transmises, pour information, au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Pour toutes les missions confiées, l'ACFI doit être informé par l'autorité territoriale des suites données aux propositions qu'il a formulées.

Article 3 : Modalités d'intervention

L'ACFI peut intervenir auprès de la collectivité selon les conditions suivantes et après en avoir prévenu l'autorité territoriale :

- soit en réponse à une demande exprimée par la collectivité et précisant la nature du contrôle ;
- soit après concertation et prise de rendez-vous, à la suite :
  - d'un signalement par les conseillers en prévention de la collectivité ou du CDG ;
  - d'une sollicitation du CHSCT (visite ou délégation d'enquête ; absence de réunion de CHSCT depuis plus de 9 mois ...) ;
  - d'un accident de service grave ou présentant un caractère répété ou d'une maladie professionnelle ;
  - en cas d'absence de programme d'analyse et de prévention des risques professionnels ;
- soit à l'occasion de la résolution d'une divergence sur la réalité d'un danger grave et imminent ou la façon de le faire cesser.

En aucun cas l'ACFI n'effectuera de visites inopinées.

Article 4 : Conditions d'exercice des missions

Conditions générales :

De manière générale, toutes facilités doivent être accordées à l'ACFI pour l'exercice de ses missions, sous réserve du bon fonctionnement des services de la collectivité.

Pour ce faire, l'autorité territoriale s'engage à :

- faciliter l'accès de l'ACFI à tous les locaux de travail, de stockage de matériel et de produits, de remisage d'engins ou aux chantiers extérieurs figurant dans le champ de sa mission ;
- fournir dans les meilleurs délais à l'ACFI, les documents obligatoires jugés nécessaires à l'élaboration de son diagnostic et à la rédaction de son rapport (document unique d'évaluation des risques professionnels, registres obligatoires, rapports de vérifications périodiques des installations, fiches de poste, fiches de données de sécurité des produits dangereux ...) ;
- communiquer dans les meilleurs délais à l'ACFI l'ensemble des règlements, consignes et autres documents relatifs à l'hygiène et la sécurité au travail que l'autorité envisage d'adopter en matière d'hygiène et de sécurité ;
- tenir à la disposition de l'ACFI, conformément à l'article 5-3 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, le registre spécial de danger grave et imminent, ainsi que les fiches établies par

le médecin du service de médecine professionnelle et préventive, conformément à l'article 14-1 du même décret ;

- l'avertir en temps et en heure de la tenue des réunions du CHSCT ;
- faciliter les contacts avec les acteurs territoriaux de la prévention des risques professionnels de la collectivité (élus, hiérarchie, conseiller/assistant de prévention, médecin de la médecine professionnelle et préventive, membres des organismes compétents en matière d'hygiène et de sécurité ...).

Ainsi qu'il est mentionné (cf. supra), l'autorité territoriale s'engage à communiquer les observations formulées par l'ACFI au CHSCT.

Principes déontologiques :

1. Obligation de l'autorité territoriale :

- Acceptation sans réserve des termes de la présente convention ;
- Cohérence de point de vue et de méthode entre l'autorité territoriale et le directeur des services ;
- Information des élus, des responsables de services, de l'encadrement, des agents dont l'assistant de prévention et les membres du CHSCT de la date d'intervention de l'agent chargé de la fonction d'inspection dans les services de la collectivité ;
- Garantie de la liberté d'action de l'ACFI, notamment pour ce qui concerne les conditions d'exercice des missions (Cf. supra) ;
- Engagement et disponibilité lors des interventions.

2. Obligation du CDG du Morbihan et de l'ACFI :

- Discrétion et confidentialité quant aux données relatives à l'état des lieux et les mesures de prévention envisagées ;
- Obligation de réserve de l'ACFI ;
- Indépendance et neutralité dans l'exécution de sa mission d'expertise ;
- Restitutions des informations recueillies de manière anonyme.

L'ACFI n'a pas pour mission de déceler chez les agents territoriaux un manquement à leurs obligations.

La procédure disciplinaire, qui est du seul ressort de l'autorité territoriale, est la seule procédure appropriée en la matière.

Article 5 : Responsabilité

L'ACFI formule des propositions.

La responsabilité de la mise en œuvre effective de ces propositions formulées par l'ACFI appartient à la collectivité.

Aussi, la responsabilité du CDG du Morbihan ne pourra être engagée que sur le contenu des observations et des propositions formulées dans le rapport d'inspection.

Elle ne pourra en aucune manière être engagée sur ce qui concerne les conséquences des mesures retenues et les décisions prises par l'autorité territoriale.

En outre, la présente convention n'a pas pour objet ni pour effet d'exonérer l'autorité territoriale de ses obligations relatives :

- aux dispositions législatives et réglementaires respectivement de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, du Code du travail et du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié,
- aux avis et aux recommandations des autres acteurs territoriaux de la prévention des risques professionnels (assistant de prévention de la collectivité, conseillers en prévention du CDG 56, médecin de prévention).

De plus, conformément à la réglementation en vigueur, l'ACFI ne pourra en aucun cas vérifier la conformité des bâtiments, du matériel et des installations nécessitant l'intervention d'un organisme compétent ou agréé.

Il appartient dès lors à l'autorité territoriale d'accomplir ses propres diligences en matière d'hygiène et sécurité au travail.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour 3 ans. Elle prend effet à compter de la date de signature. Elle pourra être expressément reconduite à son échéance pour une même durée, sauf dénonciation par lettre recommandée de l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis d'un mois.

La reconduction donnera lieu à la signature d'une nouvelle convention.

La résiliation de la présente convention peut être demandée par l'une ou l'autre des parties avant son terme. Toutefois, cette dénonciation doit être dûment motivée et fera l'objet d'une négociation préalable à toute rupture, selon les intérêts du CDG du Morbihan et de la collectivité.

Le CDG du Morbihan est susceptible d'user de cette clause particulière s'il constatait le manquement de la collectivité aux dispositions de la présente convention.

Article 7 : Conditions financières

La collectivité participera aux frais d'intervention du CDG du Morbihan à concurrence du service effectivement fait selon les tarifs fixés par délibération du Conseil d'administration du CDG du Morbihan.

Ces tarifs incluent les frais de déplacement, ainsi que les frais de secrétariat.

La tarification d'intervention sera automatiquement réévaluée, sans avenant, sur la base de la tarification votée chaque année par le Conseil d'administration.

Le recouvrement des frais de la mission sera assuré par le CDG du Morbihan selon l'état d'avancement de la prestation.

Article 8 : Compétence juridictionnelle

Les litiges résultant de l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Rennes.

A Vannes, en deux exemplaires originaux,

le 26 février 2021

Le Président
du CDG du Morbihan,

Yves BLEUNVEN,

Le Maire,
Commune de Muzillac,

MAIRIE DE MUZILLAC (Morbihan)

Michel CRIAUD.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE

Avenant n° 1 à la convention opérationnelle d'actions foncières du 01/09/2017

Commune de Muzillac

Entre :

La Commune de MUZILLAC dont le siège est situé Allée Raymond Le Duigou, 56190 MUZILLAC, identifié au SIREN sous le n° 215 601 436 représentée par son Maire, Monsieur Michel CRIAUD, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal en date du 25 février 2021,
ci-après désignée "la Collectivité"

D'une part,

Et

L'Etablissement Public Foncier de Bretagne, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, dont le siège est 72 boulevard Albert 1er, CS 90721, 35207 RENNES Cedex 02, identifié au SIREN sous le n° 514185792, immatriculé au RCS de Rennes sous le n°514 185 792, représenté par sa Directrice Générale, Madame Carole CONTAMINE, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération n°C-20616 du Conseil d'Administration en date du 8 décembre 2020.
Ci-après désigné « l'EPF »

D'autre part,

72 boulevard Albert 1er - CS90721 - 35207 Rennes cedex 2
Tél : 02 99 86 79 90 - Fax : 02 99 86 79 95
contact@epfbretagne.fr

Préambule

La Commune de Muzillac, qui compte près de 5 000 habitants, fait partie de la Communauté de communes Arc Sud Bretagne, située au Sud de la Région Bretagne. Muzillac est une commune littorale qui bénéficie d'une bonne attractivité, aussi bien permanente que saisonnière.

La Communauté de Communes et la Commune ont sollicité l'EPF Bretagne en 2014 dans le cadre d'un projet global de revitalisation du centre-ville de Muzillac, qui a été intégré à l'essaimage centre-bourg. Une convention d'étude a été signée le 7 juillet 2015 entre l'EPF et l'EPCI. L'étude a été menée par un groupement ayant pour mandataire l'Atelier du Canal. Plusieurs fiches-actions ont été produites afin de donner une feuille de route à la Commune pour les années à venir.

Dans le même temps le PLU de la Commune a été révisé, ce qui a permis d'intégrer une OAP portant sur la réalisation d'une traversée piétonne reliant le pôle administratif au Nord, disposant de grandes capacités de stationnement, au cœur de ville commerçant plus au Sud, aujourd'hui peu visible et perdant ainsi en attractivité. La création de cette perméabilité doit qui plus est permettre de restructurer des biens aujourd'hui vacants, et de proposer de nouveaux rez-de-chaussée commerciaux ainsi que des logements aux étages, adaptés aux demandes du marché immobilier local.

Cela s'est traduit par la signature d'une convention opérationnelle d'actions foncières en date du 1er septembre 2017 dans le cadre de laquelle la commune fait appel à l'EPF pour assurer, la négociation, l'acquisition et le portage foncier des parcelles et éventuellement la démolition des bâtiments existants.

A travers cette convention, la collectivité s'engage à respecter les critères suivants :

- à minima 50 % de la surface de plancher du programme consacré au logement ;
- une densité minimale de 24 logements par hectare (sachant que pour les projets mixtes, 70 m² de surface plancher d'équipements, services, activités ou commerces équivalent à un logement) ;
- dans la partie du programme consacrée au logement : 20 % minimum de logements locatifs sociaux de type PLUS-PLAI.

L'EPF a depuis procédé à l'acquisition de 2 unités foncières.

Etant donné la capacité de développement que ces acquisitions représentent, l'intervention de l'EPF sur les autres secteurs n'est, de ce fait, plus une priorité à court terme.

Il a donc été convenu entre l'EPF et la commune de Muzillac de réduire le périmètre d'intervention de l'EPF. Lorsque les autres secteurs de renouvellement urbain entreront en phase pré-opérationnelle, une nouvelle sollicitation pourra être effectuée auprès de l'EPF.

Cela exposé, il est convenu ce qui suit

L'article 2.1.1 de la convention opérationnelle en date du 01/09/2017 est désormais rédigé comme suit :

Article 2.1 – Périmètres d'intervention

> 2.1.1 - Périmètre opérationnel

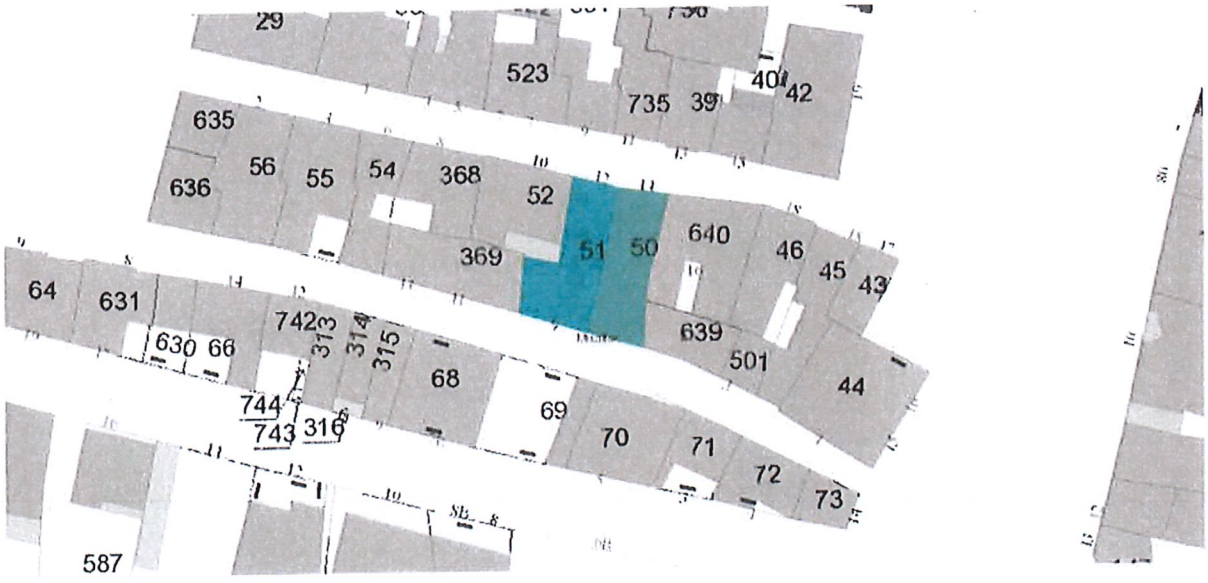
Sur le périmètre défini ci-après, l'EPF Bretagne est autorisé à :

- acquérir tous les biens fonciers et immobiliers, ainsi que les biens meubles qui en seraient l'accessoire. Cette autorisation ne fait pas obstacle de manière exceptionnelle, à l'acquisition directe par la Collectivité ou par un autre opérateur qu'elle aura désigné, d'un bien compris dans ce périmètre si elle le juge utile ; dans ce cas, la Collectivité est invitée à tenir l'EPF Bretagne informé de ses démarches et à solliciter l'avis de l'EPF Bretagne sur l'opportunité et le prix de cette acquisition ;
- assurer, sur les biens qu'il acquiert, la libération des lieux en mettant fin aux locations et occupations de tous types, de manière amiable ou judiciaire ;
- procéder, à la demande de la Collectivité ou de sa propre initiative, à toute étude spécifique au projet, diagnostic technique, etc., éventuellement en faisant appel à des prestataires extérieurs ;
- réaliser des travaux, notamment de proto aménagement (déconstruction/dépollution) ou travaux conservatoires et de sécurisation.

Parcelles situées dans le périmètre au jour de la signature des présentes

Commune de Muzillac	
Références cadastrales ***Suffixe "p" : partie de parcelle***	**Contenance cadastrale à acquérir**
BK 51	165 m²
BK 50	147 m²
Contenance cadastrale totale	**312 m²**

Ledit périmètre, se situant sur la commune de Muzillac est celui indiqué en bleu sur le plan ci-après.



L'article 2.3 de la convention opérationnelle en date du 01/09/2017 est désormais rédigé comme suit :

Article 2.3 - Engagement financier de l'EPF Bretagne

L'engagement financier de l'EPF Bretagne au titre de la présente convention comprend les dépenses liées aux actions foncières et aux diagnostics techniques, notamment :

- des prix d'acquisition et frais annexes (frais d'acte, de géomètre, de contentieux, commission d'agence, etc.) ;
- des indemnités liées aux évictions ;
- des travaux, notamment des travaux de proto-aménagement (déconstruction / dépollution) et travaux conservatoires ;
- des prestations de tiers liées à certaines études conditionnant la réalisation du projet (diagnostics techniques, études de sols, de dépollution, études préalables aux travaux) ;
- des dépenses engendrées par la gestion des biens (sécurisation, entretien, impôts, assurance, gardiennage, etc.).

L'ensemble de ces dépenses seront imputées sur le prix de revente des biens acquis ou feront l'objet d'une demande de remboursement à la Collectivité en cas de résiliation anticipée de la présente convention.

Concernant la présente convention, l'engagement financier global de l'EPF Bretagne est limité à 130.000 euros HT.

Ce montant ne constitue cependant pas une condition de légalité des acquisitions et/ou des dépenses effectuées.

> Date d'effet

Le présent avenant prendra effet à compter de sa signature par les deux parties.

> Autres dispositions

Les autres articles et dispositions de la convention opérationnelle d'actions foncières signée le 01/09/2017 demeurent inchangés.

En deux exemplaires originaux,

A Muzillac Le 26 février 2021 **Pour la Commune de Muzillac** Monsieur le maire **Monsieur Michel CRIAUD**	A Rennes, Le **Pour l'EPF Bretagne,** La Directrice Générale **Madame Carole CONTAMINE**